

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES APPELS DE FONDS

EN MATIÈRE D'ACTIONS ET D'OBLIGATIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 27 Octobre 1899, à 9 heures 1/2

PAR

Henri PLOMMET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

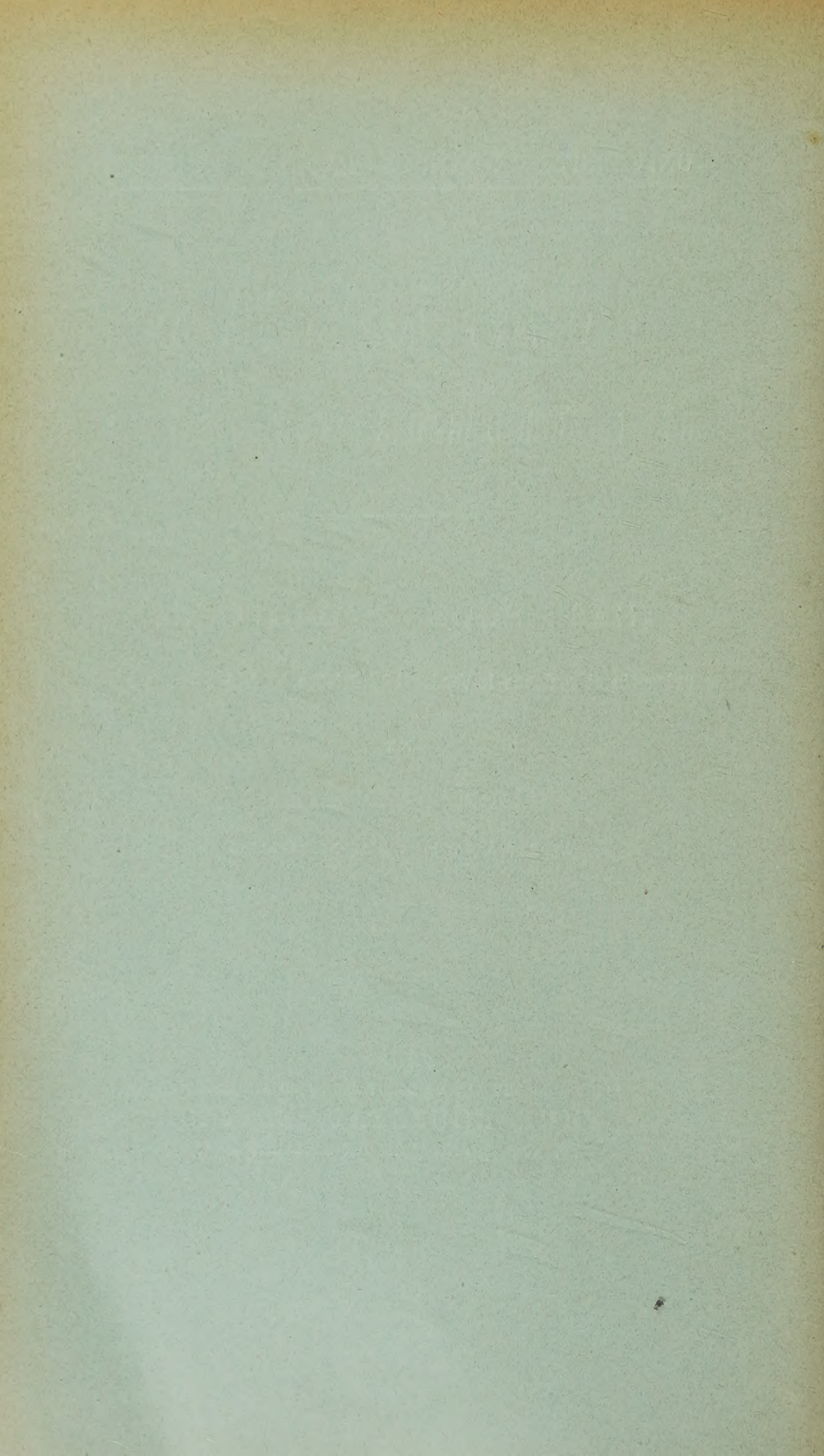
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1899





THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES APPELS DE FONDS

EN MATIÈRE D' ACTIONS ET D'OBLIGATIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les Matières ci-après sera soutenu le
Vendredi 27 Octobre, à 9 heures 1/2

PAR

Henri PLOMMET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. LYON-CAEN.

Suffragants : { MM. BOISTEL, } professeurs.
THALLER, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1899





Digitized by the Internet Archive
in 2026

DES APPELS DE FONDS

EN MATIÈRE D' ACTIONS ET D' OBLIGATIONS

INTRODUCTION

Nous nous proposons d'étudier les appels de fonds en matière d'actions et d'obligations. Il ne nous semble point nécessaire, au début de ce travail, de rappeler ce que c'est qu'une action et comment elle se distingue de la part d'intérêt. Plusieurs systèmes ont été proposés sur cette question ; leur discussion nous ferait sortir de notre sujet. Indiquons seulement que, d'après le criterium adopté par la jurisprudence et la majorité des auteurs, la part d'associé constitue une action lorsque la cession peut s'en opérer facilement, sans être soumise par les statuts à des conditions d'autorisation trop rigoureuses et quand la considération de la personne est restée étrangère à la formation du contrat (1). La négociabilité est le caractère habituel de l'action, mais il ne faudrait pas aller jusqu'à dire, comme on

(1) V. notamment : LYON-CAEN et RENAULT, II, n° 520. — BEUDANT, note sous Cass., 29 déc. 1868, D., 69, 1, 73. — BEUDANT, *Revue Critique*, 1869, p. 148, 160 et 161. — Req., 31 janv. 1893., *Gaz. Pal.*, 1893, 1, 214 et *Journal des Soc.*, 1893, 158.

l'a cependant fait, que l'action est toujours représentée par un titre négociable, c'est-à-dire cessible par l'un des modes rapides du droit commercial, le transfert, la tradition ou l'endossement.

La constitution de la Société anonyme et de la société en commandite par actions est subordonnée à certaines règles imposées par la loi. Quelques indications historiques sont indispensables ici.

Le Code de commerce organisait un régime absolument différent pour les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions. — La société anonyme est une simple association de capitaux ; les tiers ont uniquement pour gage le montant du capital social ; aucun associé n'est tenu personnellement des dettes de la Société ; chacun se trouve libéré par le versement de sa mise (1). En raison des dangers que présentent les sociétés de cette nature, le Code de commerce exigeait, pour leur création, une autorisation du gouvernement. Elle était donnée, après un examen des statuts, par le Conseil d'Etat qui s'efforçait de concilier à la fois l'intérêt des tiers et celui des actionnaires. — Les sociétés en commandite par actions pouvaient au contraire se constituer librement. Elles comprennent deux catégories d'associés : les commanditaires ou actionnaires, obligés seulement dans la limite de leurs

(1) Nous ne parlons pas de la responsabilité qui peut atteindre les fondateurs et administrateurs en cas d'annulation de la Société ou de mauvaise gestion, mais seulement des obligations résultant de l'engagement social.

mises, et les commandités, responsables personnellement et solidairement de toutes les dettes sociales. Le législateur de 1807 considéra que les créanciers trouvaient ainsi dans la fortune des commandités une garantie suffisante; il n'exigea pas d'autorisation gouvernementale et posa seulement quelques règles applicables d'ailleurs à la commandite simple (dont le capital est divisé en parts d'intérêts) comme à la commandite par actions. Notamment l'article 27 du Code de commerce interdisait aux commanditaires de faire aucun acte de gestion et l'article 28 déclarait, en cas de contravention, le commanditaire obligé solidairement avec les commandités au paiement de toutes les dettes sociales (1).

Cette liberté excessive laissée aux commandites par actions engendra de nombreux abus. La forme de l'anonymat fut de plus en plus abandonnée en raison de la nécessité de l'autorisation gouvernementale et l'on vit se constituer une foule de sociétés en commandite dans lesquelles l'apport des commandités était réduit à une somme dérisoire. Aucune précaution n'était prise pour assurer le versement du capital-actions et les créanciers n'avaient comme gage que les biens personnels des gérants et des commandités.

(1) Cet article a été modifié par une loi du 6 mai 1863. Le commanditaire est obligé solidairement pour les dettes et engagements dérivant des actes de gestion qu'il a faits et peut seulement, suivant le nombre ou la gravité de ces actes, être déclaré solidairement obligé pour tous les engagements de la Société ou pour quelques-uns seulement.

Souvent la fortune de ceux-ci n'offrait aucune proportion avec l'importance des engagements sociaux ; quelquefois même, ils étaient complètement insolubles. Et nous ne parlons pas des dangers auxquels étaient exposés les actionnaires eux-mêmes.

De pareilles conséquences, que le législateur avait été loin de prévoir, amenèrent une réaction. La loi du 17 juillet 1856 soumit les commandites par action à une réglementation sévère. Les actions demeuraient nominatives jusqu'à leur entière libération et n'étaient négociables qu'après le versement des deux cinquièmes ; les souscripteurs étaient tenus, nonobstant toute stipulation contraire, du paiement total des actions par eux souscrites.

La loi du 23 mai 1863 consacra les mêmes dispositions pour une nouvelle *catégorie* de sociétés anonymes dont elle permit l'existence et qui prirent le nom de Sociétés à responsabilité limitée. Ces Sociétés dont le capital ne devait pas excéder vingt millions, pouvaient se constituer sans autorisation du gouvernement, sauf à suivre un certain nombre de prescriptions indiquées par le législateur.

Nous arrivons enfin à la loi du 24 juillet 1867 qui est fondamentale en notre matière. Elle supprime, au point de vue des règles de constitution, presque toutes les différences entre les sociétés en commandite par actions et les sociétés anonymes. Pour ces dernières, la nécessité de l'autorisation gouvernementale est abo-

lie, mais les unes et les autres sont soumises à des formalités destinées à fournir aux tiers et aux actionnaires eux-mêmes un ensemble de garanties suffisantes.

Le capital social *doit* être intégralement souscrit au moment de la constitution. Chacun des actionnaires doit verser le quart au moins du montant des actions par lui souscrites. Le capital social ne peut être divisé en actions de moins de cent francs lorsqu'il n'excède pas 200,000 francs, et de moins de cinq cents francs lorsqu'il est supérieur.

Une loi du 1^{er} août 1893 est venue modifier ce système, mais elle n'a point d'effet rétroactif. Les sociétés peuvent diviser leur capital en actions de 25 francs au moins lorsque ce capital est inférieur à 200,000 francs et le minimum des parts est porté à 100 francs lorsqu'il est supérieur à 200,000 francs. La souscription intégrale est toujours nécessaire. Le versement du quart continue à suffire lorsque les actions sont de 100 francs et au dessus ; la libération intégrale est exigée lorsqu'elles n'excèdent pas 25 francs (1).

L'on voit par suite que, sous l'empire des lois de 1893, de 1867, et ajoutons, de 1856 (2) il arrive

(1) Par une bizarrerie singulière le législateur ne s'est pas expliqué nettement sur le versement obligatoire pour les actions supérieures à 25 fr. et moindres de 100 fr. Le versement du quart suffit-il ou faut-il, dans tous les cas, un versement minimum de 25 fr. ? Ce dernier système est évidemment plus logique, mais il ne résulte pas expressément des textes ni des principes. (V. LYON-CAEN et RENAULT, Appendice, p. 10).

(2) La loi de 1867 n'avait fait que reproduire la loi de 1851 au point de vue de la nécessité de la souscription intégrale et du versement du quart.

fréquemment que le capital social n'est pas réalisé en entier dès le début. *L'appel de fonds*, qui fait l'objet spécial de notre travail, *consiste dans la réclamation de la portion du capital non versée* lors de la constitution de la société.

Nous examinerons, dans un premier chapitre, quelles sont les personnes qui peuvent réclamer la libération des actions, et, dans un second chapitre, quelles sont les personnes tenues d'y répondre. Un troisième chapitre sera consacré à l'examen des voies de recours qui peuvent exister entre les différents obligés. Nous étudierons enfin dans le chapitre 4 les particularités relatives à l'exécution en Bourse. Nous terminerons la partie de notre travail se rapportant aux actions en parlant de l'époque à laquelle les versements peuvent être exigés.

Il nous a paru aussi intéressant de rapprocher du système admis pour les actions les règles applicables aux obligations. Ces règles ne résultent pas des dispositions expresses de la loi, mais des principes du droit commun. Nous les exposerons brièvement dans notre titre II.

PREMIÈRE PARTIE

DES APPELS DE FONDS EN MATIÈRE D'ACTIONS

CHAPITRE PREMIER

QUI PEUT RÉCLAMER LA LIBÉRATION DES ACTIONS ?

Les fondateurs de sociétés ont toujours cherché le moyen de ne pas faire verser intégralement, à l'origine, le capital social pour n'avoir point à rémunérer par des dividendes coûteux la partie de ce capital, inutile au bon fonctionnement de la Société. Mais si le mal à combattre a été de tout temps aperçu, le remède a souvent varié.

Avant 1856, on procédait simplement en divisant en séries les actions qui, réunies, représentaient le fonds social, et on n'émettait au début, que quelques-unes de ces séries. Ainsi les souscripteurs étaient immédiatement libérés, mais ce système avait l'inconvénient de ne point protéger les tiers. Ceux-ci pouvaient croire, en effet, que toutes les séries avaient été émises et traiter avec la Société sur la foi d'un capital qui n'existait pas réellement. La loi de 1856 vint

rendre impossible une pareille combinaison, en exigeant la souscription immédiate de la totalité du capital social. C'est depuis lors, surtout, que l'on émit des actions libérées seulement en partie, présentant ce double avantage d'offrir aux tiers un gage considérable et de ne point nécessiter une inutile rémunération. Le jour où il faut augmenter le capital versé, soit parce que l'industrie s'est développée, soit parce qu'il faut faire face à une crise momentanée, il n'y a qu'à faire un appel de fonds.

Mais, qui peut le faire ?

Si les statuts ont déterminé les personnes à qui ce droit appartient, il faut s'y référer. Il sera bien rare d'ailleurs que le silence soit gardé sur un point si important et la jurisprudence n'offre guère qu'un exemple d'une semblable omission. La Cour de Paris (1) a jugé qu'une assemblée générale extraordinaire, incapable de délibérer comme telle par suite d'un défaut de quorum, pouvait néanmoins prendre valablement toutes les décisions rentrant dans les pouvoirs d'une assemblée générale ordinaire et notamment pouvait voter un appel de fonds. Il était difficile de reconnaître un droit aussi grave que celui dont nous nous occupons à quelques personnes seulement, la logique voulait que seule la masse des actionnaires pût l'exercer.

(1) Paris, 1^{er} mars 1894, *Gaz. des trib.*, 22 août 1894.

Mais, si les statuts se sont départis de cette règle, s'ils ont donné au gérant ou aux administrateurs ce droit exorbitant, il faut s'incliner. Il ne faut le faire cependant qu'à bon escient, et les actionnaires auraient raison de refuser de répondre à un appel de fonds irrégulier. Et l'on pourrait trouver de nombreux exemples d'irrégularité. Ainsi, la Cour de Paris a jugé que, si les statuts avaient accordé au conseil d'administration le droit d'exiger les versements complémentaires, ceux qui en étaient tenus pourraient s'assurer que le conseil était constitué normalement (1) et qu'il agissait dans les limites rigoureuses du pacte social (2). Le tribunal de commerce de la Seine a même été plus loin dans l'interprétation stricte de la loi; il a annulé la délibération d'une assemblée générale qui avait voté un appel de fonds, sans que cette mesure fût portée sur son ordre du jour, par ce motif que « les actionnaires étaient en grande partie représentés par des mandataires qui ne pouvaient voter que sur des questions dont leurs mandants avaient eu préalablement connaissance (3) ».

Donc, en général, l'appel de fonds peut être fait par ceux-là seuls à qui les statuts reconnaissent ce droit, et dans les limites précises et étroites qu'ils déterminent. Ont-ils gardé le silence, seule l'assemblée géné-

(1) Paris, 20 mai 1887, *Rev. des Soc.*, 1887, 475.

(2) Paris, 24 janvier 1889, *Rev. des Soc.*, 1889, 201.

(3) Trib. com. Seine, 24 juin 1887 (la *Loi* du 17 juillet).

rale des actionnaires peut demander la libération des actions. Il ne faudrait pas cependant exagérer les exigences de la loi, et l'on a bien fait de proclamer qu'une assemblée générale extraordinaire, convoquée pour modifier les statuts, pouvait transférer soit au gérant, soit au conseil d'administration, le droit que d'autres pouvoirs tenaient des statuts (1).

Mais d'autres personnes que les actionnaires sont intéressées à la bonne gestion de la Société. Les tiers, qui ont traité avec elle, et l'ont pour débitrice, ont, en vertu de l'article 1166 du Code civil, une action indirecte pour exiger les versements complémentaires.

Ont-ils une action directe ?

Un premier système adopte la négative.

Sous l'ordonnance de 1673, dit-on en ce sens, aucun doute ne pouvait exister ; il n'y avait pas de rapports entre les commanditaires et les tiers, et, par conséquent, il n'existait entre eux aucune action directe, ni active ni passive ; — pas de raison sociale, en général, administration de la Société par un gérant agissant en son seul et privé nom, — tels étaient les caractères reconnus par tous à l'ancienne commandite, caractères qui excluent toute idée d'action directe (2). M. Trolong, en reproduisant cette doctrine, soutient toutefois qu'il existait une Société comportant l'action directe des tiers, c'était la Société organisée par Colbert pour

(1) Trib. com. Seine, 9 déc. 1893 (la *Loi* du 30 décembre).

(2) POTHIER, *Sociétés*, nos 101 et 102. — BOURJON, I, p. 100.

les assurances générales maritimes (1). En tous cas, la règle générale était bien que les tiers ne devaient pouvoir exercer que l'action indirecte consacrée dans le Code par l'article 1166.

Le Code de commerce a-t-il modifié cette situation ? S'il l'a fait, nous devons trouver dans son texte ou dans ses principes la base de l'action directe ?

Et cependant nous ne pouvons l'appuyer sur un engagement pris par les commanditaires envers les tiers, puisqu'un tel engagement aurait pour effet de rendre les actionnaires indéfiniment et solidairement responsables de toutes les obligations de la Société. Ce ne peut être non plus sur un mandat donné par les commanditaires aux commandités, car, d'après la définition même du mandat, le mandant doit pouvoir faire lui-même tous les actes que doit accomplir en son nom le mandataire, et c'est précisément ce que la loi défend ici aux commanditaires en leur interdisant toute immixtion dans la gestion (art. 27 et 28 du Code de commerce). Le commanditaire est, à l'égard des tiers, dans la situation d'un prêteur qui a avancé une somme à la Société, et l'on ne voit pas comment d'autres que les associés pourraient exiger de lui le versement de sa mise. L'actionnaire poursuivi pourrait donc opposer toutes les exceptions qu'il serait en droit de faire valoir contre la Société elle-même.

On invoque encore, à l'appui de cette thèse, les

(1) TROPLONG, n° 829.

articles 23 et 26 du Code de commerce, desquels il résulte que le commanditaire n'est qu'un bailleur de fonds sans responsabilité et qu'il n'est passible des pertes que jusqu'à concurrence de sa mise. Et l'on tire de cette double constatation la conséquence que le commanditaire n'est tenu qu'envers la Société de la libération de sa souscription, sans qu'il puisse y avoir une action directe des créanciers contre lui. Des arguments analogues prévaudraient à l'égard des actionnaires, en matière de société anonyme, l'actionnaire se trouvant dans la même situation que le commanditaire (1).

Ces raisons ne nous convainquent cependant pas. Pour nous, les créanciers ont, contre les commanditaires ou actionnaires une action directe.

La commandite n'a plus du tout aujourd'hui le même caractère qu'autrefois : elle possède une raison sociale : le gérant signe de son nom qu'il fait suivre des mots « et Cie », et il annonce par le seul fait de cette signature qu'il n'agit point seulement « en son seul et privé nom » ; les tiers se trouvent alors avoir traité non seulement sur la foi du commandité, mais encore en considération du crédit social tout entier. De même, les administrateurs de la société anonyme agissent pour le compte de la Société.

(1) DELVINCOURT, II, p. 56. — DELANGLE, II, n^{os} 279 et s. — MOLINIER, n^o 547. — MORNARD, p. 153 et seq. — DELOISON, I, n^{os} 231 et seq., et surtout la consultation donnée dans l'affaire du comte Perregaux contre la Banque de France, par MM. DE VATIMESNIL, GAIRAL, Ph. DUPIN et MOLLOT, reproduite dans DELANGLE, *loc. cit.* (V. aussi Paris, 24 août 1833, S., 33, 2, 500).

Il importe peu, d'ailleurs, que les commanditaires ne puissent accomplir par eux-mêmes les actes qu'ils ont donné mandat au gérant de faire en leur nom. Le mandat n'en existe pas moins, cela n'est pas douteux : est-ce qu'un avoué n'est pas, devant les tribunaux, le mandataire de ses clients ? Et serait-il vrai cependant de dire que ceux-ci peuvent faire tous les actes qui sont du ministère de leur mandataire.

L'argument tiré des articles 23 et 26 du Code de commerce ne nous touche pas d'avantage. L'article 23 appelle bien le commanditaire un bailleur de fonds, mais cela veut-il dire qu'il soit dispensé d'effectuer le versement réclamé par d'autres que par le gérant ? Celui-ci n'apporte souvent que son industrie, ses capacités, son ardeur au travail et le fonds social, base du crédit, est apporté quelquefois tout entier par les commanditaires. Dès lors, comment le soustraire à l'action directe ? Nous savons bien que l'article 6 du titre 4 de l'ordonnance de 1673 disait que le commanditaire « est obligé jusqu'à concurrence *de sa part* » et que l'article 26 du Code de commerce a modifié cette formule pour dire qu'il n'était passible *des pertes* que jusqu'à concurrence de sa mise sociale. Cette différence est-elle intentionnelle ? Nous le voulons bien admettre, mais il nous semble qu'on peut l'expliquer par le désir du législateur d'aller au devant du doute que pouvait faire naître l'article de l'ordonnance sur la question de savoir si le commanditaire

était obligé, non pas seulement jusqu'à concurrence de sa mise, mais encore pour sa part des bénéfices précédemment perçus.

En outre, l'article 43 du Code de commerce nous semble inexplicable si l'on repousse l'action directe. Pourquoi faire connaître à tous l'existence d'une société par actions, le chiffre précis des valeurs que doivent fournir les commanditaires ou actionnaires, si cette société n'est rien pour le public et n'a de vie qu'entre les associés? Sans doute, l'extrait publié ne contient pas le nom des actionnaires, sans doute ce nom ne figure pas dans la raison sociale, mais la loi a voulu ainsi mieux marquer la différence qui existe entre le commandité, indéfiniment tenu des dettes de la Société, et les commanditaires ou actionnaires obligés seulement dans une proportion restreinte et déterminée. Et les tiers sont suffisamment armés lorsqu'ils savent de quels capitaux la Société peut disposer et quel crédit ils peuvent lui faire. Comment expliquer cette nécessité de publier le montant de la mise des commanditaires ou actionnaires, si les créanciers n'ont point une action directe pour la leur faire verser (1)?

Quelques auteurs admettent bien l'action directe

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 473. — PONT, n° 1450. — VAVASSEUR, n° 326. — BOISTEL, p. 144. — Req., 28 fév. 1844. D., 44, 1, 145; Lyon, 2 fév. 1864, S., 65, 2, 259; Cass. civ., 6 nov. 1865. D., 65, 1, 479; Cass., 20 fév. 1894; *Rev. des Soc.*, 1894, 1, 185.

des créanciers, mais seulement dans le cas où la société est en faillite (1).

M. Pont, dans une dissertation insérée dans la *Revue Critique* (1851, p. 394), combat avec raison cette opinion. La faillite rend seulement exigibles les dettes de la Société qui ne l'étaient pas encore et peut être aussi l'obligation de répondre aux appels de fonds qui pesait éventuellement sur les actionnaires ; mais, en dehors de là, elle ne confère aucun droit nouveau aux créanciers et ne peut modifier le caractère de l'action qui leur appartient.

Jusqu'ici nous avons raisonné dans l'hypothèse où la Société serait *in bonis*, que se passera-t-il si elle est en faillite ou en liquidation judiciaire ? Tous les pouvoirs sont concentrés alors entre les mains du syndic ou du liquidateur et tout le monde s'accorde à reconnaître à ces représentants légaux de la Société le droit d'exiger le complément de la mise. Mais les dissentiments s'élèvent quand il s'agit de se prononcer sur cette question : le syndic ou le liquidateur doivent-ils justifier de la nécessité de l'appel de fonds ?

M. Thaller a écrit deux articles (2) pour soutenir l'affirmative ; il combat avec une ardeur passionnée la théorie qui triomphe en jurisprudence et que nous accepterons. Le savant professeur va même jusqu'à

(1) TROPLONG, n° 83 et seq. — ALAUZET, n° 159. — BÉDARRIDE, I, n° 236 ; Poitiers, 30 janv. 1867. D., 67, 2, 141.

(2) *Revue critique*, 1885, p. 294 et 1887, p. 227.

accuser la magistrature de se préoccuper trop du droit pour négliger les intérêts pratiques du commerce et de l'industrie. Etrange critique, hélas imméritée !

Pour M. Thaller, l'actionnaire est un débiteur *sui generis* ; si la Société *in bonis* fait un appel de fonds, c'est évidemment pour agrandir le cercle de ses opérations ; mais si elle est en faillite ou en liquidation judiciaire, l'entreprise doit être arrêtée, sauf l'achèvement des affaires en cours et l'appel de fonds ne se justifie que s'il est nécessaire pour désintéresser les créanciers. Dès lors, pour exiger la libération des actionnaires, il faut que le syndic démontre le découvert social.

M. Labbé (1) soutient la même doctrine. Pour lui, la Société mise en faillite ou en liquidation judiciaire étant dissoute, les associés sont affranchis de leurs obligations, si ce n'est dans la mesure des besoins de la liquidation et de l'acquittement du passif social résultant des affaires antérieures. Peut-on considérer la souscription de l'actionnaire comme une promesse d'apport réalisée seulement pour partie, l'autre partie ne pouvant être exigée qu'à terme, incertain d'ailleurs ? Il est clair que le syndic ne peut être libre de fixer ce terme suivant son bon plaisir, et qu'il lui faut prouver l'opportunité et la nécessité de l'appel de fonds.

M. Thaller s'étonne surtout que la jurisprudence

(1) Note sous Cass. civ., 20 oct. 1884. S., 87, 1, 49.

ait permis à des syndics ou liquidateurs de demander à quelques actionnaires le versement intégral de leurs mises tandis que leurs co-associés n'étaient pas poursuivis. « Réclamer plus à un souscripteur que ce qui » doit finalement lui incomber, et à plus forte raison » doubler arbitrairement la participation passive de » celui-ci parce que l'on s'abstient de rechercher » celui-là, c'est ne pas avoir égard aux relations qui » unissent les intéressés et à ce que ces relations commandent ». Et M. Thaller insiste ; il nous prouve que les actionnaires ne sont point des débiteurs solidaires (1) et que, puisque nous devons les envisager comme des co-débiteurs, le syndic ne peut se retourner contre eux que fractionnairement et divisément, pour leurs parts et portions respectives.

D'autres auteurs distinguent entre le syndic et le liquidateur amiable ou judiciaire pour accorder à l'un et refuser aux autres le droit d'exiger les mises sans justifier de l'utilité de ces versements.

Le liquidateur amiable peut ne pas avoir tous les pouvoirs que nous reconnaissons au liquidateur judiciaire (2) ; il suffira, d'ordinaire, de se reporter aux termes mêmes de son mandat pour savoir où finissent les droits qui lui ont été concédés. Faut-il supposer que l'on a commis l'invraisemblable oubli de s'expli-

(1) V. en sens contraire : LYON-CAEN et RENAULT, n° 763 et *infra*.

(2) Quand nous parlons du liquidateur judiciaire, nous entendons le liquidateur nommé conformément à la loi de 1889 et non le liquidateur amiable dont la désignation est faite par justice.

quer sur le point des appels de fonds ? Nous ne voyons alors aucune raison d'exiger de lui ce que nous n'exigeons pas du liquidateur judiciaire (1). Pour le liquidateur judiciaire, nommé en vertu de la loi de 1889, nos contradicteurs ne savent plus très bien où chercher la règle de ses pouvoirs et de son autorité. Les uns veulent se reporter à l'article 1988 du Code civil, mais ils oublient que nous ne sommes pas en présence d'un mandataire général nommé sans but particulier à atteindre et que notre liquidateur doit arriver à cette fin précise : déterminer l'actif et le passif social.

M. Saleilles (2) compare le liquidateur au curateur d'une succession vacante, ou bien à un héritier bénéficiaire. Cette double comparaison est, il nous semble, inexacte, puisque, d'une part, la succession vacante suppose que personne ne se présente pour recueillir l'hérédité, et que, d'autre part, l'héritier bénéficiaire est supposé appelé à une succession mauvaise dont il est propriétaire. D'après M. Valéry, (3), il est plus juste d'assimiler le liquidateur au notaire chargé de procéder à l'établissement des comptes que les co-partageants peuvent se devoir, à la formation de la masse partageable et aux fournissements à faire à chacun des co-partageants (art. 828 et 976 du Code civil).

(1) Trib. com. Seine, 18 avril 1893 (la *Loi* du 4 mai).

(2) *Annales de droit commercial*, 1891, p. 226.

(3) Note sous Paris, 19 déc. 1894, D., 96, 2, 81.

Nous aimons mieux voir, dans le liquidateur comme dans le syndic, à la fois le représentant des administrateurs de la Société et le représentant de ses créanciers. Comme ceux-ci, il a contre les actionnaires une action directe pour exiger la réalisation des apports. On ne pourrait même pas dire qu'au cas où l'appel de fonds deviendrait inutile, et où il faudrait restituer les sommes appelées, les actionnaires eussent le droit d'invoquer la compensation. D'une part la faillite s'oppose à toute compensation dont la réalisation n'était possible qu'après son ouverture ; d'autre part, on ne saurait compenser une dette liquide (versement de la mise) avec une créance incertaine (excédent de l'actif sur le passif).

L'opinion contraire méconnaît la portée de l'engagement pris par les actionnaires au moment de la publication du montant de la mise. Par cette publication, les actionnaires se sont engagés éventuellement, par avance, envers les tiers inconnus, futurs créanciers de la Société, à apporter en gage la totalité de leur souscription. Chaque créancier, en traitant avec la Société, a mis sa signature au bas de la pollicitation de l'actionnaire et il est devenu créancier de l'apport intégral. Sans doute, il a plusieurs débiteurs, sans doute, il peut agir contre tous, mais il peut aussi n'invoquer que contre quelques-uns le droit certain dont il jouit. Comme le dit très bien M. Boistel (1), « quand on

(1) Note dans DAL., 89, 2, 1.

» limite d'avance à une partie de son patrimoine le
» gage que l'on constitue, on s'engage par là même à
» maintenir ce gage intégralement à la disposition des
» créanciers, ou leur donne le droit d'en exiger à tout
» instant la constitution ou la reconstitution, du
» moment qu'ils y ont un intérêt, ne fût-ce qu'un
» simple intérêt de commodité, de facilité pour leurs
» poursuites, d'économie dans les frais à réaliser ».

A quelles difficultés pratiques presque insurmontables, la solution contraire ne nous conduirait-elle pas ? Dans les sociétés par actions, le nombre des associés est tel qu'il est impossible d'établir *a priori* le compte exact de la quote-part qui incombe à chaque actionnaire dans le passif social. Il faudrait faire d'abord un appel notoirement insuffisant pour voir ceux qui y répondent et ceux sur lesquels il ne faut point compter, puis on procéderait à un deuxième appel qui ne serait point encore définitif. N'est-il pas plus simple de reconnaître au syndic le droit de s'adresser à ceux qu'il connaît, de leur demander de remplir un engagement dont ils sont tenus envers lui, et auquel ils ne peuvent échapper en partie que par rapport à leurs co-débiteurs ? Notre législation connaît de tels procédés et il ne serait point difficile de citer des exemples où le droit de poursuite ne se limite point à la contribution.

S'il en était autrement, les actionnaires auraient le droit abusif d'intervenir à chaque instant dans la

direction de la liquidation, et, comme il serait facile aux établissements rivaux de posséder des actions les uns des autres, tous les secrets des entreprises seraient livrés à ceux-là mêmes à qui il importe de les cacher.

Telle est la solution que nous adoptons; nous sommes heureux de l'appuyer de l'autorité d'hommes considérables dans la doctrine (1); la jurisprudence (2) en a fait des applications nombreuses.

Ainsi, lors de la chute de l'Union générale, le syndic avait cédé son droit de réclamer les versements complémentaires à un comité d'actionnaires et la Cour de Paris a validé cette cession (3).

Si le syndic ou liquidateur commet une faute quelconque dans sa gestion, il encourt évidemment une responsabilité, et son remplacement peut même être demandé au tribunal, mais l'actionnaire ne saurait, au cours de la liquidation, exiger, à tout moment, des justifications. Ainsi, il a été jugé que l'actionnaire ne peut se refuser aux versements réclamés par la liquidation, alors même qu'il avait été trompé par des

(1) VAVASSEUR, n° 524. — LYON-CAEN et RENAULT, n° 738. — CHOPPART, *Rev. des Soc.*, 1887, 41. — BOISTEL, *DAL.*, 89, 2, 1. — PONT, n°s 1965 et seq.

(2) Paris, 9 mai 1884, *R. des Soc.*, 1884, p. 85. — Paris, 19 déc. 1884, *R. des Soc.*, 1884, p. 162. — Paris, 31 déc. 1884, *R. des Soc.*, 1884, p. 399. — Cass., 26 mai 1886, *R. des Soc.*, 1886, p. 449. — Paris, 3 fév. 1887, *R. des Soc.*, p. 147; Cass., 2 avril 1890, *R. des Soc.*, 1890, p. 292. — Paris, 6 fév. 1891, *R. des Soc.*, 1891, p. 219; Trib. Seine, 25 janv. 1893, *Le Droit*, 30 avril 1893. — Paris, 9 janv. 1894, *Journal des trib. de commerce*, 1894, 480. — Cass., 20 fév. 1894, *R. des Soc.*, 1894, p. 232; Trib. Seine, 30 mai 1894, *Le Droit*, du 31 juillet 1894. — Paris, 19 déc. 1894, *D.*, 96, 2, 81.

(3) 4 mars 1886, *Rev. des Soc.*, 1886, 255.

manœuvres imputables aux administrateurs, tels que bilans mensongers, distribution de dividendes fictifs, sauf son recours contre les auteurs de ces manœuvres (1). Il a même été décidé récemment que l'actionnaire, qui intente une action en responsabilité contre les anciens administrateurs de la Société, doit être considéré comme renonçant à son droit d'exciper de la nullité de sa souscription vis-à-vis du liquidateur (2).

Les pouvoirs du syndic sont donc très étendus, mais il peut arriver que la faillite soit clôturée et qu'un liquidateur succède au syndic. Le liquidateur pourrait-il modifier le terme accordé par son prédécesseur, devra-t-il respecter la transaction consentie par lui ? Nous ne le croyons pas. Les droits sont restés entiers, et il n'est pas tenu de prouver que la part contributive de l'actionnaire poursuivi est supérieure à ce dont l'action est libérée (3). D'ailleurs, le liquidateur, nommé dans ces conditions, ne pourra profiter des jugements rendus en faveur du syndic, dans lesquels il n'a point été partie, si tous les créanciers vérifiés et affirmés ont été intégralement payés (4).

(1) Paris, 1^{er} fév. 1894, *Rev. des Soc.*, 1894, 242.

(2) Cass., 8 déc. 1897, *Rev. des Soc.*, 1898, 102.

(3) Paris, 31 oct. 1894, *Rev. des Soc.*, 1895, 158.

(4) Trib. civ. Lyon, 21 janv. 1891, *Monit.*, Lyon, 2 fév. 1891.

CHAPITRE II

A QUI PEUT-ON RÉCLAMER LA LIBÉRATION DES ACTIONS ?

Nous arrivons à la partie la plus importante de notre travail. L'appel de fonds a été décidé régulièrement, nous le supposons ; il s'agit de savoir exactement quelles personnes sont tenues d'y répondre et d'effectuer les versements complémentaires réclamés. Il n'est pas besoin d'insister sur l'intérêt pratique considérable que présente la question. L'action, avons-nous dit, est un titre essentiellement cessible, le plus souvent même négociable. Elle a pu circuler entre de nombreuses mains depuis l'époque de la constitution ; il importe de déterminer les obligations respectives des différents titulaires successifs. Si la Société est prospère, la propriété de l'action confère des avantages ; aussi le titulaire actuel se révélera-t-il vraisemblablement, et il est difficile de supposer qu'il refusera de réaliser les versements demandés. Mais pour peu que l'entreprise ait périclité, il n'en ira plus de même, la plupart des actionnaires chercheront à se dérober, et cela leur sera facile si les actions ont

été mises au porteur et leur sont parvenues sans qu'il subsiste trace de la transmission.

Pourtant, c'est au moment où la ruine la menace que la Société a le plus besoin de son capital intégral, soit pour conjurer le péril d'une déconfiture imminente, soit au moins pour pouvoir offrir à ses créanciers le gage complet sur lequel ils étaient en droit de compter. Il importe alors d'assurer la rentrée des sommes non encore versées. Comment parvenir à ce résultat ? La question ne comporte pas une réponse unique : les lois qui se sont succédé sur notre matière l'ont réglée différemment et aucune d'elles n'a d'effet rétroactif. Ainsi, les lois de 1867 et de 1893 ne s'appliquent pas d'une façon absolue aux Sociétés antérieurement constituées. Nous serons obligés dès lors de faire connaître les vicissitudes de notre législation et d'insister notamment sur le système de la loi de 1867 qui est fort compliqué et régit la plupart des Sociétés actuellement existantes.

SECTION PREMIÈRE

SYSTÈME ANTÉRIEUR A LA LOI DE 1867

Le Code de commerce était muet sur notre question qui devait se résoudre d'après les principes du droit commun. Si les statuts avaient réglé la matière, il y

avait lieu de suivre leurs prescriptions. La jurisprudence (1) le décidait formellement avec l'appui des auteurs (2). Par suite, les fondateurs pouvaient déterminer librement les personnes qui seraient tenues des appels de fonds et les conditions dans lesquelles l'actionnaire aurait la faculté de s'en décharger par une cession. Le plus souvent, pour les actions nominatives, ils obligeaient celui qui voulait les céder à soumettre le transfert à l'agrément du Conseil d'administration, sauf à déposer, dans la caisse sociale, des titres en garantie des versements à venir. Dans le cas où le transfert n'était pas agréé par le Conseil d'administration, un recours était réservé à la société contre le cédant et le cessionnaire, après toutefois discussion des titres déposés, s'il y en avait eu. En présence d'une pareille clause, la jurisprudence admettait et admet encore (3) que le transfert accepté par le Conseil d'administration avait pour effet d'opérer une novation par changement de débiteur et d'affranchir le cédant, même en cas d'insolvabilité du cessionnaire. Cette interprétation n'a rien que de très plausible.

Il y a lieu toutefois d'écarter la fraude. Si par

(1) Cass., 12 déc. 1866, S., 68, 1, 70.

(2) MATHIEU et BOURGUIGNAT, n° 29 et seq. — ALAUZET, n° 582. — BOISTEL, n° 263. — VAVASSEUR, n° 518. — Cass., 21 juillet 1879, S., 80, 1, 5; Cass., 4 janv. 1888, D., 88, 1, 137; Cass., 20 fév. 1894, S., 94, 1, 185 (V. aussi le rapport de M. le conseiller ROUSSELLIER, dans les *Pand. fr.*, 93, 1, 297).

(3) V. les arrêts cités à la note précédente.

exemple un administrateur avait cédé ses actions à un insolvable à la veille d'un appel de fonds, il engagerait sa responsabilité vis-à-vis de la Société (1).

Il fallait donc, sous l'empire de Code de commerce, consulter avant tout les termes des statuts. Dans le silence du pacte social, il ne restait plus que le droit commun. Mais à quelle solution commandait-il de s'arrêter ? Trois systèmes ont été soutenus. Les uns (2) ont prétendu que le cédant demeurait tenu des appels de fonds, en vertu de ce principe que le débiteur ne peut se substituer un tiers sans l'agrément du créancier. On a répondu fort justement, dans l'opinion contraire (3), que le caractère essentiel de l'action résidant dans sa facilité de transmission, la Société, qui divisait son capital en titres de cette nature, devait être considérée comme laissant à ses membres une liberté entière de se dégager des obligations sociales en abandonnant les droits correspondants.

Dans un système intermédiaire (4), on proposait une distinction entre les actions nominatives et les actions au porteur. Les premières ne pouvant se transmettre que par un transfert opéré sur les livres de la

(1) Trib. com. Seine, 7 octobre 1884. La *Loi* du 19 octobre.

(2) DELANGLE, II, n° 450. — TROPLONG, I, n° 176 à 178. *Sic* : Lyon, 9 avril 1856, D., 56, 2, 198. — Paris, 16 janv. 1862, D., 62, 2, 184.

(3) LYON-CAEN et RENAULT, n° 471. — Paris, 22 mai 1852, S., 55, 2, 265.

(4) Cass., 29 fév. 1878, D., 79, 1, 382. La date portée au recueil est certainement inexacte, puisque l'année 1878 n'était pas bissextile.

Société, celle-ci, en consentant au transfert, acceptait, disait-on, un nouveau débiteur à la place de l'ancien. Les actions au porteur, au contraire, changeant de titulaire par simple tradition et sans le concours de la Société, celle-ci conservait contre le cédant et les cessionnaires successifs tous ses droits, faute d'y avoir renoncé. Cette distinction ne nous semble pas logique. Sans doute, nous admettons la valeur de l'argument proposé en ce qui touche les titres nominatifs, et c'est même ce qui nous conduit à rejeter le premier système. Mais ne peut-on pas faire pour les titres au porteur un raisonnement analogue et plus significatif encore ? C'est l'intention des parties que l'on recherche et que l'on prétend découvrir. Or, n'est-il pas évident que les associés, en prévoyant dans les statuts que les actions pourraient être mises au porteur, ont envisagé la réalisation de cette éventualité comme devant assurer à chacun d'eux la faculté de s'affranchir du lien social. N'est-ce pas là l'avantage et aussi l'inconvénient de la forme au porteur ?

Quoi qu'il en soit, l'absence de réglementation légale avait engendré de nombreux abus, comme nous l'avons déjà signalé. Les statuts rendaient le plus souvent possible la libération des actionnaires cédants après un versement plus ou moins faible et permettaient la conversion immédiate des actions en titre au porteur. Il en résultait que le capital annoncé aux tiers comme formant leur gage était purement nominal. Et les

acheteurs d'actions pouvaient aussi se trouver gravement lésés, les souscripteurs ayant toute facilité de se livrer à d'habiles manœuvres de hausse et de se dégager de l'entreprise sans y avoir été attachés par aucun lien sérieux.

Pour les *sociétés anonymes* soumises à l'autorisation du gouvernement, le danger était diminué en raison des garanties que présentait l'examen préalable des statuts par le Conseil d'Etat. Mais il subsistait tout entier pour les *commandites par actions*, et cette forme de société avait naturellement la préférence des fondateurs d'entreprises véreuses et des spéculateurs sans scrupules. Cet état de choses rendit nécessaire l'adoption d'un régime plus rigoureux, et, comme il arrive souvent en pareil cas, on alla immédiatement jusqu'au bout dans la voie de la réaction.

D'après la loi du 17 juillet 1856, applicable aux commandites par actions, et la loi du 23 mai 1853, relative aux Sociétés à responsabilité limitée, les actions devaient rester nominatives jusqu'à leur entière libération.

Cette première disposition avait pour but d'assurer le succès des poursuites en cas d'appel de fonds non suivi de versement. De cette façon, la Société ou les tiers pouvaient facilement, au moyen de la liste des transferts, retrouver les noms des titulaires successifs.

Quelles étaient maintenant les personnes tenues de répondre aux appels de fonds? Tout d'abord et sans

aucun doute le dernier propriétaire de l'action : investi des avantages attachés à la qualité d'actionnaire, il devait également en supporter les charges. La loi n'avait même pas eu besoin de s'en expliquer. Au contraire, elle déclare formellement le souscripteur primitif responsable du paiement total des actions par lui souscrites ; toute stipulation tendant à l'en affranchir était frappée par avance de nullité. Cette obligation était, en l'absence de toute disposition spéciale, soumise à la prescription ordinaire de trente ans, dont le point de départ commençait, soit à la date d'exigibilité des versements si elle avait été fixée par les statuts, soit à la date des appels de fonds régulièrement effectués par les représentants de la Société (1). Les fondateurs se trouvant ainsi liés à la fortune de la Société, la sincérité de l'entreprise était assurée et les dangers de l'agiotage écartés.

Il reste à préciser la situation des cessionnaires intermédiaires, c'est-à-dire de ceux qui, sans avoir souscrit à l'origine, avaient possédé les actions un certain temps puis les avaient vendues antérieurement à l'appel de fonds. Les lois de 1856 et de 1863 ne parlaient pas des anciens associés de cette catégorie et la jurisprudence décidait qu'ils n'étaient point obligés (2). Cette solution nous paraît fondée. Nous avons admis en effet que, sous l'empire du Code de

(1) LYON-CAEN et RENAUT, n° 743.

(2) Cass., 19 août 1863, S., 63, 1, 461 et D., 63, 1, 357.

commerce ou du droit commun, les titulaires qui avaient cédé leurs actions, qu'elles fussent nominatives ou au porteur, s'affranchissaient par là même de leurs engagements sociaux. A cette règle, les lois de 1856 et de 1863 apportaient une exception, mais une seule : elle concernait les souscripteurs primitifs. Quant aux cessionnaires intermédiaires, ils n'étaient point mentionnés et demeuraient par suite soumis au droit commun. Nous reconnaissons d'ailleurs que le législateur n'avait probablement pas songé aux conséquences de son silence, mais elles ne s'en imposent pas moins, suivant nous.

SECTION II

SYSTÈME DE LA LOI DE 1867

Le régime inauguré par la loi de 1856 présentait d'incontestables avantages ; il assurait la sincérité des entreprises et donnait à la Société et aux tiers plus de facilités pour réaliser l'intégralité du capital social. Des inconvénients toutefois ne tardèrent pas à se manifester. Certaines Sociétés, en effet, comme les Sociétés d'assurances, n'ont besoin, dès le début, que d'un capital relativement faible servant de fonds de roulement. Dans les circonstances normales, les primes reçues sont calculées de telle sorte qu'elles suffisent au

service des indemnités, et il peut s'écouler de nombreuses années sans que de nouveaux versements soient réclamés aux actionnaires. Vienne au contraire une période où les sinistres se multiplient dans des proportions exceptionnelles, la Société est obligée de recourir à un appel de fonds. Il lui est nécessaire, par suite, d'avoir un capital assez élevé, mais ce capital est moins un capital de fonctionnement qu'un capital de garantie. Dès lors, pourquoi charger, dès l'origine, la Société de sommes considérables dont elle n'aura peut-être jamais l'emploi ? Pourquoi, d'autre part, interdire la mise des actions au porteur avant libération intégrale et faire peser sur les souscripteurs primitifs ou leurs ayants-cause la mesure presque indéfinie de versements complémentaires à réaliser ? N'est-ce pas entraver la création d'entreprises parfaitement loyales et sérieuses et décourager à l'avance les capitalistes en leur inspirant la crainte de responsabilités trop lourdes et trop prolongées ?

Telles sont les idées qui prévalurent dans la discussion de la loi du 24 juillet 1867 et l'on s'entendit pour modifier la législation antérieure dans un sens libéral. Tout d'abord la conversion des actions non libérées en titres au porteur fut autorisée à certaines conditions ; en second lieu, les obligations incombant aux propriétaires successifs de l'action furent atténuées dans une large mesure. Tel est l'objet des deux paragraphes de l'article 3 de la loi de 1867, qui vise les commandites

par actions et est rendu applicable aux Sociétés anonymes par l'article 24 de la même loi. Mais le second paragraphe de l'article 3 est d'une obscurité qui a découragé tous les interprètes et qui a fait naître une foule de controverses dont l'exposé nous demandera d'assez longs développements.

Rappelons, d'ailleurs, qu'un revirement en sens inverse s'est produit dans notre législation ; la loi du 1^{er} août 1893 est revenue à un système se rapprochant de celui de la loi de 1856 et que nous ferons connaître plus loin. Mais nous devons nous arrêter auparavant à l'art. 3 de la loi de 1867, dont le régime s'applique à la plupart des Sociétés actuellement existantes.

L'idée générale qui domine l'art. 3 est la suivante. Deux principes sont, non pas affirmés, mais sous-entendus, et, à chacun de ces principes, il est apporté une exception qui, dans la pratique, devient d'ailleurs la règle.

1^{er} Principe. — Tous les propriétaires successifs d'une action sont personnellement tenus de la payer intégralement, sans pouvoir se décharger par une cession.

2^e Principe. — Les actions restent nominatives jusqu'à libération complète.

Par exception, la conversion des actions en titres au porteur peut être autorisée, et, dans ce cas, les obligations des propriétaires successifs, ou tout au

moins de certains d'entre eux, se trouvent atténuées.

Il y a donc un lien intime entre les deux dispositions de la loi, celle qui est relative à la forme des titres, et celle qui concerne les obligations des titulaires. Et nous devons examiner, en premier lieu, à quelles conditions les actions peuvent être mises au porteur.

Observons cependant dès à présent que l'art. 3 est inspiré par des considérations d'ordre public et que les statuts ne peuvent déroger aux règles qu'il établit (1). Les termes restrictifs dans lesquels il est rédigé, ne laissent aucun doute à cet égard et même la loi déclare nulle toute société constituée contrairement à l'art. 3, ce qui démontrerait encore, s'il en était besoin, toute l'importance qu'elle attache à son observation.

§ 1^{er}. — **A** quelles conditions les actions peuvent-elles être converties en titres au porteur ?

Cette matière est régie par l'art. 3 § 1 de la loi de 1867, ainsi conçu : *Il peut être stipulé, mais seulement par les statuts constitutifs de la Société, que les actions ou coupons d'actions pourront, après avoir été libérés de moitié, être convertis en actions au porteur par délibération de l'Assemblée générale.*

(1) VAVASSEUR, p. 501. — PONT, n^o 943. — Cass., 21 juillet 1879, S., 80, 1, 45.

La lecture de ce texte révèle l'existence de trois conditions dont chacune demande quelques développements : 1^o il faut une autorisation des statuts ; 2^o les actions doivent être libérées au moins de moitié ; 3^o l'Assemblée générale doit émettre un vote favorable à la conversion.

Première condition : Autorisation des statuts. — Cette première condition se justifie sans peine : elle est destinée à protéger les tiers. Nous avons déjà signalé, et la vérité de cette observation sera mieux comprise encore dans la suite, combien la conversion des actions en titres au porteur était de nature à diminuer les garanties de paiement offertes aux créanciers sociaux. D'une part, le succès des poursuites est compromis par la difficulté de retrouver les noms des porteurs successifs. D'autre part, le vote de la conversion a pour effet, comme nous le verrons, d'anéantir au bout d'un certain temps les obligations de certains titulaires de l'action, et peut-être même de tous. Aussi, est-il de la plus haute importance pour les tiers de connaître l'éventualité de la conversion au porteur.

Si tel est le motif de la loi, — et cela ne saurait être douteux, — il est évident que la clause relative à la conversion devra être publiée. L'article 55 de la loi de 1867 oblige à déposer un exemplaire de l'acte constitutif de la Société aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce du lieu dans lequel

la Société est établie. D'après l'article 56, un extrait de l'acte constitutif doit être publié dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales. Et l'article 57 mentionne les principales énonciations dont l'insertion est obligatoire. L'on s'accorde à reconnaître que l'énumération n'a rien de limitatif et que la nécessité de l'insertion s'applique à toutes les clauses intéressant les tiers (1). Or, la stipulation relative à la conversion au porteur est certainement du nombre (2). Au surplus, les travaux préparatoires sont absolument formels. Un membre du Corps législatif ayant demandé pourquoi il n'était pas fait mention du cas où les actions peuvent être mises au porteur avant libération intégrale, on répondit, au nom du gouvernement, que l'article 57 résolvait la difficulté. « En effet, dit-on, on lit dans l'art. 57 : *L'extrait doit « contenir le montant du capital social et le montant « des valeurs fournies ou à fournir par les actionnaires « ou commanditaires* ; il est évident qu'en indiquant « le capital social, on doit indiquer aussi les conditions auxquelles est soumis le versement de ce capital social (3). »

Il faut donc une clause dans les statuts et une clause publiée. Toutefois, la loi n'exige aucune formule sacramentelle. Il suffit de faire entendre clairement

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 199. — PONT, n° 1160; Cass., 20 juillet 1870, D., 71, 1, 339.

(2) LYON-CAEN et RENAULT, n° 746 bis. — PONT, n° 1163.

(3) V. TRIPIER, II, p. 583.

que la conversion au porteur est autorisée. Il n'est pas nécessaire de prévoir d'une façon précise l'accomplissement des autres conditions énumérées dans l'art. 3. Les termes de cet article sembleraient dire le contraire, à les prendre absolument à la lettre. Mais un formalisme aussi excessif n'offrirait aucune raison d'être. Si les associés ne se sont pas expliqués nettement sur les conditions futures de la conversion, ils doivent être considérés comme s'étant référés purement et simplement à la loi (1).

Il est un autre point sur lequel nous croyons devoir être plus rigoureux. L'art. 3 parle des statuts *constitutifs* de la Société. La faculté de conversion, qui n'a pas été réservée dès l'origine, ne pourrait donc être accordée plus tard, ni les statuts modifiés sur ce point, même avec le consentement unanime des actionnaires (2). Tout le monde est d'accord à cet égard, mais certains auteurs critiquent la sévérité du législateur et déclarent ne pas en apercevoir les motifs; le seul résultat qu'elle amènera, disent-ils, c'est que la stipulation de la conversion deviendra de style dans les statuts (3). Nous ne saurions nous associer à ces reproches. Si les associés pouvaient, au cours de la Société, autoriser la conversion au porteur, interdite par l'acte constitutif, les tiers se trouveraient lésés. On aurait beau,

(1) PONT, n° 919. — VAVASSEUR, n° 487.

(2) LYON-CAEN et RENAULT, n° 746 *ter*. — BOISTEL, nos 264 et 269. — Cass., 30 nov. 1892, *Rev. des Soc.*, 1893, 78.

(3) VAVASSEUR, n° 487.

en effet, rendre publique la modification survenue dans les statuts, les personnes qui auraient contracté antérieurement avec la Société n'en seraient pas moins exposées à voir diminuer les chances de recouvrement du capital qui leur servait de gage et sur lequel elles comptaient légitimement (1).

Au surplus, il convient de ne rien exagérer. Si la constitution définitive de la Société a été précédée d'une période d'études préparatoires, il n'est pas nécessaire que la faculté de conversion ait figuré dans les conventions préliminaires, pourvu qu'elle soit mentionnée dans les statuts définitifs (2). Les exigences de la loi se trouvent alors pleinement observées.

Deuxième condition : Libération de moitié. — Quand les statuts ont autorisé la conversion au porteur, l'assemblée générale ne peut prendre une délibération favorable en ce sens que si toutes les actions sont libérées au moins de moitié. Le législateur se rendait bien compte que le vote de la conversion aurait pour effet d'augmenter les difficultés de la réalisation éventuelle du capital social. Il a considéré que la moitié du capital constituait un minimum dont le versement devait être exigé dans tous les cas. Il a pensé également que si l'appel des troisième et quatrième quarts devenait nécessaire dans l'avenir, les propriétaires d'actions hésiteraient davantage à se

(1) PONT, n° 948. — BOISTEL, note rapportée au DAL., 93, 1, 481.

(2) CASS., 20 janv. 1885, D., 85, 1, 453.

dérober pour ne pas perdre les droits attachés à des titres déjà libérés de moitié.

La doctrine (1) et la jurisprudence (2) s'accordent d'ailleurs à reconnaître que le versement obligatoire préalable au vote de la conversion doit avoir lieu pour toutes les actions et pour chacune d'elles. D'une part, en effet, la loi a voulu que la Société eût d'une façon certaine la disposition de la moitié au moins de son capital pour faire face à ses dettes. D'autre part, elle a pensé fort justement que, pour assurer la sincérité de la délibération relative à la conversion, il fallait que tous les actionnaires eussent fait auparavant un sacrifice personnel d'une certaine importance.

Par suite, si la moitié du capital se trouvait réalisée au moyen de versements anticipés effectués par quelques-uns tandis que d'autres n'auraient pas libéré leurs actions de moitié, la conversion ne serait pas possible. Mais alors, dira-t-on, la mauvaise volonté d'un seul actionnaire va faire obstacle à la mesure acceptée par tous ? Une pareille éventualité est bien peu probable, les actionnaires manifestant en général un empressement d'autant plus grand à voter la conversion au porteur qu'ils ont moins l'intention de répondre dans l'avenir aux appels de fonds. Et si elle venait à se produire, il serait facile de vaincre la ré-

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 749. — PONT, n° 916, DAL., *Rép.*, v° *Société*, n° 1146.

(2) Cass., 21 juillet 1879, S., 80, 1, 5. — Cass., 8 août 1882, S., 83, 1, 49.

sistance manifestée par l'actionnaire récalcitrant. Il suffirait de faire vendre en Bourse les titres lui appartenant, de les exécuter, suivant l'expression consacrée, en se conformant à une clause que les fondateurs de sociétés prennent toujours soin d'insérer dans les statuts.

Il résulte également du principe posé plus haut que les actionnaires, qui auraient libéré de moitié leurs propres titres nominatifs, ne pourraient les convertir en titres au porteur sans attendre que les autres eussent effectué un versement équivalent. Un auteur, qui avait soutenu le système contraire, est revenu ensuite sur son opinion (1). C'est qu'en effet le texte de l'art. 3 est formel : *Il peut être stipulé, dit-il, que les actions ou coupons d'actions pourront, après avoir été libérés de moitié, être convertis en actions au porteur par délibération de l'assemblée générale.* Et nous lisons, dans le rapport présenté au Corps législatif, la phrase suivante qui est bien significative : « La délibération attestera deux choses : la première, que la moitié du capital a été réellement versée... » (2).

Il nous reste à prévoir une hypothèse spéciale. Aucun appel de fonds n'a été fait depuis que la Société fonctionne et les actions sont simplement libérées du quart, chiffre minimum exigé par la loi pour la validité de la constitution. L'assemblée générale décide

(1) VAVASSEUR, 3^e édit., n^o 489.

(2) V. TRIPIER, I, p. 256.

de réduire le capital social de moitié, l'opération devant s'effectuer par l'échange de deux actions au moins libérées chacune du quart contre une action nouvelle libérée de moitié. Que la majorité des actionnaires ait, dans le silence des statuts, le pouvoir de prendre une pareille délibération et de l'imposer à la minorité, c'est là un point fort douteux ; on peut soutenir avec avantage que la majorité n'a pas le droit de modifier le pacte social dans ses bases essentielles, au nombre desquelles figure le chiffre même du capital (1). La jurisprudence cependant admet la validité d'une semblable délibération (2). Mais la discussion de cette question nous ferait sortir du cadre de notre sujet. Nous supposons, pour éviter toute difficulté, que l'assemblée générale a délibéré, en vertu d'un pouvoir formel conféré par les statuts ou que l'unanimité des actionnaires s'est accordée à voter la réduction du capital. Les actions se trouvant libérées de moitié sans que le second quart ait été effectivement versé, la conversion au porteur est autorisée par l'assemblée générale. Cette délibération est-elle valable ?

On l'a soutenu (3). Ce système nous paraît trop absolu ; il y a lieu, suivant nous, de faire une distinction. La validité de l'opération est certaine en ce qui concerne les rapports des actionnaires les uns avec

(1) LYON-CAEN et RENAUT, n° 868.

(2) Cass., 30 mai 1892, D., 93, 1, 115 ; Cass., 31 octobre 1893, S., 94, 1, 12 ; Cass., 29 janvier 1894, D., 94, 1, 320.

(3) VAVASSEUR, n° 491.

les autres ; la minorité serait impuissante à critiquer la décision prise par la majorité. De même, si la délibération relative à la conversion avait été régulièrement publiée, les créanciers qui auraient traité avec la Société postérieurement à cette publication ne seraient pas fondés à se plaindre. Mais il en serait autrement des créanciers antérieurs. Le capital qui leur sert de gage ne peut être réduit à leur préjudice. A leur égard, par conséquent, les actions n'étaient pas libérées de moitié et la conversion au porteur n'a pu s'opérer régulièrement, ni produire ses effets ordinaires relatifs à l'affranchissement des divers titulaires (1).

Observons, en terminant sur cette deuxième condition, que la loi a établi un simple minimum au-dessous duquel il est interdit de descendre, mais que rien n'empêche de dépasser. Les statuts pourraient parfaitement ne permettre la conversion au porteur qu'après versement des trois quarts, par exemple (2).

Troisième condition : Délibération de l'assemblée générale. — Il ne suffit pas que les statuts aient admis la possibilité de la conversion ni que les actions soient libérées de moitié. Il faut encore que l'assemblée générale ait autorisé la conversion par une délibération spéciale. Cette dernière exigence se comprend sans peine. L'assemblée générale aura d'abord à vérifier si

(1) PONT, n° 924. — Paris, 11 juin 1891, *Gaz. Pal.*, 1892, 2, 292.

(2) BRUN, thèse Paris, 1884, vol. 11, p. 60.

les deux autres conditions prescrites par la loi se trouvent remplies. Puis elle examinera si la mesure, régulière au point de vue du droit, se justifie en fait par des motifs d'opportunité. Cette question soulève des difficultés d'appréciation fort délicates. Il serait imprudent d'autoriser la conversion si la situation de la Société laissait prévoir l'éventualité prochaine d'un appel de fonds. Maintenir à l'inverse la forme nominative dans une entreprise pleinement prospère, ce serait apporter inutilement une entrave à la libre circulation des titres. Du moment que le principe de la conversion était accepté par le législateur, il ne pouvait mieux faire que de laisser aux intéressés eux-mêmes le soin de déterminer l'époque où elle pourrait s'effectuer sans danger.

La réunion de l'assemblée générale est nécessaire dans tous les cas, même si les actions étaient libérées de moitié dès le début. On pourrait être tenté de soutenir le contraire en prétendant que le législateur a envisagé l'hypothèse la plus fréquente, celle où le quart seulement a été versé au moment de la constitution. L'hypothèse, où le second quart est immédiatement réalisé, ne serait pas entrée dans ses prévisions. Mais le texte formel de l'article 3 interdirait un pareil raisonnement et toute distinction de cette nature. D'ailleurs, la délibération de l'assemblée conserve son utilité même en présence d'une libération de moitié accomplie dès l'origine. Il reste toujours à apprécier

l'opportunité que présente, en raison des circonstances, la conversion au porteur. La loi a confié cette mission à l'assemblée générale seule. Elle ne s'est pas contentée des adhésions isolées que les actionnaires ont donné à l'avance en souscrivant et en acceptant les statuts ; elle veut une délibération prise en commun et dans laquelle chacun peut s'éclairer par la discussion et donner son vote en connaissance de cause (1).

Il convient toutefois de ne rien exagérer. Il peut arriver que toutes les actions ou certaines d'elles soient intégralement libérées dès la constitution de la Société. Le fait se produit notamment lorsque les fondateurs ont reçu des actions libérées en représentation de leurs apports en nature, qui doivent d'ailleurs être vérifiés et approuvés par l'assemblée générale, conformément à l'article 6 de la loi de 1867. Il n'est pas douteux que les actions ainsi libérées à l'origine ne puissent être mises immédiatement au porteur, pourvu que les statuts ne l'interdisent pas. Le principal motif, en effet, qui justifie les prescriptions légales en matière de conversion au porteur, est tiré de la nécessité d'assurer la réalisation éventuelle des versements complémentaires. Du moment qu'un actionnaire, apporteur ou autre, ne doit plus rien à la Société, ni par suite aux tiers, il doit pouvoir mettre ses titres au porteur

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 753. — VAVASSEUR, n° 508. — PONT, n° 922 et 942. — Paris, 27 nov. 1885, *Rev. des Soc.*, 1886, p. 93.

sans attendre l'accomplissement des formalités de l'article 3 (1).

Ce système présente pourtant parfois des inconvénients d'une autre nature, auxquels la loi de 1893 a d'ailleurs remédié. Malgré les précautions prises, les apports en nature donnent trop souvent lieu à des majorations excessives ; ceux qui les ont effectués se font remettre des titres libérés qu'ils s'empressaient de négocier avec prime après une habile campagne de bourse. L'adoption immédiate de la forme au porteur rendait ces manœuvres plus faciles et plus dangereuses encore. Pour déjouer ces calculs, la loi de 1893 a déclaré que les actions, représentant des apports, ne pourraient être détachées de la souche et ne seraient négociables que deux ans après la constitution définitive de la Société. Ainsi, toute négociation est interdite pendant deux ans, c'est-à-dire toute cession réalisée par l'un des modes du droit commercial, et par conséquent aussi bien le transfert de titres nominatifs que la tradition des titres au porteur.

La solution que nous avons admise pour les actions intégralement libérées, ne saurait l'être pour les actions mixtes, libérées seulement pour partie. On entend par actions mixtes, des actions représentant des apports en nature jusqu'à concurrence d'une certaine fraction, la moitié par exemple, et dont le

(1) LYON-CAEN et RENALT, n° 750. — PONT, n° 924. — VAVASSEUR, n° 508. — BOISTEL, note rapportée au DAL. périodique, 93, 2, 65.

surplus est payable en espèces lors des appels de fonds éventuels. Les actions mixtes ne peuvent pas plus que les actions de numéraire être mises au porteur avant leur libération complète ou la réalisation des conditions prescrites par l'article 3.

Cette solution n'a jamais été contestée pour le cas où il existe, à côté des apporteurs titulaires des actions mixtes, des souscripteurs en numéraires. Mais M. Vavasseur (1) enseigne un système différent dans l'hypothèse prévue par le dernier paragraphe de l'article de la loi de 1867 ; nous voulons parler d'une Société formée entre ceux là seulement qui étaient propriétaires par indivis de l'apport en nature. Cette opinion nous paraît insoutenable. Elle se heurte d'abord au texte de l'article 3 qui ne comporte aucune distinction de ce genre. Et surtout, les motifs qui ont fait restreindre la liberté de convertir les actions nominatives en titres au porteur ne perdent rien de leur valeur lorsque la Société est contractée uniquement entre propriétaires indivis. Ces derniers auraient pu sans doute attribuer à leurs apports une valeur égale au montant de tout le capital, ils n'étaient soumis sur ce point à aucun contrôle ; mais, du moment qu'ils se sont engagés à verser en espèces une partie de ce capital, ils restent soumis aux règles ordinaires relatives à la conversion au porteur.

(1) N° 528.

Ainsi rien ne peut, en principe, dispenser les actionnaires de se réunir en Assemblée générale pour délibérer sur la conversion. Toutefois, une convocation spéciale ne serait pas absolument indispensable. L'assemblée constitutive, chargée d'approuver les apports en nature, ou la sincérité de la déclaration faite par le gérant ou les fondateurs relativement à la souscription et aux versements, pourrait se prononcer ensuite sur la conversion, autorisée par les statuts, pourvu que les actions fussent libérées au moins de moitié (1).

On a fait toutefois diverses objections. Les assemblées constitutives, a-t-on dit, ont une mission particulière qu'elles ne peuvent dépasser sans excéder les bornes de leur compétence (2). Mais rien n'empêche qu'une assemblée constitutive, après avoir rempli son but, ne se réunisse immédiatement à un autre titre pour délibérer sur la conversion. Il y aurait quelque puérilité à contraindre les fondateurs à convoquer de nouveau les actionnaires au bout de quelques jours pour statuer sur une mesure que la majorité est, dès à présent, décidée à voter.

On ajoute (3), il est vrai, que, dans les assemblées constitutives, l'influence des fondateurs est absolument

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 753. — PONT, n° 920. — BÉDARRIDE, I, 71. — Cass., 20 janvier 1885, D., 85, 1, 453. — Paris, 3 fév. 1891, *Rev. des Soc.*, 1891, 208.

(2) VAVASSEUR, n° 508.

(3) BRUN, p. 64.

prépondérante et qu'une assemblée spéciale, réunie postérieurement, offrira plus de garanties au point de vue de l'indépendance des résolutions adoptées. Cela est possible, mais la loi n'exige pas que ce dernier procédé soit suivi et nous ne croyons pas devoir ajouter à ses rigueurs. Puis, les fondateurs, en les supposant animés d'intentions déloyales, auraient toujours la ressource de convoquer l'assemblée presque immédiatement, à une époque où l'empire qu'ils peuvent exercer sur l'esprit des souscripteurs n'a pas eu le temps de disparaître. Le résultat poursuivi par eux serait donc aussi facilement obtenu d'une assemblée spéciale que d'une assemblée constitutive.

On dit enfin que la délivrance immédiate de titres au porteur est impossible et que les actions doivent, au moins pendant un certain délai, avoir revêtu la forme nominative. C'est l'argument sur lequel se fonde un arrêt de la Cour de Paris (1) pour déclarer nulle la délibération qui avait autorisé la conversion. Il y a là, suivant nous, une véritable erreur, et la loi ne dit rien de semblable. On n'apercevrait aucune raison d'être à cette remise préalable de titres nominatifs qui seraient échangés quelque temps après contre de nouveaux titres, au porteur cette fois. Un tel formalisme serait quelque peu ridicule. L'engagement des souscripteurs primitifs offre toujours à l'égard de la Société

(1) 22 avril 1891, *Rev. des Soc.*, 1891, 371.

un caractère personnel et nominatif, quand bien même les actions sont mises au porteur dès l'origine. L'adoption de cette forme a seulement pour but de faciliter les négociations ultérieures à des tiers, mais la Société n'en continue pas moins de connaître les noms des souscripteurs. Du moment que la conversion est décidée et doit être votée dans un bref délai, la circonstance que les actions sont restées nominatives dans l'intervalle ne présente aucun intérêt pour la Société et ne lui donne aucun surcroît de garantie. La Cour de Paris est d'ailleurs revenue sur sa jurisprudence et a consacré, dans un arrêt plus récent, le système que nous soutenons (1).

Ainsi, l'assemblée constitutive peut, selon nous, délibérer sur la conversion. Mais on n'est pas d'accord sur les règles qui s'imposent à l'assemblée, quelle qu'elle soit, appelée à statuer sur cet objet. L'on distingue en effet (2) dans les Sociétés trois catégories d'assemblées : 1° Les assemblées constitutives chargées de remplir les formalités de constitution ou de constater leur accomplissement par le gérant ou les fondateurs ; 2° les assemblées ordinaires se réunissant au moins une fois par an pour examiner les comptes de la gestion et déterminer le dividende distribuable ; 3° les assemblées extraordinaires qui se prononcent,

(1) Paris, 28 janvier 1898, *Gaz. Pal.*, 1898, 1, 650 (V. aussi en ce sens la note de M. BOISTEL, D., 93, 2, 65).

(2) V. LYON-CAEN et RENAULT, n° 843.

lorsqu'il y a lieu, sur certains points particulièrement graves, et notamment sur les modifications proposées aux statuts. Chacune de ces catégories d'assemblées est soumise, au point de vue des actionnaires qui peuvent en faire partie, du calcul des votes, de la majorité à obtenir, à des règles spéciales fixées par la loi. Et les statuts ont la faculté de se montrer plus sévères encore, d'exiger, pour que telle décision soit valablement prise, le concours de conditions plus difficiles, mais sans pouvoir, au contraire, rien retrancher des prescriptions légales, qui constituent pour la minorité des actionnaires et pour les tiers un minimum de garanties.

Dans quelle catégorie convient-il de ranger l'assemblée qui nous occupe ? La question est vivement controversée. D'après les uns (1), elle devrait être assimilée aux assemblées constitutives. Par suite, tout actionnaire aurait le droit de vote ; la délibération serait prise par la majorité des actionnaires présents ; cette majorité devrait comprendre le quart des actionnaires et représenter le quart du capital social en numéraire (art. 4 de la loi de 1867). De plus, en matière de Société anonyme (2), la délibération ne

(1) PONT, n° 920. — BÉDARRIDE, I, n° 71. — RUBEN DE COUDER, v° *Société anonyme*, n° 154. — BRUN, p. 63.

(2) Il existe dans les prescriptions légales relatives à la composition, à la constitution et à la délibération des assemblées générales un défaut d'harmonie injustifiable entre le système applicable aux commandites par actions et le régime des sociétés anonymes.

serait valable que si l'assemblée était composée d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social (art. 30 de la loi de 1867). On fait remarquer en ce sens l'importance toute particulière que présente la résolution proposée et les dangers qu'entraîne l'autorisation accordée trop à la légère de convertir les actions en titres au porteur.

Sans aller aussi loin, ne faut-il pas au moins, dit-on dans un second système, considérer l'assemblée comme une assemblée extraordinaire (1) ? Si ce principe était admis, il en résulterait que, dans une Société anonyme, la conversion au porteur ne pourrait être décidée que si la délibération était prise par un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social (art. 31 de la loi de 1867). La question offre moins d'intérêt pour les commandites par actions, la loi n'ayant établi au point de vue des conditions de régularité du vote, aucune différence entre les assemblées ordinaires et les assemblées extraordinaires. Mais il arrive souvent que les statuts se montrent plus rigoureux pour ces dernières, il importe alors de savoir dans quelle catégorie ranger l'assemblée appelée à se prononcer sur la conversion.

Suivant nous, il suffit d'observer les règles prescrites pour une assemblée ordinaire. D'une part, en effet, les assemblées extraordinaires ont pour objet de modifier

(1) HOUPIN, n° 291.

les statuts, tandis que l'assemblée que nous envisageons se borne à les appliquer sur un point particulier. D'autre part, les assemblées constitutives sont chargées de remplir certaines formalités de constitutions et de vérifier l'accomplissement des autres ; or, ici, nous supposons la Société déjà constituée. Par suite, en matière de Société anonyme, la délibération sur la conversion sera valable, pourvu que l'assemblée ait été composée d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint dans une première réunion, une seconde assemblée régulièrement convoquée pourra délibérer, quelle que soit la portion du capital représenté (art. 29 de la loi de 1867). Quant aux commandites par actions, la loi étant muette sur les règles gouvernant les assemblées ordinaires, les statuts les fixeront en toute liberté. Cette opinion nous paraît la seule admissible (1). Elle présente d'ailleurs moins d'inconvénients qu'il ne semble au premier abord. Les statuts, en effet, prennent ordinairement soin d'exiger pour la validité du vote de la conversion des conditions plus difficiles ; il est évident qu'elles doivent être observées.

Terminons, en ce qui concerne la délibération de l'assemblée générale, par une dernière observation. Cette délibération est soumise aux formalités de publicité prescrites par les articles 55 et 56 de la loi de

(1) V. en ce sens LYON-CAEN et RENAUT, n° 751. — VAVASSEUR, n° 488. — DELOISON, n° 274.

1867. Une expédition devra en être déposée aux greffes du tribunal de commerce et de la justice de paix du siège social et un extrait inséré dans un journal d'annonces légales. Cette solution nous paraît résulter de celle que nous avons admise plus haut relativement à la clause même des statuts autorisant la conversion au porteur. Il y a là, comme nous l'avons montré, une mesure intéressant les tiers au premier chef et qui ne peut être exécutée d'une façon clandestine. Or, pour renseigner complètement les tiers, il ne suffit pas de leur annoncer que la conversion peut être autorisée par l'Assemblée générale, il faut encore les informer de la délibération effectivement prise à cet égard (1).

Sanction des règles relatives à la conversion au porteur. — Nous venons d'exposer les trois conditions auxquelles est subordonnée la validité de la conversion au porteur. Qu'arriverait-il en cas de violation des règles établies sur ce point ?

Une première sanction sera mieux comprise quand nous aurons abordé les questions étudiées dans la section suivante. Le grand avantage que les actionnaires retirent du vote de la conversion consiste, comme nous le verrons, en ce que certains d'entre eux et peut-être même tous sont affranchis au bout de deux ans des versements complémentaires. Ce résultat ne se produit pas aussi complètement si la conversion a

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 752. — Voir cependant Paris, 26 juillet 1887, *Rev. des Soc.*, 1887, 582.

été autorisée contrairement à la loi et, ajoutons, contrairement au statuts.

Mais les transmissions d'actions, opérées par la simple tradition, restent néanmoins valables entre les vendeurs et acheteurs (1). Et l'on peut même se demander si les cessionnaires intermédiaires qui ont acquis les titres après la délibération de l'Assemblée générale et les ont rétrocédés avant l'appel de fonds ne sont pas libérés. Nous reviendrons plus loin sur ce point.

D'ailleurs la Société n'est pas nulle par cela seul que la conversion a été irrégulièrement autorisée (2). La solution serait différente si les statuts eux-mêmes permettaient la conversion dans des conditions illégales. En effet, les articles 7 et 41 de la loi de 1867 déclarent nulle toute Société constituée en contravention de « certaines dispositions précédentes » parmi lesquelles figure l'art. 3 qui est relatif à la conversion au porteur. Dans l'hypothèse que nous envisageons, la Société, étant constituée en violation de l'article 3, est frappée de nullité.

Toutefois, depuis la loi du 1^{er} août 1893, l'action en nullité n'est plus recevable lorsque la cause de nullité a cessé d'exister avant l'introduction de la demande. Il suffira donc de modifier les statuts

(1) Paris, 6 fév. 1885, *Rev. des Soc.*, 1885, 403.

(2) Lyon, 11 août 1882, *Rev. des Soc.*, 1883, 158; Paris, 23 avril 1884, *Rev. des Soc.*, 1886, 475.

pour les mettre en harmonie avec les dispositions légales.

Si la Société est annulée pour un vice de constitution comme celui que nous avons supposé et qu'il en résulte un préjudice pour les actionnaires ou les tiers, les parties lésées peuvent exercer une action en responsabilité contre les gérants et les membres du premier conseil de surveillance de la commandite et contre les fondateurs et premiers administrateurs de la Société anonyme (1).

Lorsque la conversion au porteur est irrégulièrement opérée, il peut y avoir là, suivant les cas, une faute de gestion engageant la responsabilité des gérants ou administrateurs en fonctions au moment du vote.

Enfin, la violation de l'article 3 peut donner lieu à des sanctions pénales. L'article 13 de la loi de 1867 punit en effet d'une amende de 500 à 10.000 francs l'émission d'actions ou coupons d'actions d'une Société constituée contrairement à l'article 3. Cet article 13 s'appliquera si les statuts eux-mêmes contiennent des clauses illégales au point de vue de la conversion. L'article 14 de la même loi frappe de la même peine la négociation d'actions ou de coupons d'actions dont la valeur ou la forme serait contraire aux dispositions de l'article 3. La délivrance de titres irrégulièrement mis au porteur tomberait donc sous l'application de

(1) Art. 8 et 42 de la loi de 1867. — V. LYON-CAEN et RENAULT, n^{os} 791 et seq., 992 et seq., Appendice, n^{os} 28 et 44.

l'article 14. Dans l'un et l'autre cas, les pénalités atteindraient les gérants, fondateurs ou administrateurs.

Hypothèses particulières. — Il nous reste à déterminer le champ d'application de l'article 3. Nous avons supposé jusqu'ici une Société se constituant dans des conditions ordinaires. Recherchons maintenant ce que deviennent les prescriptions de l'article 3 dans certaines hypothèses particulières.

Il peut arriver, en premier lieu, qu'une Société augmente son capital par l'émission d'actions nouvelles. Sans aller jusqu'à prétendre que cette augmentation équivaut nécessairement à la création d'une Société nouvelle, nous croyons tout au moins qu'il faut remplir pour le capital d'augmentation les mêmes formalités que pour le capital primitif (1). Dans tous les cas, il nous paraît certain que les actions nouvelles ne peuvent être mises au porteur en dehors des termes de l'article 3 qui ne fait aucune distinction entre les différents titres émis par la Société, soit à l'origine, soit postérieurement. Il faut et il suffit que les statuts constitutifs aient autorisé la conversion. On ne pourrait, d'ailleurs, pas plus en augmentant le capital que dans toute autre circonstance, les modifier sur ce point; nous nous sommes déjà expliqué à cet égard.

(1) En ce sens : LYON-CAEN et RENAULT, n° 870. — BEUDANT, *Rev. critiq.*, t. XXXVI, p. 121. — Cass., 5 nov. 1879, S., 80, 1, 172; Cass., 19 oct. 1892, *Rev. des Soc.*, 1893, 6. — *Contra* : PONT, n° 876. — VAVASSEUR, n° 376 et seq.

Les articles 46 et 47 de la loi de 1867 permettent à certaines conditions aux anciennes Sociétés anonymes, créées avec l'agrément du Gouvernement, et aux Sociétés à responsabilité limitée, de se transformer en Sociétés anonymes libres, soumises au régime nouveau. Les Sociétés, qui usent de cette faculté, peuvent-elles prévoir la conversion de leurs actions au porteur dans les termes de l'article 3, bien que leurs statuts constitutifs soient muets à cet égard ? Nous le croyons. Les Sociétés, qui se transforment en Sociétés anonymes libres, doivent bénéficier de tous les avantages accordés à ces dernières. On ne peut leur reprocher de ne pas avoir autorisé la conversion dans leurs statuts constitutifs, puisqu'à l'époque où ils ont été rédigés, l'art. 3 de la loi de 1867 n'existait pas. Il suffit, pour donner satisfaction à la loi et toute garantie aux tiers, que l'assemblée qui décide la transformation se prononce également sur la possibilité de convertir ultérieurement les actions en titres au porteur. Et même, si la moitié du capital est déjà versée, l'assemblée peut émettre immédiatement un vote définitif (1).

La solution serait différente si une commandite par actions se transformait en société anonyme. Aucun texte spécial ne prévoit cette hypothèse. Nous restons, dès lors, en présence des termes de l'article 3 d'après lequel l'éventualité de la conversion doit être indiquée dans les statuts constitutifs (2).

(1) BRUN, p. 106.

(2) BRUN, p. 108.

Terminons par une observation relative aux Sociétés d'assurances. L'article 66 déclare que les associations de la nature des tontines et les sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes fixes, restent soumises à l'autorisation et à la surveillance du Gouvernement. Par suite, pour savoir dans quelles conditions les titres de ces Sociétés peuvent être mises au porteur, il faut consulter le décret qui en a approuvé la création.

Les autres Sociétés d'assurances échappent à la nécessité de l'autorisation gouvernementale, et sont régies par un décret du 22 janvier 1868, rendu en conformité de l'article 66 de la loi de 1867. L'article 3 de ce décret est ainsi conçu : *L'article 3 de la loi du 24 juillet 1867, relatif à la conversion des actions en actions au porteur, n'est applicable aux Sociétés d'assurances à primes que si le fonds de réserve est égal au moins à la partie du capital social non encore versé, et s'il a été intégralement constitué.*

§ II. — Quelles sont les personnes tenues des appels de fonds lorsque les actions doivent rester nominatives ?

Nous connaissons maintenant les conditions nécessaires à la validité de la conversion des actions nominatives en actions au porteur et nous pouvons rechercher quelles sont les personnes tenues de réaliser les versements complémentaires. Comme nous l'avons dit, cette question fait l'objet du § 2 de l'art. 3 de la loi de 1867 ; elle ne comporte pas une solution différente

suivant que la conversion au porteur est ou n'est pas réalisée, mais suivant que la conversion au porteur est ou n'est pas possible. Le texte porte en effet les mots suivants : *Soit que les actions restent nominatives après cette délibération, soit qu'elles aient été converties en actions au porteur...*

La loi ne s'attache donc pas au fait matériel et précis de la conversion en lui-même, mais au point de savoir si la conversion a été ou non régulièrement autorisée par l'assemblée générale, conformément aux statuts et après libération de moitié du capital social. Voici, au surplus, le texte complet du § 2 de l'article 3 : *Soit que les actions restent nominatives après cette délibération, soit qu'elles aient été converties en actions au porteur, les souscripteurs primitifs qui ont aliéné les actions et auxquels il les ont cédés avant le versement de moitié restent tenus au paiement du montant de leurs actions, pendant un délai de deux ans, à partir de la délibération de l'assemblée générale.*

Examinons, en premier lieu, l'hypothèse qui se rapproche le plus des circonstances que la loi considère, théoriquement au moins, comme normales. La conversion n'est pas permise, soit que les statuts ne l'aient pas prévue, soit que l'assemblée générale n'ait pris aucune délibération en ce sens. Les deux cas doivent être réglés d'une façon identique. La prescription libératoire de deux ans établie par l'article 3 ne peut être invoquée par personne.

Avant de justifier plus complètement cette solution, signalons cependant l'opinion d'un auteur, qui est restée isolée. M. Rivière (1) enseigne que, si l'assemblée générale refuse d'autoriser la conversion, le délai de deux ans n'en commence pas moins à courir à compter du jour de la réunion. Il suffirait qu'une assemblée eût été tenue ; peu importerait la nature de la résolution qu'elle aurait adoptée. M. Rivière invoque, en ce sens, les premiers mots du second paragraphe de l'article 3 : *Soit que les actions restent nominatives après cette délibération, soit qu'elles aient été converties en actions au porteur*. Mais ce texte a une signification bien différente. Il exprime simplement cette idée que, si la délibération de l'assemblée générale est favorable au principe de la conversion, il n'y a pas lieu de rechercher si les actionnaires ont usé ou non de la faculté qui leur était accordée. Que les actions soient restées nominatives ou qu'elles aient été mises au porteur, la prescription de deux ans n'en est pas moins applicable. Le système de M. Rivière méconnaît la relation intime qui unit les deux paragraphes de l'article 3. La délibération qui, d'après le paragraphe 2, fixe le point de départ de la prescription est celle qui a été prise dans les conditions prévues par le paragraphe 1^{er}, c'est-à-dire une délibération autorisant la conversion au porteur, conformément à une clause des statuts consti-

(1) *Commentaire de la loi de 1867*, p. 76.

tutifs. La lecture du texte ne peut laisser aucun doute (1).

Nous disions que la libération au bout de deux ans ne s'opérerait au profit de personne lorsque la conversion au porteur n'était pas autorisée. La solution ne fait aucune difficulté en ce qui concerne le titulaire actuel, c'est-à-dire celui qui possède les actions au moment de l'appel de fonds. Il jouit des avantages éventuels attachés à la qualité d'associé et doit évidemment supporter les obligations correspondantes. Qu'il ait souscrit à l'origine ou qu'il ait acquis les actions postérieurement, peu importe d'ailleurs.

Le souscripteur primitif, qui a aliéné ses titres, reste également tenu. On pourrait objecter que la Société, en laissant faire le transfert sur ses registres, a accepté un nouveau débiteur à la place de l'ancien et donné son consentement à la novation qui s'est ainsi produite. C'est l'argument que l'on invoquait, avant la loi de 1856, sous l'empire du droit commun. Il n'est pas sans réplique. Le transfert est une simple formalité à laquelle la Société ne peut refuser, en général, son concours et qu'elle exécute sans discuter le moins du monde la solvabilité du cessionnaire. De plus, les tiers sont demeurés étrangers au transfert et ne peuvent être considérés comme ayant acquiescé à une substitution de débiteur. Il est vrai, sur ce dernier point, que les tiers, en traitant avec la Société, se sont

(1) Voir LYON-CAEN et RENAULT, n° 755 en note.

soumis, par avance, à toutes les conséquences des actes régulièrement accomplis par elle (1).

Au surplus, la raison vraiment décisive ne doit pas être cherchée dans cet ordre d'idées mais bien dans les textes. L'article 3 de la loi de 1867, assurément bien mal rédigé, apparaît néanmoins d'une façon certaine comme établissant une exception à une règle générale sous-entendue. Cette exception consiste dans la libération des souscripteurs après deux ans lorsque certaines conditions se trouvent remplies. En dehors de ces conditions nous revenons nécessairement à la règle, c'est-à-dire à l'obligation persistante des souscripteurs. On peut d'autant moins en douter que la loi de 1856 qui précéda immédiatement celle de 1867, était formelle sur ce point (2).

Restent les cessionnaires intermédiaires, qui n'ont pas souscrit les titres à l'origine et les ont revendus avant l'appel de fonds. Ils n'ont plus la qualité d'associés et n'ont contracté aucun engagement personnel au moment de la constitution. Nous croyons néanmoins qu'ils sont tenus, pour les motifs exposés plus haut. L'exception prévue par l'article 3 ne peut être étendue au-delà de ses termes, et il est certain que notre hypothèse n'y est pas comprise. Le cessionnaire, en devenant acquéreur des titres, n'ignorait pas l'obli-

(1) DE CHAUVERON, thèse Paris, 1888, t. 29, p. 149.

(2) V. en ce sens : LYON-CAEN et RENAULT, n^{os} 755 et 756. — PONT, n^{os} 944 et 946. — MATHIEU et BOURGUIGNAT, n^o 30. — Cass., 21 juillet 1879, S., 80, 1, 5; Cass., 27 juin 1887, *Gaz. Pal.*, 1887, 2, 372.

gation éventuelle qu'il assumait de répondre aux appels de fonds, même après une rétrocession consentie par lui à un tiers (1).

Rappelons, en terminant sur ce point, que les statuts ne pourraient déroger aux règles établies par l'article 3. On l'a contesté, cependant, pour le cas que nous venons d'examiner, c'est-à-dire celui où la conversion au porteur n'est pas autorisée par le pacte social (2). Il y a là, selon-nous, une véritable erreur. L'article 3 est bien formel. S'il apporte une atténuation aux obligations de certains titulaires des actions, c'est uniquement au contraire lorsque la conversion au porteur est permise. Cette disposition est présentée comme une exception à un principe sous-entendu qui consacre la persistance de l'engagement personnel des actionnaires successifs. L'on admet (3), en général, que l'exception ne peut être étendue en dehors de ses termes par la convention, *a fortiori*, le principe lui-même n'est-il pas susceptible de modification résultant de la volonté des parties.

§ III. — Quelles sont les personnes tenues des appels de fonds lorsque les titres ont été mis irrégulièrement au porteur ?

Il peut arriver que des actions aient été converties effectivement au porteur en dehors des conditions éta-

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n^{os} 755 et 756. — Cass., 8 août 1882, *Gaz. Pal.* 1882, 1, 45; Cass., 27 juin 1887, *Gaz. Pal.*, 1887, 2, 372.

(2) VAVASSEUR, n^o 518.

(3) V. *suprà*, p. 33.

blies par la loi. En pareil cas, tous les titulaires successifs restent-ils tenus de réaliser les versements complémentaires ou bien certains d'entre eux ne peuvent-ils pas invoquer la prescription libératoire de l'article 3 ? La question ne comporte pas de réponse unique. Il y a lieu de faire une distinction suivant la nature de l'irrégularité commise.

Si la conversion au porteur a été autorisée par l'assemblée générale en l'absence de toute clause dans les statuts, ou accomplie par le gérant ou les administrateurs, sans aucune délibération de l'assemblée générale, personne ne se trouve libéré à l'expiration des deux ans prévus par la loi. Ceux qui achètent, en effet, des actions au porteur dans de pareilles conditions sont inexcusables : ils savent ou doivent savoir que la conversion n'a pas été licite puisque les statuts et la délibération de l'assemblée générale sont soumis à la publicité. Le titre qu'ils acquièrent est bien affecté d'un vice mais d'un vice apparent qui laisse, à leur égard, subsister la vente avec toutes ses conséquences. Ajoutons que si l'assemblée générale n'a pris aucune décision, la prescription libératoire de deux ans n'a pu commencer à courir, faute de point de départ.

La même solution prévaudrait dans l'hypothèse, bien improbable, où la délibération de l'assemblée générale porterait en elle-même la preuve de son irrégularité, et constaterait, par exemple, que toutes les actions n'étaient pas libérées de moitié au moment du

vote. L'acheteur se trouverait là encore en présence d'un vice apparent.

Mais supposons que rien ne puisse révéler le caractère illicite de la conversion. Les statuts en prévoyaient l'éventualité, l'assemblée générale l'a autorisée et la libération de moitié a été affirmée comme accomplie, sans l'être en réalité. Dans ce cas, les souscripteurs primitifs et ceux auxquels ils ont cédé les actions avant la réunion de l'assemblée générale restent tenus conformément au droit commun et malgré le vote de la conversion. Ils ont pris part, en effet, à la délibération irrégulière, par eux-mêmes ou par leurs cessionnaires, et ne peuvent prétendre en tirer profit. Mais toute différente est la situation des personnes qui ont acquis les titres après la délibération. Ils ont été victimes d'une erreur invincible et il serait bien rigoureux de leur en faire subir les conséquences. On admet, en général, comme nous le verrons plus loin, que les cessionnaires postérieurs à la réunion de l'assemblée générale ne sont pas tenus de répondre aux appels de fonds. Il doit en être de même lorsque la conversion au porteur, régulière en apparence, était affectée d'un vice que les porteurs d'actions ne pouvaient découvrir (1).

Cette règle souffrirait exception toutefois, selon nous, à l'égard du dernier porteur qui posséderait les

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 767. — Paris, 6 fév. 1885, *Rev. des Soc.*, 1885, 401 et Paris, 26 juillet 1887, *Rev. des Soc.*, 1887, 582.

titres au moment de l'appel de fonds. Nous essaierons d'établir que ce dernier porteur est toujours tenu de réaliser les versements, quand bien même la conversion aurait été effectuée dans les termes de l'article 3. Si ce système est exact, il s'applique évidemment *a fortiori* lorsque la conversion n'a pas été opérée d'une façon licite.

§ IV. — Quelles sont les personnes tenues des appels de fonds lorsque la conversion au porteur a été régulièrement autorisée ?

L'hypothèse que nous allons examiner maintenant est de beaucoup la plus pratique. Presque toutes les Sociétés constituées depuis la loi du 24 juillet 1867 jusqu'à la loi du 1^{er} août 1893, ont inséré dans leurs statuts une clause prévoyant la conversion au porteur et ont réuni une Assemblée générale pour l'autoriser effectivement dès que les actions ont été libérées de moitié.

Il n'est pas inutile de reproduire ici de nouveau le second paragraphe de l'article 3 de la loi de 1867 :
« *Soit que les actions restent nominatives après cette
« délibération, soit qu'elles aient été converties en
« actions au porteur, les souscripteurs primitifs qui
« ont aliéné leurs actions et ceux auxquels ils les
« ont cédées avant le versement de moitié, restent
« tenus au paiement du montant de leurs actions
« pendant deux ans à partir de la délibération de
« l'Assemblée générale* ».

La délibération dont il est parlé est celle qui a autorisé la conversion. Mais les actionnaires jouissent à cet égard d'une simple faculté. Qu'ils en usent ou non, leurs obligations et celles de leurs cessionnaires ne s'en trouvent pas moins atténuées dans une certaine mesure. Ce premier point n'est pas contesté et résulte formellement de la phrase qui commence le second paragraphe : « *Soit que les actions restent nominatives, soit qu'elles aient été converties en actions au porteur* ».

Mais la suite du texte a soulevé de vives controverses et l'on ne s'accorde nullement sur la détermination des personnes qui restent tenues de répondre aux appels de fonds. Nous allons envisager la situation des différents titulaires qui ont pu se succéder dans la propriété de l'action.

A. SOUSCRIPTEURS PRIMITIFS. — La loi établit un délai de deux ans à partir de la délibération de l'assemblée générale. L'obligation des souscripteurs primitifs persiste en tous cas pendant ce délai. La raison d'être de cette disposition s'aperçoit immédiatement. Il fallait éviter que la décision de l'assemblée générale ne fût influencée trop directement par des questions d'intérêt personnel et que les actionnaires ne votassent la conversion dans le but unique de s'affranchir des versements ultérieurs, sans tenir compte des circonstances et des besoins probables de la Société. Le maintien pendant deux ans de la dette des souscripteurs primi-

tifs remédie en partie à ce danger. Il est difficile, en effet, de prévoir si longtemps à l'avance les événements qui rendront nécessaire un appel de fonds, et il y a moins lieu de craindre des calculs combinés en vue d'une éventualité si lointaine. Sans doute, les souscripteurs primitifs ont pu céder leurs actions avant la délibération de l'assemblée générale et par suite ne pas avoir pris part au vote. Mais si l'on avait admis dans ce cas leur affranchissement immédiat, l'on aurait ouvert la porte à une fraude bien facile. Les souscripteurs primitifs auraient transmis leurs titres à des cessionnaires complaisants qui se seraient empressés de décider la conversion au porteur et n'auraient laissé ensuite à la Société et aux tiers que la garantie illusoire résultant de leur propre solvabilité.

Ainsi, aucune distinction ne doit être faite entre les différents souscripteurs primitifs. Observons cependant combien la rédaction défectueuse de l'article 3 prête à l'équivoque. Le texte vise uniquement les souscripteurs qui ont aliéné leurs actions. Est-ce à dire que, s'ils les ont conservées, ils sont libérés des versements complémentaires ? Cette solution serait absurde et n'a jamais été soutenue. Il faut lire évidemment la phrase comme si elle était ainsi conçue : les souscripteurs même en cas d'aliénation de leurs actions (1). La loi s'est placée dans l'hypothèse la plus

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 758.

favorable pour mieux exprimer cette idée que les souscripteurs restent tenus dans tous les cas.

Mais une autre difficulté se présente. Supposons un souscripteur primitif qui a vendu ses actions après la délibération de l'assemblée générale ; demeure-t-il obligé de répondre aux appels de fonds, sauf à se prévaloir de la prescription de deux ans établie par l'article 3. L'affirmative semble incontestable. Ce souscripteur a pris part au vote et rentre dans la catégorie des personnes dont la loi suspecte la sincérité ; il serait dangereux d'admettre son affranchissement immédiat. A l'inverse, on n'apercevrait aucune raison de le priver du bénéfice de la prescription dont profite sans aucun doute le souscripteur qui a cédé ses actions avant la réunion de l'assemblée générale.

La distinction serait déraisonnable, on en convient sans peine, mais elle serait, dit-on (1), imposée par le texte. L'article 3 parle des souscripteurs primitifs qui ont aliéné leurs actions et de ceux auxquels ils les ont cédées avant le versement de moitié. Ces derniers mots s'appliqueraient aux deux membres de la phrase, de sorte qu'il faudrait lire : les souscripteurs primitifs qui ont aliéné leurs actions avant le versement de moitié et ceux auxquels ils les ont cédées avant le versement de moitié. Mais cette interprétation n'a-t-elle pas pour effet d'ajouter au texte et de le modifier ?

(1) VAVASSEUR, n° 510.

L'article 3 vise les souscripteurs primitifs qui ont aliéné leurs actions, il ne distingue pas suivant la date de l'aliénation, et les mots : « avant le versement de moitié » peuvent très bien ne concerner que le second groupe de personnes envisagées, celui des cessionnaires. C'est même là le sens le plus naturel et le plus grammatical ; et, puisqu'il est aussi le seul logique, est-il permis d'hésiter ?

Nous avons raisonné comme si les mots « avant le versement de moitié » étaient synonymes de ceux-ci « avant la délibération de l'assemblée générale ». C'est une nouvelle inexactitude à signaler dans la rédaction de l'article 3. La rectification, que nous justifierons dans un instant, ne présente d'ailleurs d'intérêt que pour les cessionnaires. Les souscripteurs primitifs, qu'ils aient ou non conservé leurs actions, restent toujours tenus pendant deux ans. A l'expiration de ce délai, ils sont incontestablement libérés, s'ils n'ont plus les titres entre les mains. Dans le cas contraire, la question est vivement controversée. Nous examinerons, en effet, plus loin, si le dernier porteur, c'est-à-dire celui qui détient les actions au moment de l'appel de fonds, n'est pas toujours obligé d'effectuer les versements réclamés, soit qu'il ait souscrit à l'origine, soit qu'il ait acquis les titres postérieurement.

B. CESSIONNAIRES ANTÉRIEURS A LA DÉLIBÉRATION. —

Les souscripteurs primitifs ou certains d'entre eux ont cédé leurs actions ; un appel de fonds a lieu ; quelles

sont les obligations incombant aux cessionnaires ? L'article 3 renferme le principe d'une distinction basée sur la date de la cession. A prendre le texte à la lettre, il faudrait s'attacher au point de savoir si l'aliénation est intervenue ou non avant le versement de moitié. Il y aurait là une erreur, tout le monde s'accorde à le reconnaître (1). Ce qu'il importe de considérer, ce n'est pas l'époque où le versement de moitié a été réalisé, mais celle de la réunion de l'Assemblée générale. La loi veut éviter, en effet, que la délibération, autorisant la conversion au porteur, ne soit prise à la légère, au mépris des véritables intérêts de la Société ; et, pour assurer la sincérité du vote, elle entend que ceux qui y participent restent tenus, en tous cas, pendant deux ans, de répondre aux appels de fonds. Ce résultat ne serait pas atteint si l'obligation ne persistait pas à la charge de ceux qui ont acquis les titres après le versement de moitié, mais avant la réunion de l'Assemblée. La formule inexacte employée par le législateur, s'explique par cette circonstance que le versement de moitié est un préliminaire indispensable à la validité de la délibération et que celle-ci doit en constater la réalisation.

L'engagement des cessionnaires dont nous nous occupons est donc maintenu pendant deux ans comme celui des souscripteurs primitifs. On a pourtant sou-

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 758. — PONT, n° 938.

tenu qu'ils se trouvaient immédiatement libérés en revendant leurs actions avant l'appel de fonds (1). En effet, dit-on, ils n'ont pas souscrit à l'origine et, par suite, n'ont contracté aucun engagement direct et personnel ; ils ne peuvent être tenus qu'en raison de la possession des actions qui leur confère la qualité actuelle d'associés au moment de l'appel de fonds. S'ils ont rétrocedé leurs titres auparavant, ils demeurent à tout jamais étrangers à la Société et ne lui doivent rien pas plus qu'aux tiers qui, d'ailleurs, ne leur ont pas fait confiance.

Cette opinion est généralement repoussée (2). Elle méconnaît les termes formels de l'article 3, auxquels il est impossible, malgré une rédaction très vicieuse, de faire subir arbitrairement la modification proposée. Tous les cessionnaires antérieurs au versement de moitié, ou plutôt à la délibération de l'assemblée générale, restent tenus pendant deux ans comme les souscripteurs primitifs ; le texte n'autorise aucune distinction. Et d'ailleurs les motifs qui ont inspiré le législateur se retrouvent dans tous les cas. Si l'on permettait aux cessionnaires de s'affranchir des versements complémentaires par la revente de leurs actions, la conversion au porteur pourrait être votée par une majorité d'hommes de paille, ne présentant aucune garantie de solvabilité.

(1) Article de M. LÉCHOPIÉ dans *Le Droit*, du 6 juillet 1882.

(2) LYON-CAEN et RENAULT, n° 758. — PONT, n° 49. — VAVASSEUR, n° 517. — MATHIEU et BOURGUIGNAT, n° 34. — Cass., 12 avril 1881, D., 81, 1, 433.

C. CESSIONNAIRES POSTÉRIEURS A LA DÉLIBÉRATION. —

Nous arrivons à une catégorie que la loi n'a pas envisagée formellement, celle des cessionnaires qui ont acquis leurs actions après la délibération de l'assemblée générale. Nous supposons également qu'ils les ont revendues avant l'appel de fonds, car nous rechercherons plus loin, d'une façon générale, quelles sont les obligations des derniers porteurs. Les cessionnaires dont il s'agit, sont-ils libérés en rétrocédant à leur tour les titres qui leur appartiennent ?

La négative a rencontré quelques partisans (1). Du moment, dit-on, que l'article 3 n'a pas prévu la question, il faut s'inspirer du droit commun. Le souscripteur contracte sans aucun doute l'engagement personnel de répondre aux appels de fonds et cet engagement se transmet avec le titre lui-même aux cessionnaires successifs qui ne peuvent s'en affranchir, sans le consentement de leur créancier, la Société, en rétrocédant les actions à leur tour. L'article 3 apporte bien une atténuation à ce principe, en ce qui concerne les souscripteurs primitifs et les cessionnaires qui ont acheté les titres avant la délibération de l'assemblée générale ; il établit en leur faveur une prescription libératoire de deux ans ; mais les cessionnaires dont l'acquisition est postérieure à la réunion de l'assemblée générale n'ont pas été compris dans l'exception ; ils

(1) VAVASSEUR, n° 517. — Note de M. DE SEGOGNE dans la *Rev. des Soc.*, 1885, 272. — Cass., 12 avril 1881, D., 81, 4, 433.

restent, par suite, soumis à la règle, et leur obligation persiste pendant trente ans, en l'absence de toute disposition spéciale contraire.

Cette dernière conséquence présente assurément un caractère exorbitant ; les auteurs qui enseignent le système de la négative en conviennent eux-mêmes, mais le respect des principes les oblige, disent-ils, à aller jusque là. Il nous paraît inutile d'insister sur l'étrangeté du résultat. Voici des personnes qui n'ont pris aucun engagement direct envers la Société, qui n'ont point participé au vote de l'assemblée générale autorisant la conversion au porteur, et dont pourtant la situation serait infiniment plus dure que celle des souscripteurs primitifs et des cessionnaires antérieurs à la délibération. Non seulement, ils ne seraient pas, comme ces derniers, affranchis des versements au bout de deux ans, mais ils resteraient exposés pendant trente ans aux réclamations de la société ou de ses représentants, et le point de départ des trente ans se fixerait, non pas au jour de la réunion de l'assemblée générale, mais à celui de l'appel de fonds. Sans doute, s'il y avait en ce sens une disposition conçue en termes exprès, il faudrait s'incliner, mais tel n'est pas le cas. L'article 3 est rédigé d'ailleurs avec une telle obscurité qu'il est impossible, pour résoudre toutes les hypothèses, de ne pas recourir à l'interprétation et de ne pas rechercher l'intention du législateur. Or, cette intention paraît absolument certaine. De deux choses

l'une : ou bien la conversion au porteur n'est pas autorisée, et alors tous les titulaires successifs de l'action demeurent tenus de répondre aux appels de fonds ; ou la conversion au porteur est permise, et alors, c'est le principe adverse qui prévaut, chacun peut se dégager de ses obligations d'associé en cessant de l'être et en substituant à sa place une autre personne. Il existe bien une exception relative aux souscripteurs primitifs et aux cessionnaires antérieurs à la délibération de l'assemblée générale ; mais cette exception ne doit pas être étendue en dehors de ses termes, elle ne s'applique pas dans le silence du texte, aux cessionnaires qui ont acquis leurs titres après la réunion de l'assemblée. Cette opinion a rallié les suffrages de la majorité des auteurs et la jurisprudence s'est modifiée en dernier lieu pour l'adopter (1). La question présentait une grande importance pour tous ceux qui s'occupent des affaires de Bourse ; aussi voyons-nous dans la *Revue des Sociétés* (2) des parères rédigés dans notre sens par un certain nombre de personnes appartenant à la haute banque de Paris, par des directeurs de Sociétés et par l'Union des Banquiers de Paris et de province.

D. DÉTENTEURS ACTUELS. — Il nous reste une catégorie à examiner. Un appel de fonds est effectué : à ce moment, l'action appartient à une personne déter-

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 759. — PONT, n° 939. — BOISTEL, n° 265. — BEUDANT, *Rev. critique*, 1868, p. 33 et seq. — Cass., 29 juin 1885, S., 1886, 1, 17. — HOUPIŒ, n° 55. — Paris, 30 mars 1889, *Rev. des Soc.*, 1889, 394.

(2) 1885, p. 502.

minée. Est-elle tenue de réaliser les versements réclamés ? Si deux ans ne se sont pas écoulés depuis la délibération de l'assemblée générale, et que nous soyons en présence d'un souscripteur primitif ou d'un cessionnaire antérieur à la délibération, la question ne se pose pas, elle est résolue formellement par l'article 3. Mais que décider après l'expiration des deux ans ? Et même si ce délai n'est pas écoulé, quelle solution admettre à l'égard du cessionnaire qui a acquis les actions après la délibération, mais les possède encore au moment de l'appel de fonds ? En un mot, le détenteur actuel est-il toujours, en cette seule qualité, obligé d'effectuer les versements complémentaires ?

C'est le problème le plus difficile parmi ceux que soulève l'application de l'article 3 de la loi de 1867. La doctrine s'est prononcée, en grande majorité, dans le sens de l'affranchissement du détenteur actuel (1). La Société ou ses représentants ne possèdent plus qu'un seul droit, c'est l'exercice d'une sorte d'action réelle habituellement réservée dans les statuts et qui permet la vente du titre en Bourse pour le prix à provenir être imputable jusqu'à due concurrence sur le montant des versements réclamés. Ce procédé sur lequel nous reviendrons d'ailleurs porte dans la pratique le nom d'exécution en Bourse. La jurisprudence

(1) LYON-CAEN et RENAUT, n° 760. -- PONT, n° 941. -- BOISTEL, n° 267. -- RIVIÈRE, p. 76. -- MATHIEU et BOURGUIGNAT, p. 452. -- BESLAY et LAURAS, t. V, p. 261. -- BÉDARRIDE, t. I, n° 80. -- VALETTE, *Mélanges*, I, p. 634. -- BEUDANT, note au DAL., 79, 1, 321. -- ROUSSEAU, n° 1113.

soutient, au contraire, avec l'appui de quelques auteurs, que l'exercice de l'action réelle constitue pour la Société ou ses représentants une simple faculté et que le détenteur actuel est toujours tenu personnellement de compléter les versements (1).

La première opinion s'inspire d'abord de considérations économiques. D'après le droit commun, l'obligation pèserait sur tous les titulaires successifs, mais l'application d'un pareil système entraverait l'essor des entreprises. L'industrie a un besoin essentiel de capitaux, et ceux qui se portent vers elle, ce ne sont pas malheureusement les capitaux d'épargne, qui préfèrent les placements de tout repos, ce sont les capitaux de spéculation. Il est impossible, dans la fondation de la plupart des Sociétés, de se passer du concours des spéculateurs. Mais ceux-ci ne peuvent accepter que leur argent soit indisponible, et reste engagé dans la même affaire pendant une période indéterminée ; ils veulent bien supporter les risques du début, mais ils entendent, au bout d'un certain temps, reprendre leur liberté si cela leur convient, sans être exposés à la menace continuelle de recours de la part de la Société ou de ses représentants. Telles sont les idées qui ont donné naissance à la Société anonyme, simple association de capitaux, et qui ont fait se substituer peu à peu à l'obligation des personnes l'engagement des

(1) Cass., 21 juillet 1879, S., 80, 1, 15 et note de M. Labbé. — Cass., 24 nov. 1880, S., 81, 1, 215 ; Cass., 3 avril 1883, S., 83, 1, 199. — VAVASSEUR, n° 502 et 503.

capitaux. Le terme logique de l'évolution est le suivant : lorsque les actions ont été mises au porteur et qu'il s'est écoulé un certain délai nécessaire pour assurer la sincérité du vote de la conversion, tout le monde est libéré et c'est contre le détenteur seul que l'on peut poursuivre la réalisation des versements.

Que les tiers, ajoute-t-on, ne se plaignent pas d'être trompés ; ils ne peuvent exiger après tout que ce qui leur a été promis. Or, ils savaient ou devaient savoir, par la publication des statuts et de la délibération de l'Assemblée générale, que la conversion au porteur était autorisée et que, par suite, l'apport effectif de la seconde moitié du capital était moins assuré. Dans l'opinion contraire, on est bien obligé de reconnaître que le souscripteur ou le cessionnaire peut, avant l'appel de fonds, vendre ses actions à un compère qui sera seul tenu de réaliser les versements et n'offrira à la Société et aux tiers que la garantie illusoire de sa solvabilité douteuse. N'est-il pas plus simple et plus loyal de dire franchement qu'après deux ans les titulaires successifs sont affranchis de toute obligation personnelle ? Tel était d'ailleurs le régime admis par les Sociétés anonymes créées avant 1867 avec l'autorisation du Gouvernement ; les statuts, approuvés par le Conseil d'Etat, contenaient des clauses libérant les souscripteurs primitifs de toute obligation personnelle à l'expiration d'un certain délai écoulé depuis la délibération permettant la conversion au porteur.

On s'attache ensuite à justifier le système par l'étude des travaux préparatoires. Trois projets avaient été présentés lors de la discussion de l'art. 3 de la loi de 1867. Quelques personnes, désireuses d'écarter les spéculateurs, proposaient de conserver le régime de la loi de 1856 et de maintenir, jusqu'à libération intégrale, la nécessité de la forme nominative et l'engagement personnel des titulaires. La commission, au contraire, demandait que les souscripteurs et les cessionnaires fussent formellement affranchis des versements à venir après la réalisation de la moitié du capital et le vote de la conversion au porteur. Le Gouvernement enfin, sans aller aussi loin, voulait que les souscripteurs primitifs fussent tenus, en principe, mais leur permettait de stipuler expressément, dans les statuts, qu'ils ne seraient responsables du défaut de paiement par leurs cessionnaires que jusqu'à concurrence de la moitié du capital social.

D'après la majorité des auteurs, ce serait donc le système de la commission qui aurait fini par triompher. Il est vrai que les trois projets ont été successivement repoussés et que le texte de l'article 3, adopté en quelque sorte par transaction, n'indique pas bien clairement la pensée de libérer complètement tous les titulaires au bout de deux ans. Mais il faut, dit-on, tenir compte des circonstances et de l'obscurité légendaire qui a régné dans la discussion de l'article 3. M. Beudant, l'un des partisans les plus convaincus de la doc-

trine que nous exposons, a apporté à cet égard un témoignage personnel. Au cours d'un entretetien avec M. Valette et M. Duvergier, il demanda à ce dernier son avis sur l'interprétation de l'article 3. Cette opinion devait avoir une autorité incontestable, M. Duvergier ayant rempli en 1867 les fonctions de commissaire du gouvernement. Eh bien ! M. Duvergier répondit que les mots avaient perdu peu à peu, dans le cours de la discussion, leur sens absolument précis et qu'admettre la possibilité de la conversion au porteur, c'était admettre la libération des actionnaires après versement de moitié ; les deux expressions étaient devenues absolument synonymes.

On fait remarquer enfin que l'opinion contraire cadre bien peu avec les termes de l'article 3 et présente de graves inconvénients dans la pratique. Pour les actions demeurées nominatives, il sera facile à la Société de retrouver la chaîne des titulaires successifs et le nom du détenteur actuel ; elle n'aura pour cela qu'à consulter son livre des transferts. A l'égard des actions qui auront été mises au porteur la situation sera tout autre ; le dernier porteur se dérobera le plus souvent, et, pour le découvrir, la Société ou ses représentants se heurteront à des obstacles insurmontables et seront réduits à faire vendre le titre en Bourse sur duplicata. Il y aura donc entre les actions nominatives et les actions au porteur une différence considérable. N'est-ce pas là un résultat contraire à l'article 3 dont

le second paragraphe débute ainsi : *Soit que les actions restent nominatives, soit qu'elles aient été converties en actions au porteur ?* L'intention du législateur n'a-t-elle pas été d'assurer à tous un traitement égal dans tous les cas ?

Ces arguments, malgré leur force, ne nous semblent pas irréfutables et nous préférons adopter le système de la jurisprudence auquel M. Labbé a donné l'appui de sa grande autorité.

En ce qui concerne tout d'abord les motifs d'ordre économique relevés par les adversaires, il s'agit moins de savoir ce qu'ils valent en eux-mêmes que de rechercher s'ils ont véritablement inspiré le législateur de 1867. Le projet de la commission est-il devenu la loi ? Il est permis d'en douter quand on compare les deux textes. Au surplus, l'évolution que l'on signale, en matière de Sociétés, n'a pas suivi une marche régulière ; l'histoire de notre législation présente, au contraire, une succession de progrès et de réactions déterminés par les circonstances. La liberté laissée par le Code de Commerce à la constitution des commandites par actions ayant engendré de nombreux abus, la loi de 1866 leur imposa un régime très rigoureux, que la loi de 1867 vint à son tour atténuer. Mais l'expérience des désastres financiers récents détermina un nouveau revirement en sens inverse et la loi de 1893 est revenue à un système analogue à celui de 1856. Il ne suffit donc point de parler de progrès et d'évolu-

tion ; il faut rechercher d'une façon précise quelles idées ont prévalu en 1867. Assurément, un certain libéralisme économique guidait à cette époque le législateur, mais jusqu'à quel degré s'en est-il inspiré ? Voilà toute la question.

Or il est certain, et cette observation présente à nos yeux une importance capitale, que le projet de la commission qui prononçait l'affranchissement de tous les actionnaires, au moyen de l'abandon de leurs titres, a été repoussé (1).

Comment admettre dès lors que cette disposition ait été votée ensuite et sous une forme assurément plus obscure ? Comment admettre surtout qu'elle ait rallié les voix de ceux qui avaient demandé le maintien du régime de la loi de 1856 ? Et ce changement d'opinion se serait produit dans des conditions bien singulières. Le projet de la commission offrait au moins certaines garanties diminuant ses inconvénients. Il proposait d'énoncer dans tous les actes, factures ou documents quelconques émanés de la Société le chiffre du capital avec cette mention : engagement des souscripteurs limité à . . . De cette façon, les tiers étaient prévenus que le recouvrement de la seconde moitié du capital était, sinon absolument compromis, au moins peu assuré ; ils savaient à quoi s'en tenir sur l'étendue de leur gage. Une précaution analogue a été prise en Belgique par ceux qui ont tenté, sans succès d'ailleurs,

(1) SIREY, *Lois annotées*, 1867, p. 209.

d'introduire le même système dans la loi belge (1). Le législateur de 1867 aurait été vraiment bien inconséquent et bien imprévoyant si, après avoir rejeté une première fois une disposition entourée pourtant de garanties de nature à en atténuer les dangers, il l'avait adoptée ensuite indirectement, sans exiger le maintien de ces mêmes garanties.

C'est également à tort que l'on invoque les précédents tirés des statuts des anciennes Sociétés anonymes approuvées par le Gouvernement. Jamais, en effet, ils n'ont prononcé formellement l'affranchissement des titulaires actuels : ils se bornaient, comme l'article 3, à déclarer les souscripteurs libérés au bout d'un certain temps. Mais il s'agissait des souscripteurs ayant aliéné leurs actions. La question reste donc entière à l'égard de ceux qui les ont conservées.

Quant à la conversation de M. Beudant avec M. Duvergier, il convient de ne pas lui attacher une trop grande importance. Non pas certes que M. Beudant se soit mépris sur la pensée de M. Duvergier, mais ce dernier paraît avoir eu une opinion quelque peu flottante. En effet, dans son *Recueil des Lois* (2), il soutient le système que nous défendons nous-même. Que l'on ne dise pas que M. Duvergier se faisait aider, dans la rédaction de ses notes, par des collaborateurs et que toutes les erreurs de ces derniers ne peuvent lui être

(1) V. GUILLERY, *Comm. législ. de la loi sur les soc. en Belg.*, p. 322.

(2) DUVERGIER, *Lois*, 1867, p. 237.

imputables personnellement. Il est inadmissible que M. Duvergier, qui avait été commissaire du Gouvernement lors de la discussion de la loi de 1867, ne se soit pas réservé à lui-même le commentaire de cette loi, ou, tout au moins, ait laissé paraître sous son nom l'œuvre d'un autre, sans l'avoir soigneusement revue. Et d'ailleurs, le style de la note protesterait au besoin contre cette interprétation. M. Duvergier se met constamment en cause et emploie à chaque instant la formule personnelle ; il n'est pas douteux dès lors que la doctrine enseignée dans le *Recueil* ne soit bien la sienne.

Ainsi, rien, dans les précédents historiques ni dans les travaux préparatoires, ne justifie le système que nous combattons. Il faut bien, dès lors, en revenir au texte lui-même malgré son obscurité. Or, que dit-il ? Il déclare libérés au bout de deux ans les souscripteurs qui ont aliéné leurs actions et ceux auxquels ils les ont cédées avant le versement de moitié. Il ne parle pas des souscripteurs qui ont conservé leurs actions. Ce n'est pas, d'ailleurs, que nous entendions nous contenter de cet argument *a contrario*. On nous répondrait que, dans la pensée du législateur, les souscripteurs demeurent tenus pendant deux ans, *même* lorsqu'ils ont aliéné leurs actions. Voilà tout ce qu'exprime l'article 3. Nous l'accordons, mais il n'en résulte nullement que le système de nos adversaires soit fondé en ce qui concerne le détenteur actuel. L'article 3 ne vise pas

ce dernier d'une façon expresse, cela est certain, mais quelle est la conséquence de ce silence? C'est le retour au principe auquel l'article 3 fait exception dans certaines hypothèses déterminées. Or, le principe est écrit dans l'article 1843 du Code civil, aux termes duquel chaque associé est débiteur envers la Société de tout ce qu'il a promis d'y apporter. Les Sociétés par actions sont soumises à cette règle générale comme les autres Sociétés, et, loin d'y déroger, la loi spéciale de 1867 établit comme une condition essentielle de la constitution la nécessité de la souscription intégrale du capital social. Si la théorie contraire triomphait, il arriverait un moment où le capital social pourrait, non seulement ne pas être effectivement réalisé, mais ne pas même être dû dans son entier. Un pareil résultat ne saurait être accepté que si le législateur s'en était expliqué d'une façon absolument catégorique et il est incontestable qu'il ne l'a pas fait.

On nous accusera peut-être de contradiction. Vous vous fondez, dira-t-on, sur le silence de l'article 3 à l'égard du détenteur actuel. Mais il ne mentionne pas davantage les cessionnaires qui ont acquis les titres après la réunion de l'assemblée générale, et cependant vous déclarez qu'ils sont immédiatement affranchis des versements en revendant leurs actions. C'est que les deux situations sont absolument différentes. En ce qui concerne les cessionnaires postérieurs à la délibération il fallait bien admettre leur libération sous

peine de prêter au législateur des intentions absurdes. Les cessionnaires en question ne peuvent évidemment pas être traités plus durement que ceux qui ont pris part au vote de l'assemblée générale; on ne peut sans inconséquence maintenir l'obligation des premiers pendant trente ans à dater de l'appel de fonds, alors que l'engagement des derniers se trouve éteint à l'expiration des deux ans qui suivent la réunion de l'assemblée générale. Il était donc nécessaire à cet égard de compléter le texte insuffisant par lui-même et de rechercher la pensée du législateur, et nous avons adopté l'interprétation la plus raisonnable, conformément à la grande majorité des auteurs. Mais est-ce que le détenteur actuel est dans une position analogue? N'est-il pas au contraire le véritable associé, appelé à profiter des bénéfices éventuels de l'entreprise, comme aussi à supporter la charge correspondante des pertes dans la mesure de son apport? La prétention émise par la Société ou ses représentants de l'obliger à répondre aux appels de fonds n'est-elle pas absolument normale? On comprendrait à la rigueur que la loi eût disposé autrement, mais il faudrait que cette innovation eût été consacrée par un texte bien précis.

Nous avouons d'ailleurs être peu touché par l'argument tiré de l'inégalité que nous établirions entre les titulaires d'actions nominatives et les titulaires d'actions au porteur. Tout d'abord, il convient de ne pas exagérer la portée de la loi. L'article 3 indique

bien que, dans les hypothèses prévues par lui, la forme des actions est indifférente ; il n'est pas nécessaire que la conversion au porteur ait été réalisée, il suffit qu'elle ait été permise. Mais le texte ne dit nullement que cette parité de situation se retrouvera dans tous les cas, même dans ceux qu'il n'a pas visés. Et puis, l'inégalité dont on parle existe-elle bien ? Sans doute, en fait, il sera infiniment plus difficile à la Société ou à ses représentants de découvrir le détenteur actuel d'une action au porteur que celui d'une action nominative, mais enfin cette recherche n'est pas impossible, la preuve de la qualité d'actionnaire pourra résulter notamment de la présence d'une personne à une Assemblée générale récente. D'ailleurs, nous n'examinons pas en ce moment une question de preuve, mais la question bien différente de savoir si l'actionnaire actuel, supposé connu, est obligé ou non de répondre aux appels de fonds. L'inégalité de situation qui peut se rencontrer entre les titulaires d'actions nominatives et les titulaires d'actions au porteur est un pur fait qui ne change rien au droit lui-même. Les actionnaires qui ont conservé à leurs titres la forme nominative, ont été guidés par les avantages qu'elle présente au point de vue de la sécurité ; s'ils se trouvent par contre plus exposés aux poursuites de la Société ou de ses représentants, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Au surplus, ce qui leur est réclamé, c'est l'exécution de leurs engagements d'associé, et ils

auraient vraiment mauvaise grâce à se plaindre de ce qu'il leur est moins facile qu'à d'autres de s'y dérober.

Quant aux difficultés pratiques que soulève l'application de notre théorie et que nous examinerons tout à l'heure, nous reconnaissons que l'opinion contraire les supprime, mais c'est là un avantage de fait qui ne peut constituer un argument suffisant pour trancher une question de droit. C'est au législateur, s'il y a lieu, qu'il convient d'adresser une critique, mais l'interprète est bien obligé d'accepter, même avec leurs inconvénients, les conséquences résultant des textes ou des principes. Au surplus, sans méconnaître les embarras, que la poursuite des détenteurs actuels ménage à la Société ou à ses représentants, n'oublions pas qu'après tout la situation de ces derniers est encore préférable dans le système de la jurisprudence ; si faibles que soient les chances de réaliser les versements complémentaires (en cas de ruine de l'entreprise, après la mise des actions au porteur), elles existent néanmoins et les sommes que l'on est parvenu à recouvrer diminuent d'autant le passif à éteindre.

Ceci nous amène à exposer une dernière objection. On nous reproche précisément de créer une inégalité choquante, non plus seulement entre les titulaires d'actions nominatives et les titulaires d'actions au porteur, mais entre ces derniers eux-mêmes ; les uns se seront révélés spontanément ou auront été découverts,

les autres auront réussi à se dérober. La Société est en faillite ou en liquidation, on peut supposer le cas où un versement partiel réalisé sur chaque action suffirait au paiement de toutes les dettes, mais où, par suite de l'abstention des actionnaires ignorés, les actionnaires connus vont se trouver obligés d'effectuer un versement intégral.

Nous répondrons d'abord qu'il y a là encore une considération de pur fait, fort intéressante sans doute, mais impuissante par elle-même à modifier la solution, qui semble consacrée par la loi. M. Labbé ajoute que l'inconvénient signalé ne se présentera pas. Le savant professeur enseigne, en effet, que, dans l'hypothèse d'une faillite ou d'une liquidation, les actionnaires ne sont pas responsables les uns des autres ; la somme due par chacun d'eux se trouve fixée une fois pour toutes, dans la limite de sa mise bien entendu, par l'importance du passif et ne peut s'augmenter en raison du défaut de paiement par certains actionnaires. Cette observation, si elle était exacte, couperait court évidemment à l'objection. Mais il est fort douteux que les créanciers acceptent un pareil raisonnement. Ils ont une action directe (1) contre les actionnaires pour les contraindre à effectuer leurs apports et les actionnaires ont promis de les réaliser jusqu'à concurrence des besoins de la Société. Peu important les

(1) V. *suprà*, p. 42 et s.

motifs pour lesquels l'actif s'est trouvé insuffisant pour éteindre le passif. Suivant nous, il est inutile de recourir à cet ordre d'arguments. Chacun des actionnaires s'est engagé éventuellement à verser le montant intégral des actions souscrites ou achetées par lui, on lui réclame l'exécution de cette obligation, rien n'est plus normal ni plus légitime, et il faudrait un texte formel pour lui permettre d'opposer sa libération. La contribution personnelle est peut-être plus étendue par suite de la disparition ou de l'insolvabilité de certains de ses co-débiteurs, mais c'est là une circonstance qu'il a pu prévoir et qui aurait pu se produire même au cours de l'existence de la Société. Au surplus, en fait, il est rare lorsque l'entreprise a périclité, que le capital social ne soit pas complètement englouti ; le plus souvent, les créanciers ne sont pas intégralement désintéressés et les actionnaires qui ont réalisé les versements réclamés n'auraient pas vu diminuer leurs propres sacrifices si les autres actionnaires les avaient imités.

Nous terminons cette longue discussion en faisant ressortir à notre tour la bizarrerie du système contraire. Supposons que l'appel de fonds ait lieu avant l'expiration des deux ans qui suivent la réunion de l'assemblée générale. Voilà une action qui est entre les mains d'une personne qui l'a acquise postérieurement à cette réunion et qui l'a achetée à un souscripteur primitif. Ce dernier est tenu de réaliser les versements puisque

la prescription établie à son profit par l'article 3 n'est pas accomplie. Va-t-il pouvoir, en cas de poursuite exercée contre lui, se retourner contre son cessionnaire, le détenteur actuel de l'action? Rien de plus naturel, semble-t-il, que ce recours; le souscripteur primitif est en quelque sorte un simple garant; l'obligé principal, c'est le détenteur actuel. Dans notre opinion ce recours ne soulève aucune difficulté. Il n'en va pas de même avec la théorie de nos adversaires. Si le détenteur actuel est libéré vis-à-vis de la Société, comment serait-il exposé à un recours de la part du souscripteur primitif et obligé ainsi de payer indirectement ce qui ne pouvait lui être réclamé directement? Et si le recours est refusé au souscripteur primitif, comment peut-il être poursuivi comme garant d'une dette que le prétendu obligé principal ne doit pas lui-même. On va dire que l'affranchissement du détenteur actuel ne se produit qu'après les deux ans écoulés, mais d'où résulte cette distinction? L'article 3 ne vise pas le détenteur actuel, la prescription est établie pour d'autres personnes, et nous n'apercevons pas que l'on puisse, ni en vertu du texte, ni au point de vue des principes, maintenir l'obligation du détenteur actuel pendant les deux ans et prononcer ensuite sa libération.

En résumé, nous croyons que le titulaire quelconque, souscripteur primitif ou cessionnaire, qui est propriétaire des actions, au moment de l'appel de fonds, est

toujours obligé personnellement d'effectuer les versements complémentaires. Ce point de départ admis, nous nous trouvons en présence de certaines difficultés de fait dont nous avons déjà fait pressentir l'existence. En premier lieu, que faut-il entendre par détenteur actuel au moment de l'appel de fonds? En d'autres termes, jusqu'à quelle époque l'actionnaire exposé à un appel de fonds peut-il éviter d'y répondre en revendant ses titres? En second lieu, une personne est poursuivie comme actionnaire par la Société ou ses représentants, elle prétend avoir aliéné ses actions, est-ce à elle qu'il incombe de prouver cette aliénation? Est-ce au demandeur, au contraire, qu'il appartient d'établir qu'elle a conservé ses titres?

§ V. — Que faut-il entendre par détenteur actuel ?

Une distinction s'impose en cette matière : ou bien les statuts ont prévu directement les époques auxquelles seraient effectués les appels de fonds, ou bien ils ont laissé aux représentants de la Société le soin de fixer ces époques suivant les circonstances.

La première hypothèse, qui est d'ailleurs peu fréquente dans la pratique, ne présente aucune difficulté. Celui qui sera propriétaire des actions à la date indiquée par les statuts pour la réalisation d'un versement déterminé, sera personnellement tenu d'y satisfaire et ne pourra se décharger de cette obligation en aliénant

ses titres (1). Nous ne croyons pas que ce point ait soulevé jamais la moindre controverse.

Mais que faut-il décider quand l'appel de fonds a lieu à une date inconnue d'avance, en vertu d'une décision du gérant ou des administrateurs, d'une délibération de l'Assemblée générale, d'une réclamation du syndic ou du liquidateur. L'accord n'a pu se faire à cet égard ni dans la doctrine, ni dans la jurisprudence.

Dans un premier système, chacun peut échapper par une aliénation à la nécessité de compléter les versements, tant qu'une mise en demeure ne lui aura pas été adressée personnellement dans les termes de l'article 1139 du Code civil (2). Il y aurait là une conséquence inhérente à la forme du titre au porteur et aussi l'application des principes du droit commun. La conversion au porteur, dit-on, a pour effet de permettre aux détenteurs de se dégager immédiatement de l'obligation des versements complémentaires en aliénant leurs titres. La réclamation de la Société ou de ses représentants ne se produit légalement et n'est susceptible d'attacher la dette du non versé à la personne du porteur et de l'y fixer que le jour où il est l'objet d'une mise en demeure régulière. Cette opinion nous paraît mal fondée. D'une part, en effet,

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 760 *bis*.

(2) VAVASSEUR, n° 512 *bis*. — Cass., 16 fév. 1892, S., 92, 1, 121. — Paris, 18 juin 1887, S., 89, 2, 63 (V. aussi une note dans DAL., 93, 1, 135).

la mise en demeure n'a pour but que de faire constater le retard du débiteur, mais la dette elle-même existe indépendamment de toute mise en demeure. D'autre part, nous n'apercevons pas la portée de l'argument prétendu tiré de la nature du titre au porteur. La forme au porteur produit bien cette conséquence que le détenteur d'une action peut, par une aliénation, s'affranchir des versements, mais cette faculté ne subsiste pas indéfiniment, et il s'agit précisément de savoir à quel moment elle cesse. Pour que cette question se pose, il faut admettre qu'une personne au moins est toujours tenue de répondre aux appels de fonds. Ce point de départ une fois accepté, dans quel intérêt exigerait-on une mise en demeure individuelle ? Est-ce pour permettre aux actionnaires, prévenus que l'appel de fonds a eu lieu, de se dégager par une cession avant d'être touchés par l'acte de mise en demeure ? La Cour de cassation nous semble se contredire quelque peu en adoptant un pareil système et en proclamant néanmoins l'obligation personnelle du dernier titulaire. Ajoutons enfin que les mises en demeure peuvent parvenir à chacun des actionnaires à des moments différents ; n'est-il pas plus rationnel et plus pratique d'assigner à l'appel de fonds une date unique ?

Convient-il, dès lors, comme on l'a soutenu (1), de

(1) V. note de M. PIC dans le DAL., 93, 2, 433 V. aussi Lyon, 2 mai 1888, S., 90, 2, 481.

s'attacher à l'époque indiquée par la Société ou ses représentants pour le versement effectif des sommes appelées ? L'inconvénient serait identique et même plus considérable encore. Les actionnaires recevraient ainsi un avertissement les informant qu'il leur reste un certain délai, non pour acquitter leur dette, mais pour s'en dégager par une aliénation. Sans doute, ce danger existe aussi lorsque les statuts eux-mêmes ont fixé la date des appels de fonds, mais, au moins dans ce cas, personne n'est surpris ni trompé, les tiers savent à l'avance que les seuls titulaires, tenus de réaliser les versements, seront ceux qui posséderont les actions à telle époque et que les titulaires antérieurs se trouveront libérés. La situation est toute différente si l'on suppose un appel de fonds effectué par une décision qui intervient à l'heure déterminée par les circonstances.

Le troisième système nous paraît seul logique. L'appel de fonds, comme le mot l'indique du reste, est l'acte même par lequel l'organe autorisé de la Société ou bien son syndic, en cas de faillite, réclame aux actionnaires les versements complémentaires. A partir de ce moment, la dette du non-versé repose sur une tête et la personne de celui que nous avons appelé détenteur actuel se trouve fixée. C'est la seule façon d'éviter, dans la mesure du possible, les inconvénients que nous avons signalés et d'empêcher que l'obligation reconnue exister à la charge du détenteur actuel ne

soit dépourvue de toute sanction pratique. Au surplus, les principes conduisent au même résultat. La dette du non-versé est affectée à la fois d'un terme incertain, puisque nous supposons que les statuts n'ont pas indiqué à l'avance la date précise des appels de fonds, et d'une condition résolutoire qui est la revente de l'action consentie antérieurement à l'appel de fonds. Lorsque les versements sont réclamés par celui qui a qualité à cet effet, la dette devient pure et simple et la personne qui en est tenue ne peut plus s'en affranchir. Il n'est même pas nécessaire d'attendre que l'appel de fonds ait été publié. L'actionnaire n'est point un tiers vis-à-vis de la Société ; il a pris, en souscrivant ou en acquérant des actions, l'engagement éventuel de les libérer ; la publicité donnée à l'appel de fonds a simplement pour but de rappeler aux intéressés la nécessité d'exécuter cet engagement, mais il existait auparavant (1).

Nous croyons donc que le détenteur actuel, tel que nous l'avons défini, est obligé de réaliser les versements réclamés. Toutefois, s'il est insolvable, et qu'il ait revendu ses titres depuis l'appel de fonds, la Société pourrait poursuivre l'acquéreur, qui, en devenant propriétaire des actions au moment où les versements étaient exigibles, a sans aucun doute ajouté son obligation personnelle à celle du précédent titulaire.

(1) V. en ce sens : LYON-CAEN et RENAULT, n° 760 *bis*. — Article de M. Léon CHOPARD dans la *Rev. des Soc.*, 1888, 394. — Paris, 15 juillet 1887, S., 90, 2, 181. — Aix, 25 fév. 1889, S., 90, 2, 180.

§ VI. — A qui incombe la preuve de la détention ou de l'aliénation des actions ?

Nous arrivons à l'examen de la seconde difficulté signalée par nous. Les représentants de la Société réclament à une personne les versements complémentaires. Cette personne peut prétendre qu'elle n'a jamais eu la qualité d'actionnaire. Est-ce au demandeur à prouver le contraire ? Elle peut soutenir aussi qu'elle a revendu ses titres avant l'appel de fonds, ce qui, dans le système de la jurisprudence admis par nous, entraîne sa libération. Est-ce à elle qu'il appartient d'établir cette aliénation ? ou son adversaire doit-il démontrer qu'elle a conservé ses actions ?

Si les titres sont restés nominatifs, la question n'offre aucune difficulté. Le souscripteur primitif est nécessairement connu. D'autre part, il n'a pu cesser d'être actionnaire qu'au moyen d'un transfert inscrit sur les registres de la Société au nom d'un acquéreur, et si celui-ci à son tour a cédé ses actions, un nouveau transfert a dû intervenir au nom du nouveau cessionnaire. Il suffit donc de consulter le registre des transferts qui déterminera quel était le propriétaire des actions au moment de l'appel de fonds (1).

(1) La même solution prévaut pour les sociétés soumises soit à la loi de 1856, soit à la loi de 1893, puisque, sous le régime de ces deux lois, les actions restent nominatives jusqu'à libération intégrale.

Mais que décider lorsqu'il s'agit de titres au porteur? Il est certain tout d'abord que le demandeur ne peut se contenter d'affirmer que le défendeur est actionnaire; il doit évidemment prouver qu'à un moment donné tout au moins, il a été propriétaire d'actions. Cette preuve résultera, par exemple, de la présence de la personne poursuivie à une assemblée générale, ou du mandat donné par elle de prendre part à une assemblée (1), ou bien encore de la mention sur la liste des souscripteurs déposée conformément à la loi (2).

On s'est demandé ce qu'il fallait démontrer au juste. Suffit-il d'établir que le défendeur a eu la qualité d'actionnaire? Ou bien est-il nécessaire de préciser les numéros des actions qui lui ont appartenu? La jurisprudence a résolu la question par une distinction fort ingénieuse entre les souscripteurs primitifs et les cessionnaires qui ont acquis les titres postérieurement. S'agit-il d'un souscripteur primitif? La preuve de l'engagement seul doit être rapportée. Comme le dit très bien la Cour de Paris (3), à l'égard du souscripteur; la « créance de la Société a pris naissance antérieurement à toute délivrance de papiers négociables » et se fonde sur un acte indépendant de cette délivrance, si bien que le débiteur qui aurait négligé de « retirer ses titres, et ne s'en serait fait attribuer

(1) Paris, 20 déc. 1893, D., 94, 2, 39.

(2) Cass., 25 mai 1897, *Rev. des Soc.*, 1897, 463.

(3) 19 fév. 1885, D., 85, 2, 181 (V. dans le *Droit* des 20-21 avril 1885 les conclusions de M. l'avocat général SARRUT).

« aucun, n'en demeurerait pas moins débiteur du « montant de sa souscription ». La remise au souscripteur de titres portant tels ou tels numéros ne crée donc point le contrat, mais en constitue l'exécution par la Société, et il serait absolument sans intérêt d'exiger du demandeur l'indication des numéros attribués définitivement au défendeur.

Sommes-nous au contraire en présence d'un cessionnaire? La situation est toute différente. Ce cessionnaire n'a pris aucun engagement direct envers la Société, son obligation est la conséquence d'une acquisition d'actions faite postérieurement à une époque où les titres ont déjà reçu leurs numéros, il est clair dès lors que le demandeur, auquel incombe la charge d'établir complètement le bien fondé de sa réclamation, doit préciser quelles sont les actions dont l'acquisition par le défendeur le rend débiteur des versements complémentaires.

Jusqu'ici nous ne rencontrons aucune difficulté véritable. Mais supposons que la personne, — souscripteur primitif ou cessionnaire, peu importe, — qui est poursuivie en libération de ses actions, prétende les avoir aliénées et invoque la prescription de deux ans édictée par l'art. 3 de la loi de 1867. Est-elle obligée de justifier de cette aliénation? Ou bien le demandeur doit-il démontrer qu'elle les a conservées? La question soulève une vive controverse dans la doctrine et la jurisprudence.

La Cour de cassation a modifié son système. Après avoir admis que la preuve de l'aliénation incombait au défendeur (1), elle a décidé le contraire dans un arrêt plus récent (2). Elle se fonde sur la nature du titre au porteur, dont l'avantage consiste précisément à pouvoir se négocier sans laisser de trace. Si l'on forçait l'actionnaire, qui a revendu ses titres à en faire la preuve, on le priverait des bénéfices attachés pratiquement à la forme au porteur. On ajoute que le demandeur a la charge d'établir tous les éléments de sa demande, conformément au droit commun ; or, il ne peut réussir que si le défendeur n'a pas aliéné ses titres avant l'appel de fonds.

La Cour suprême, sur ce point comme sur la question du détenteur actuel, nous paraît s'être mise en contradiction avec sa propre doctrine, que nous avons approuvée d'ailleurs, et qui admet la persistance de l'obligation du détenteur actuel. Pour que cette obligation ne demeure pas lettre morte, il ne faut pas la dépouiller de toute sanction pratique ni rendre la preuve impossible pour la Société ou ses représentants. Or, comment établir ce fait de l'absence d'aliénation de ses titres par un actionnaire ? Il est, d'ailleurs, beaucoup trop absolu de dire que la négociation d'un titre au porteur ne comporte aucune preuve. Ce qui est

(1) Cass., 3 avril 1883, S., 83, 1, 119.

(2) Cass., 13 mai 1893, S., 93, 1, 281 V. dans le même sens : Aix, 25 fév. 1889, S., 90, 2, 180. — Amiens, 7 mars 1896, S., 97, 2, 46 et note dans DAL., 93, 1, 139.

vrai, c'est que dans les rapports du vendeur et de l'acheteur, comme aussi dans leurs rapports avec les tiers, la transmission du titre s'opère par simple tradition. Mais le vendeur n'en a pas moins possédé la qualité d'actionnaire, obligé de répondre aux appels de fonds pendant tout le temps où il a conservé cette qualité ; il ne pouvait, on le suppose par définition, s'affranchir que par une aliénation ; il lui appartenait de s'en ménager la preuve ; la négociation d'un titre au porteur, lorsqu'elle est faite loyalement, laisse presque toujours une trace, et, s'il en est autrement, le vendeur exposé plus tard à se voir réclamer les versements ne peut s'en prendre qu'à lui-même de son imprudence.

Au surplus, la théorie que nous soutenons est la seule conforme aux principes. L'actionnaire, que le demandeur démontre avoir possédé des actions à un moment donné, et qui prétend les avoir aliénées depuis, invoque en réalité une exception ou un moyen de défense et c'est sur lui que retombe le fardeau de la preuve (*reus in excipiendo fit actor*). En adoptant ce système, la Cour de Paris (1) nous paraît avoir respecté les règles générales du droit et assuré en même temps l'exécution des engagements reconnus par la jurisprudence exister à la charge du détenteur actuel ;

(1) Paris, 7 déc. 1893, *Gaz. Pal.*, 1894, 1, 90. — Paris, 31 oct. 1894, *Gaz. Pal.*, 1894, 2, 638. — Paris, 9 nov. 1894, *Gaz. Pal.*, 1894, 2, 699 V. dans le même sens : LYON-CAEN et RENAULT, n° 761. — VAVASSEUR, n° 512^{ter} et note de M. PIC, D., 93, 2, 455.

nous regrettons que ses décisions aient été cassées par la Cour suprême.

Il nous resterait une question à traiter. L'actionnaire qui a prouvé n'avoir plus les titres entre les mains, est-il obligé d'indiquer le nom de son acheteur, et, s'il l'ignore, parce que la négociation a eu lieu par ministère d'agent de change, ce dernier peut-il invoquer les règles du secret professionnel pour se refuser à faire toute révélation ? Nous reviendrons sur ce point, en étudiant les recours en matière d'appel de fonds.

SECTION III

SYSTÈME DE LA LOI DE 1893

Les développements que nous avons dû donner sur le système de la loi de 1867, nous dispensent d'insister longuement sur les inconvénients qu'il présentait. La clause, prévoyant la conversion au porteur après libération de moitié, était devenue de style dans les statuts; l'Assemblée générale ne manquait jamais d'autoriser la conversion, ni les actionnaires de profiter de cette faculté. Il en résultait, dans la pratique, une impossibilité presque absolue de recouvrer, en cas de désastre, la seconde moitié du capital social. Les titulaires successifs se trouvaient, sauf le détenteur actuel, libérés à l'expiration d'un délai assez bref, et le détenteur

actuel lui-même se trouvait, en fait, mis à l'abri le plus souvent de toute poursuite, à raison des difficultés de preuve imposées par la jurisprudence à la Société ou à ses représentants.

Ce régime néfaste avait donné lieu à de légitimes réclamations et appela spécialement l'attention du législateur lorsque la réforme de la loi sur les Sociétés par actions vint en discussion, après une période d'études préparatoires qui dura plusieurs années. C'est ainsi que la loi du 1^{er} août 1893 remplaça, par le texte suivant, l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867 :

Les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération.... (1). Les titulaires, les cessionnaires intermédiaires et les souscripteurs sont tenus solidairement du montant de l'action.

Tout souscripteur ou actionnaire, qui a cédé son titre, cesse, deux ans après la cession, d'être responsable des versements non encore appelés.

§ 1^{er}. — A quelles conditions les actions peuvent-elles être mises au porteur ?

Le nouvel article 3 renferme, comme l'ancien, deux dispositions qui se lient intimement entre elles : la première est relative à la forme des titres, la seconde concerne les obligations incombant aux titulaires suc-

(1) Le nouvel article 3 contient ensuite trois paragraphes étrangers à l'objet de notre étude et relatifs à l'impossibilité de négocier les actions d'apport pendant les deux ans qui suivent la constitution.

cessifs, et la première a pour but d'assurer l'exécution de la seconde.

La loi de 1893 déclare tout d'abord que les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération. C'est le retour au système de la loi de 1856. M. Clausel de Coussergues, rapporteur de la loi de 1893 à la Chambre des Députés, s'exprimait ainsi, sur le compte de la réforme proposée : « L'expérience a montré que, en
« tous cas, le recouvrement de la partie restant due
« sur les actions mises au porteur était d'une extrême
« difficulté. En définitive, il ne rentrait qu'une faible
« partie et le public était trompé par l'énonciation
« d'un capital qui ne se réalisait point. . . . En réalité,
« on faisait ou à bien peu de chose près, des actions
« de 250 francs au lieu d'actions de 500 francs, taux
« normal exigé par la loi. . . . Du moment que nous
« abaissons le taux minimum jusqu'au chiffre de
« 25 francs, il n'y a plus de motif pour réclamer la
« mise au porteur des actions avant leur libération
« intégrale ». Le législateur a donc obéi à la préoccupation d'assurer la réalisation complète du capital social et la nécessité lui a paru s'en imposer d'autant plus que les actions pouvaient désormais être émises à un taux moins élevé et que le sacrifice demandé à chacun devait être moins considérable.

La violation de l'article 3 entraînerait la nullité de la Société si les statuts eux-mêmes renfermaient une clause autorisant la conversion au porteur, en dehors

des termes de la loi. Ils nous suffit du reste, sur cette question de la nullité et sur celle de la responsabilité qui en résulterait, de renvoyer le lecteur à ce que nous avons dit à propos de la loi de 1867 (1).

Remarquons aussi que les actions peuvent être mises au porteur après libération intégrale, pourvu toutefois que les statuts ne l'interdisent pas. Après la réalisation complète des versements, le maintien de la forme nominative n'a plus aucune raison d'être au point de vue des exigences légales, et d'ailleurs le texte lui-même, en déclarant que les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération, indique suffisamment que les actions peuvent être mises au porteur.

Rappelons enfin que les anciennes sociétés constituées avant 1893 ont conservé le droit d'avoir des actions au porteur, dans les termes de la loi de 1867.

§ II. — Quelles sont les obligations des titulaires successifs ?

Après avoir, par le maintien de la forme nominative jusqu'à libération complète, promis à la Société ou à ses représentants de retrouver facilement les titulaires successifs, la loi de 1893 déclare qu'ils sont tenus solidairement du montant de l'action.

Ce système présente une certaine analogie avec celui de la loi de 1856. Signalons toutefois les diffé-

(1) V. *suprà*, p. 33 et suiv.

rences suivantes. La loi de 1893 mentionne formellement les cessionnaires intermédiaires dont la loi de 1856 n'avait pas parlé. En second lieu, elle atténue dans une grande mesure l'étendue des obligations des titulaires qui n'ont pas conservé leurs titres en établissant en leur faveur une prescription de deux ans à partir de la cession.

Il y aurait, en effet, un excès de rigueur à perpétuer indéfiniment les engagements des souscripteurs ou cessionnaires intermédiaires lorsqu'ils ont cessé d'être actionnaires, et par suite de participer aux chances favorables de l'entreprise. Cet inconvénient serait surtout nuisible dans les Sociétés, comme les compagnies d'assurances, où les appels de fonds ne sont pas effectués de longtemps, et où le capital présente surtout le caractère d'un capital de garantie. La persistance de l'obligation des cédants pendant deux ans suffit à assurer la sincérité de la cession et à prémunir la Société ou ses représentants contre les dangers d'une fraude difficile à combiner si longtemps à l'avance.

La durée du délai est un souvenir de la loi de 1867, mais combien le système nouveau est plus logique ! Précédemment, il fallait s'attacher dans tous les cas à une date unique, celle de la délibération de l'assemblée générale. Aujourd'hui, il convient de considérer spécialement pour chaque cédant l'époque de la cession consentie par lui. D'ailleurs, il eût été impossible de

maintenir le point de départ antérieurement fixé à la prescription, puisque l'assemblée générale ne peut plus se réunir pour autoriser la conversion au porteur.

Il y a lieu, suivant nous, de modifier un peu le texte de la loi nouvelle. Elle parle de la date de la cession, il serait plus juste de dire la date du transfert. Il s'agit, en effet, d'actions restées nécessairement nominatives, dont la transmission ne s'opère, à l'égard des tiers, que par un transfert sur les registres de la Société. Or, ceux qui réclament les versements complémentaires sont évidemment des tiers vis-à-vis du cédant et des cessionnaires (1).

Observons aussi que la prescription de deux ans est une courte prescription, qui est bien soumise par suite aux causes d'interruption prévues par le droit commun, mais qui n'est pas suspendue par l'incapacité du créancier (2). La remarque présente son intérêt si l'on admet avec nous l'existence d'une action directe au profit des créanciers de la Société contre les actionnaires (3). Que l'on suppose un de ces créanciers en état de minorité ou d'interdiction et la prescription de deux ans courra cependant contre lui.

Il est une cause de suspension spéciale indiquée par l'art. 2257 (C. civil) d'après lequel la prescription ne court point, *à l'égard d'une créance à jour fixe jus-*

(1) LYON-CAEN et RENAULT, app. n° 19. — BOUVIER-BANGILLON, p. 167.

(2) LYON-CAEN et RENAULT, app. n° 18.

(3) V. *suprà*, p. 12 et suiv.

qu'à ce que ce jour soit arrivé. » Cette disposition du droit commun se trouve-t-elle indirectement abrogée par notre article 3 dans la matière des appels de fonds ? En d'autres termes, voilà un actionnaire qui a cédé son titre ; les versements sont réclamés plus de deux ans après le transfert, la prescription s'est-elle accomplie au profit du cédant ?

Certains auteurs enseignent la négative (1). L'article 2257 (C. civil), disent-ils, qui constitue le droit commun en matière de prescription, n'a pas été abrogé expressément par l'article 3, et une abrogation implicite se comprendrait d'autant moins que l'article 7 de la même loi de 1893, relatif aux dispositions transitoires, réserve d'une façon précise l'application de l'article 2257.

Il est certain tout d'abord que cette opinion est trop absolue. Si l'époque des appels de fonds n'est pas fixée dans les statuts, comme cela a lieu le plus ordinairement, les versements ne sont pas réclamés à une date déterminée à l'avance, la créance n'est pas à jour fixe, et nous sommes en dehors des termes de l'article 2257.

La question ne peut donc se poser que dans l'hypothèse la plus rare, celle où les statuts précisent l'échéance des versements. Nous croyons que, même dans ce cas, il convient d'écarter l'article 2257. S'il en

(1) PERRIN, p. 15. — BOUVIER-BANGILLON, p. 167.

était autrement, l'article 3 de la loi de 1893 serait lettre morte ; n'y a-t-il pas lieu dès lors de s'inspirer du principe d'après lequel les dispositions spéciales dérogent aux dispositions plus générales ? Et la référence contenue dans l'article 7, loin de s'interpréter contre notre système, lui fournit, au contraire, un argument ; on ne peut dire, en effet, que le législateur de 1893 a perdu de vue l'art. 2257 du Code civil ; si le texte de l'article 3 est inconciliable avec cet article, ce défaut de concordance est évidemment intentionnel (1).

Terminons nos explications sur l'article 3 de la loi de 1893 en faisant observer que, tout comme l'article 3 de la loi de 1867, il est inspiré par des considérations d'ordre public. Les statuts ne peuvent donc déclarer les titulaires successifs libérés pas plus qu'ils ne peuvent autoriser la conversion au porteur dans des conditions contraires à la loi. Toute clause conçue en ce sens serait nulle et pourrait même entraîner la nullité de la Société, si elle n'était pas modifiée avant l'introduction de la demande en nullité (2).

§ III. — Dispositions transitoires.

Nous avons eu déjà l'occasion d'indiquer que la loi de 1893 était dépourvue d'effet rétroactif et justifié

(1) FAURE, p. 52 et 53.

(2) V. *suprà*, p. 33.

ainsi les longs développements donnés par nous sur le système de la loi de 1867. Le législateur a cru d'ailleurs devoir édicter des dispositions transitoires qu'il nous reste à faire connaître. L'article 7 de la loi de 1893 est ainsi conçu : *Pour les Sociétés par actions, en commandite ou anonymes déjà existantes, sans distinction entre celles antérieures à la loi du 24 juillet 1867 et celles postérieures, il n'est pas dérogé à la faculté qu'elles peuvent avoir de convertir leurs actions en titres au porteur avant libération intégrale. Quant aux actions nominatives des mêmes Sociétés, les deux ans après lesquels tout souscripteur ou actionnaire qui a cédé son titre cesse d'être responsable des versements non appelés, ne courront à l'égard des créanciers antérieurs à la présente loi qu'à partir de l'entrée en vigueur de la loi, et sauf application de l'article 2257 C. civ. pour les créances conditionnelles ou à terme et les actions en garantie.*

Ainsi, tout d'abord, les Sociétés antérieures à 1893 conservent la faculté que leurs statuts pouvaient leur donner de convertir leurs actions en titres au porteur. Par suite, que la conversion ait été autorisée par l'assemblée générale avant ou depuis la promulgation de la loi nouvelle, les conséquences de cette décision, au point de vue de la libération des titulaires, ne s'en produisent pas moins (1). Voilà ce que nous entendions

(1) LYON-CAEN et RENAUT, app. n° 59. — BOUVIER-BANGILLON, p. 174.

en disant que la loi de 1893 n'a pas d'effet rétroactif.

Mais il n'en résulte pas que les règles inaugurées par elle ne reçoivent jamais leur application pour les actions des Sociétés constituées antérieurement. En effet, bien que le système de la loi de 1893 soit en général beaucoup plus rigoureux à l'égard des actionnaires, le contraire peut se présenter parfois. Supposons un souscripteur ou un cessionnaire ayant acquis ses titres avant la délibération de l'assemblée générale. D'après la loi de 1867, il resterait tenu pendant les deux ans qui suivent cette délibération ; d'après la loi de 1893, le point de départ est fixé à l'époque à laquelle le souscripteur ou le cessionnaire a lui-même aliéné ses titres. Il se produira donc des hypothèses où le cédant aura intérêt à invoquer la loi nouvelle. Le pourra-t-il ? Si les actions ont été converties en actions au porteur, la négative nous paraît s'imposer. En effet, sous l'empire de la loi de 1893, les actions doivent être forcément nominatives, et le texte, qui prononce l'affranchissement au bout des deux ans qui suivent la cession, ne peut concerner que les actions nominatives. Si les titres ont conservé cette forme et si l'actionnaire n'a pas usé de la faculté de conversion accordée par l'assemblée générale, la solution doit être différente et le nouveau point de départ sera applicable à la prescription de deux ans.

Cette distinction nous semble d'ailleurs résulter clairement de l'article 7 de la loi de 1893 que nous

avons reproduit plus haut. Après avoir, dans une première phrase, déclaré que les anciennes Sociétés pourraient toujours décider la conversion au porteur dans les termes de leurs statuts, il prend, dans une seconde phrase, une précaution pour que les créanciers ne soient pas lésés par l'application de la règle nouvelle aux actions nominatives. L'antithèse établie entre les actions au porteur et les actions nominatives est donc très frappante. Et il n'est pas moins certain que les propriétaires d'actions nominatives peuvent, s'ils y trouvent leur intérêt, se prévaloir de la loi de 1893.

Arrivons maintenant à la précaution elle-même dont nous avons parlé. Il fallait éviter que les actionnaires, ayant cédé leurs titres antérieurement à la loi nouvelle, ne se prétendissent libérés immédiatement ou dans un délai trop court pour permettre l'exercice de poursuites contre eux. D'un autre côté, le législateur voulait faire profiter tous les intéressés de la prescription établie par lui, en cas de cession des titres. Pour concilier ces deux idées, l'article 7 dispose que le délai de la prescription ne commencera à courir à l'égard des créanciers antérieurs à la loi nouvelle qu'à partir de la mise en vigueur de cette loi. Il suffit, d'ailleurs, que l'appel de fonds ait été fait moins de deux ans après la promulgation de la loi ; il n'est pas nécessaire que l'assignation en justice soit elle-même intervenue avant l'expiration de ce délai (1).

(1) Paris, 19 avril 1899, *Gaz. Pal.*, 20 juin 1899.

Par l'expression « créanciers antérieurs » à la loi de 1893, il faut entendre non seulement les créanciers de la Société ayant traité avec elle avant le 1^{er} août 1893, mais encore la Société elle-même, qui était créancière des versements réclamés.

L'article 7 réserve enfin l'application de l'article 2257 du Code civil pour les créances conditionnelles ou à terme. Les mots « créances à terme » nous semblent viser le cas où les statuts ont fixé à l'avance l'époque des appels de fonds ; la prescription de deux ans ne commencera à courir qu'à cette date.

Mais à quoi se réfère la mention des « créances conditionnelles » ? A la créance de la Société ? Mais elle n'est pas conditionnelle au sens propre du mot, puisque la condition dépendrait uniquement de la volonté du créancier ; elle est affectée d'un terme, soit certain, si les statuts ont précisé la date des versements, soit incertain dans le cas contraire. Faut-il dire dès lors que les créanciers de la Société dont la créance est conditionnelle ne pourront se voir opposer la prescription, tant que la condition ne sera pas accomplie ? Nous ne le croyons pas. Lorsque la Société a perdu à l'encontre d'un actionnaire tous ses droits par un mode d'extinction ordinaire, tel que paiement, compensation ou prescription, les créanciers de cette Société ne peuvent en principe rien réclamer à cet actionnaire. L'article 7 a-t-il voulu faire exception à cette règle pour les créanciers dont la créance est

conditionnelle? On n'en verrait pas les motifs. Nous pensons que les mots « créances conditionnelles » se sont glissés dans le texte par suite d'une inadvertance, le rédacteur de l'article, ayant eu sous les yeux l'article 2257 C. civ. et ne s'étant pas rendu compte que la mention des créances conditionnelles n'avait aucune raison d'être en notre matière (1).

(1) V. en ce sens : BOUVIER-BANGILLON, p. 471.

CHAPITRE III

DE LA SOLIDARITÉ ET DES RECOURS EN MATIÈRE D'APPEL DE FONDS

Nous avons indiqué, dans le chapitre précédent, quelles étaient les personnes tenues de répondre aux appels de fonds. La plupart du temps, la charge de compléter les versements pèse sur plusieurs obligés. Les représentants de la Société peuvent-ils, à leur choix, exercer des poursuites contre chacun d'eux? Ne peut-il pas arriver que celui qui a payé ait un recours contre les autres ou tout au moins contre quelques-uns? C'est ce que nous allons maintenant rechercher. Le silence presque absolu gardé sur ces deux points par les lois spéciales relatives aux Sociétés a fait naître de vives controverses et l'on est réduit, pour les résoudre, à consulter les principes généraux dont l'application n'est pas toujours facile.

La division la plus naturelle du sujet nous paraît la suivante et nous distinguerons trois hypothèses qui se subdiviseront d'ailleurs à leur tour : 1° les actions sont restées nominatives, 2° les actions ont été irrégulière-

ment mises au porteur; 3° les actions ont été régulièrement mises au porteur.

SECTION PREMIÈRE

LES ACTIONS SONT RESTÉES NOMINATIVES

Nous commençons par la loi du 1^{er} août 1893 parce qu'elle donne une réponse précise au moins à l'une de nos deux questions. L'article 3 porte en effet que les titulaires, les cessionnaires intermédiaires et les souscripteurs primitifs sont tenus solidairement du montant de l'action. Ainsi, aucun doute ne peut s'élever pour les Sociétés soumises à la loi nouvelle. Les divers obligés sont solidaires et les représentants de la Société ont le droit de réclamer à chacun la totalité des versements. Rappelons toutefois que l'actionnaire qui a cédé ses titres n'est pas responsable des sommes non encore appelées dans les deux ans qui ont suivi la cession régularisée par un transfert. Mais, tous ceux qui ne peuvent invoquer cette prescription, restent solidaires les uns des autres.

Aucune des lois précédentes n'a formellement édicté cette règle de la solidarité, mais elle n'en existe pas moins, précisément en raison de l'absence de disposition contraire. Du moment, en effet, que le législateur a mis, sans aucune division, la dette du non-

versé à la charge de plusieurs personnes, chacune d'elles est obligée *in solidum*, et les représentants de la Société ont toute liberté de poursuivre l'une ou l'autre, aucun ordre ne leur étant imposé (1). Il y a donc entre elles ce que les auteurs appellent une solidarité imparfaite, donnant au créancier tous les avantages de la solidarité au point de vue du choix du débiteur à mettre en cause. Il est à peine besoin d'observer que la solidarité suppose une dette et que le droit d'option du créancier se restreint à ceux d'entre les titulaires successifs qui sont encore tenus de répondre aux appels de fonds, d'après les distinctions établies plus haut.

Abordons maintenant la seconde question, celle du recours appartenant éventuellement à celui des actionnaires qui a réalisé les versements sur la poursuite des représentants de la Société. Faisons d'abord une remarque d'ordre général. Il s'agit ici des rapports existant entre les titulaires successifs et aucun principe d'ordre public ne se trouve engagé. Par suite, la convention forme la loi des parties et doit recevoir son application si elle s'est expliquée sur le recours pouvant résulter pour l'un des contractants du paiement des sommes appelées sur les actions. Le cas sera d'ailleurs excessivement rare.

Dans le silence du contrat, quelle sera la règle à

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 763. — *Contrà* : M. THALLER, *Rev. critique*, *loc. cit.*

suivre ? La loi de 1893 nous fournit encore, sur ce point, au moins une indication. Les titulaires, dit-elle, les cessionnaires intermédiaires et les souscripteurs sont tenus solidairement du montant de l'action. Elle énumère donc les différents obligés dans un ordre inverse à celui des transmissions. N'est-ce pas dire clairement que la dette pèse avant tout sur l'actionnaire actuel, qu'il ne possède aucun recours en cas de paiement, et au contraire que celui des autres titulaires qui a été poursuivi peut se retourner contre tous ceux auxquels l'action a appartenu après lui ?

Au surplus, cette solution, absolument logique, doit prévaloir sous l'empire de toutes les lois qui se sont succédé en matière de Société (1). L'actionnaire actuel tout d'abord, jouit des avantages attachés éventuellement à la qualité d'associé, il est tout naturel qu'il supporte les charges correspondantes. La situation du souscripteur ou du cessionnaire intermédiaire est toute différente. En réalisant les versements, il a payé la dette d'autrui et puise dans ce paiement le principe d'un recours. Les règles de la garantie et celles de la subrogation légale s'unissent d'ailleurs pour produire ce résultat. Le cédant transmet au cessionnaire les droits qu'il possédait comme associé et le cessionnaire assume, en revanche, les obligations corrélatives ; il doit par suite garantir le cédant qui a été tenu d'ac-

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 764.

quitter un engagement d'associé. En outre, celui des titulaires qui réalise les versements, paie une dette dont il était tenu avec d'autres et peut invoquer le bénéfice de la subrogation légale, conformément à l'article 1251 3° C. civ. S'il s'adressait toutefois à un titulaire antérieur, celui-ci lui répondrait en lui opposant l'exception de garantie. Ainsi se trouve justifiée cette solution. Le recours existe contre tous ceux et contre ceux-là seulement qui, dans l'ordre des transmissions, viennent après le titulaire poursuivi, et celui-ci ne peut s'adresser ni à son cessionnaire immédiat, ni, en exerçant les droits de ce dernier, à un cessionnaire intermédiaire, ni même au détenteur actuel.

Les questions de preuve sont d'ailleurs très simplifiées par la forme nominative que les actions ont dû conserver. Le registre des transferts révélera les noms de tous les actionnaires successifs. Et si le transfert n'est pas encore opéré, la cession ayant eu lieu par l'un des modes du droit civil, le cédant n'en connaîtra pas moins son cessionnaire et pourra sans difficulté recourir contre lui.

Observons en terminant que la prescription de deux ans, établie au profit de l'actionnaire qui a cédé son titre, s'applique au cas d'un recours exercé par un titulaire précédent comme à celui d'une poursuite directe intentée par les représentants de la Société. Il faut cependant, au moins dans une opinion, tenir

compte de l'article 2257 du Code civil, aux termes duquel la prescription ne court point, à l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu. Le point de départ des deux ans se fixerait donc seulement au moment où celui qui possède un recours éventuel serait actionné lui-même. Autrement le droit au recours pourrait se trouver éteint avant que de naître. Ce raisonnement est exact si l'on admet le système que nous avons combattu et d'après lequel la prescription de deux ans, opposable aux représentants de la Société ne commence à courir que du jour de l'appel de fonds, s'il est postérieur à la rétrocession de ses titres par l'actionnaire poursuivi. Mais nous croyons que l'article 3 de la loi de 1893 déroge à l'article 2257 C. civ. et que le titulaire, qui ne possède plus les actions depuis au moins deux ans, est à l'abri de toute réclamation exercée, soit directement par les représentants de la Société, soit indirectement sous forme de recours (1).

Rappelons toutefois les dispositions transitoires édictées par l'article 7 de la loi de 1893 qui, pour les créanciers antérieurs à la loi nouvelle, fixe le point de départ de la prescription au jour de la promulgation et réserve expressément l'application de l'article 2257 Code civil pour les actions en garantie. Si le bénéficiaire du recours a été poursuivi lui-même avant le

(1) V. *suprà*, p. 107 et seq.

1^{er} août 1893, il a eu deux ans à partir de cette date pour exercer son recours. Si la poursuite principale a eu lieu à une époque postérieure, le recours a été recevable pendant les deux années qui ont suivi cette époque.

SECTION II

LES ACTIONS ONT ÉTÉ IRRÉGULIÈREMENT MISES AU PORTEUR

A la différence des hypothèses prévues dans la section précédente, celles que nous examinons dans la présente section et dans la suivante supposent nécessairement une Société soumise au régime de la loi de 1867 (1). La conversion au porteur a eu lieu, dans des conditions soit irrégulières, soit régulières. Examinons d'abord le premier cas, qui se rapproche le plus de celui où les actions sont restées nominatives.

Chacun des différents obligés est tenu *in solidum* de répondre aux appels de fonds, la loi n'ayant point divisé la dette entre eux. Quant aux questions de recours, elles doivent être tranchées d'après les distinctions que nous avons admises relativement au droit de poursuite appartenant aux représentants de la

(1) Cependant nos explications seraient également applicables aux commandites par actions antérieures à la loi de 1856 et qui ont pu par suite diviser leur capital en titres au porteur.

Société (1). Lorsque la conversion au porteur a été opérée en l'absence de toute clause dans les statuts ou de toute délibération de l'assemblée générale, l'action, vendue comme titre au porteur, est bien affectée d'un vice, mais ce vice est apparent et l'acheteur ne peut soutenir qu'il a été trompé. Il en est de même si la délibération de l'assemblée générale, autorisant la conversion, porte en elle-même la preuve de son irrégularité en constatant que le versement de moitié n'a pas été effectué sur toutes les actions. Dans ces divers cas, celui des titulaires successifs qui a dû payer les sommes réclamées possède un recours contre ceux qui le suivent dans l'ordre des transmissions.

Si au contraire la conversion au porteur a été opérée dans des conditions licites en apparence, certains actionnaires sont affranchis de tout recours comme ils sont dégagés de toute dette à l'égard des représentants de la Société. Nous voulons parler des cessionnaires intermédiaires qui ont acquis les titres après la délibération de l'assemblée générale et les ont aliénés à leur tour avant l'appel de fonds.

Il nous reste à examiner la question de preuve. Tout irrégulière qu'ait été la conversion, les actions n'en ont pas moins, en fait, pu circuler de mains en mains comme titres au porteur. Si la négociation a eu lieu directement, chaque vendeur connaîtra son ache-

(1) V. en ce sens : LYON-CAEN et RENAULT, n° 767 *bis*. — Cass., 8 août 1882, D. 83, 4, 241.

teur et exercera son recours contre lui, sauf à faire la preuve de l'aliénation et il ne devra s'en prendre qu'à lui-même s'il ne s'en est pas à l'avance ménagé les moyens.

Mais, le plus souvent, la négociation aura été opérée par ministère d'agent de change et le vendeur ignorera le nom de son acheteur. Pourra-t-il forcer l'agent de change à le révéler? L'article 40 du décret du 7 octobre 1890, reproduisant l'article 19 de l'arrêté du 27 prairial an X, astreint les agents de change au secret professionnel et ils se sont toujours retranchés derrière cette obligation pour refuser toute indication relative aux opérations effectuées par leur entremise. Cette résistance est-elle fondée? Les motifs invoqués à son appui présentent surtout de la valeur lorsque la conversion au porteur a été régulière, et ils ont déterminé la jurisprudence à admettre dans ce cas la prétention des agents de change. Nous examinerons ce qu'il faut penser de cette solution, mais il nous paraît certain qu'elle est inapplicable à notre hypothèse. Les actions ont conservé au fond le caractère d'actions nominatives, et, du moment que l'on reconnaît au profit du cédant, l'existence d'un recours, il faut bien lui accorder les moyens pratiques de l'exercer. C'est d'ailleurs ce que décide la jurisprudence elle-même (1).

(1) Cass., 8 août 1882, S., 83, 1, 49, D., 83, 1, 241. — Conf. : LYON-CAEN et RENAULT, n° 767 bis.

SECTION III

LES ACTIONS ONT ÉTÉ RÉGULIÈREMENT MISES AU PORTEUR

Nous arrivons à l'hypothèse la plus délicate, celle où les actions ont effectivement et régulièrement revêtu la forme de titres au porteur. Il n'y a pas de difficulté cependant, en ce qui concerne la solidarité. Chacun des obligés est, faute de disposition contraire, tenu *in solidum* et les représentants de la Société peuvent librement s'adresser à l'un ou à l'autre.

Mais la question n'est pas aussi simple au point de vue du recours éventuel appartenant à l'actionnaire qui a réalisé les versements. Deux points toutefois sont hors de discussion. Tout d'abord, le détenteur actuel ne possède aucun recours ; en répondant aux appels de fonds, il a éteint sa propre dette et voilà tout. En second lieu, si deux ans ne sont pas encore écoulés depuis la délibération de l'assemblée générale, le souscripteur primitif ou le cessionnaire qui a dû, en raison de cette circonstance, satisfaire à la réclamation des représentants de la Société, peut se retourner contre tous les titulaires également obligés qui ont possédé les actions après lui. Cette formule comprend le détenteur actuel et les cessionnaires qui ont acquis les titres avant la délibération de l'assemblée générale. L'existence de ce recours se justifie, comme

dans les hypothèses prévues aux sections précédentes, par les règles de la garantie et celles de la subrogation.

Lorsque la prescription de deux ans est accomplie, la question du recours ne se pose plus, puisque la seule personne, qui soit tenue de répondre aux appels de fonds, est le détenteur actuel, et encore ce point est controversé.

Mais que décider dans le cas suivant ? Le délai de deux ans n'est pas expiré, un souscripteur ou un cessionnaire antérieur à la délibération a réalisé les versements, possède-t-il un recours contre les cessionnaires postérieurs à la délibération qui n'ont plus les titres entre les mains ? Si l'on s'en tenait aux principes de la subrogation, la négative s'imposerait. Les personnes que nous envisageons sont, en effet, dans l'opinion générale, affranchies de la dette du non versé. Mais le recours ne peut-il être reconnu fondé en vertu de la garantie ? Au premier abord, il semble bien que oui. La propriété d'une action non libérée comporte à la fois des droits et des obligations, le vendeur entend conférer à l'acheteur les avantages attachés à la qualité d'actionnaire et l'acheteur accepte d'assurer les charges correspondantes. Il ne s'acquitte pas complètement en payant le prix convenu ; il doit, en outre, garantir le vendeur contre tout paiement qu'il serait contraint de faire aux représentants d'une Société qui ne le compte plus parmi ses membres. Cela est si vrai que le prix de la cession est calculé en conséquence, il est

souvent fort modique, parfois même le vendeur verse à l'acheteur une certaine somme qui représente alors, en quelque sorte, une prime d'assurance contre l'éventualité des appels de fonds. Et si la vente a lieu à la Bourse, l'action est, dans les usages, toujours supposée libérée. Rien de plus logique, dès lors, que de sous-entendre, sauf volonté contraire expresse, la stipulation d'une garantie absolument conforme à la nature des choses. La convention présente une certaine analogie avec la cession d'hérédité prévue par l'article 1698 du Code civil et dans laquelle l'acquéreur s'engage à rembourser au vendeur le montant des dettes héréditaires qu'il aurait été forcé de payer. Le cédant peut d'ailleurs agir directement, non seulement contre son propre cessionnaire mais contre un cessionnaire subséquent ou le détenteur actuel ; l'article 1166 du Code civil l'y autoriserait, et au besoin l'article 1121 relatif à la stipulation pour autrui ; l'on peut admettre, en effet, que chaque cédant stipule la garantie à la fois pour lui-même et pour les cédants antérieurs.

On objecterait vainement que les cessionnaires postérieurs à la délibération de l'Assemblée générale sont dégagés vis-à-vis de la Société, et qu'admettre la possibilité d'un recours contre eux, ce serait leur imposer indirectement le fardeau d'une dette qui ne leur incombe pas. Il ne faut pas confondre, en effet, les obligations résultant de la qualité d'associé et celles dérivant du contrat de vente. Sur ce dernier point,

il est certain que la loi spéciale ne renferme aucune dérogation au droit commun.

On dira peut-être encore que les cédants ne peuvent se plaindre de se voir refuser le recours; ils n'avaient qu'à ne pas voter la conversion au porteur qui a seule permis aux cessionnaires d'invoquer leur libération. L'argument n'aurait pas de portée, celui qui prétend exercer le recours pouvant avoir fait partie de la minorité qui a repoussé le projet de conversion, ou avoir vendu ses titres avant la réunion de l'assemblée générale. En résumé, il n'existe, dit-on, aucun motif de ne pas appliquer dans notre hypothèse, les règles ordinaires de la garantie (1).

Ces arguments n'ont point déterminé la jurisprudence qui a toujours admis le système contraire. Elle se fonde sur le caractère spécial des titres au porteur et les usages du commerce. Un parère rédigé par un certain nombre de banquiers et de directeurs de Sociétés s'explique, à cet égard, dans les termes suivants : « Si la possession d'un pareil titre, dont le
« caractère essentiel est l'anonymat, pouvait engager
« pour l'avenir la responsabilité de celui entre les mains
« duquel il ne s'est trouvé que momentanément,
« l'avantage de la forme au porteur disparaîtrait, et

(1) V. en ce sens une note de M. LYON-CAEN, S., 83, 2, 493, V. aussi la thèse de M. DE CHAUVERON, p. 227 et seq. et celle de M. BRUN, p. 419 et seq.

« les opérations sur les titres de cette nature n'offri-
 « raient plus aucune sécurité (1) ».

Ce motif à lui seul ne serait assurément pas suffisant pour faire échec à un principe de droit bien certain, mais il s'agit en somme d'interpréter la volonté des parties et de rechercher si le vendeur n'a pas implicitement renoncé à un recours qui peut lui appartenir éventuellement. « La garantie, disent fort bien
 « MM. Lyon-Caen et Renault, due au vendeur par
 « l'acheteur d'une action non libérée n'est pas de
 « l'essence, mais seulement de la nature de la vente ». Les usages invoqués par la jurisprudence ne présentent donc aucun caractère illicite et doivent être suivis.

Mais il convient de ne rien exagérer. Nous avons admis que le détenteur actuel était toujours tenu d'effectuer les versements réclamés et exposé à un recours de la part du titulaire antérieur qui les aurait réalisés sur la poursuite des représentants de la Société. Si le détenteur actuel est connu et que l'on puisse établir sa qualité, rien de mieux. Mais il peut se faire que le titre ait circulé dans de nombreuses mains, avant de parvenir entre les siennes et que, dans la chaîne des titulaires successifs, se trouvent un ou plusieurs cessionnaires qui ont acquis les actions après la délibération de l'assemblée générale et les ont

(1) *Rev. des Sociétés*, 1883, 502. — V. dans le même sens : Lyon, 2 juillet 1883, S., 83, 2, 193. — Cass., 29 juin 1883, S., 86, 1, 17. — Paris, 26 juillet 1887, *R. des Soc.*, 1887, 582. — Paris, 29 mars 1889, *R. des Soc.*, 89, 570.

revendues avant l'appel de fonds. Ces derniers, nous venons de le voir, ne sont pas soumis personnellement au recours. Mais si celui qui a libéré les titres demande simplement à l'un d'eux de lui révéler le nom de son propre cessionnaire, peut-il s'y refuser ?

La jurisprudence l'admet (1). Et il semble bien que ce système soit conforme aux usages de la Bourse. Voici, en effet, ce que nous lisons dans un avis émis par l'Union des Banquiers du Commerce de Paris et de la province : « La recherche de transmissions
« successives des effets au porteur apporterait dans
« les opérations considérables auxquelles ces titres
« donnent lieu, opérations qui alimentent et soutien-
« nent le crédit public, un élément de rétroactivité
« tout à fait imprévu qui bouleverserait d'innom-
« brables transactions, considérées à bon droit comme
« définitives, et qui entraverait les opérations futures
« au grand préjudice de la circulation des capitaux. »

Nous ne croyons pas cette fois devoir adopter l'opinion qui prévaut dans la pratique. Il est certain, en effet, que le détenteur actuel reste obligé, dans notre hypothèse, de répondre aux appels de fonds et soumis au recours de celui d'entre les titulaires précédents qui a réalisé les versements. La plupart du temps, ce détenteur actuel ne pourrait être découvert si l'on ne contraignait pas chacun des actionnaires successifs à indiquer son propre acheteur. Que les cessionnaires

(1) Cass., 29 juin 1885, S., 86, 1, 17.

intermédiaires, postérieurs à la délibération de l'assemblée générale, soient dégagés de la dette du non versé et à l'abri de tout recours, nous le voulons bien, il y a là une stipulation qui ne contredit pas la loi et qui est sous-entendue d'après les usages. Mais en quoi les cessionnaires peuvent-ils se plaindre lorsqu'on leur demande simplement la révélation d'un nom ? N'est-ce pas d'ailleurs leur réclamer ce qu'on est absolument en droit d'exiger, à savoir la preuve qu'ils ont cessé de posséder les titres et par suite d'être obligés de les libérer ? En quoi les opérations de Bourse, nous parlons des opérations sincères et loyales, seront-elles entravées ? Nous comprendrions en théorie un système où il fût bien entendu que la mise des actions au porteur équivaut à l'affranchissement des actionnaires futurs. Mais ces idées n'ont pas prévalu. Celui qui achète un titre au porteur sait ou doit savoir qu'il est tenu de réaliser les versements appelés pendant que le titre lui appartient. Cette obligation persiste, suivant nous, bien que deux ans se soient écoulés depuis la délibération de l'assemblée générale. En tous cas, il est certain qu'elle n'est pas éteinte avant l'expiration de ces deux années et il faut supposer, pour que le recours soit possible, que l'appel de fonds s'est produit dans ce délai. Nous ne voyons dès lors aucune raison de priver celui qui possède le recours, des moyens pratiques lui permettant de l'exercer (1).

(1) En ce sens : LYON-CAEN et RENAULT, n° 765.

Une nouvelle difficulté se présente cependant. Le plus souvent la négociation aura eu lieu à la Bourse par ministère d'agent de change et le cessionnaire recherché ignorera le nom de son propre cessionnaire. Il le réclamera à son agent de change et celui-ci se retranchera derrière le secret professionnel (1). Elle s'appuie sur ce motif que le recours se fonde, non point sur la cession elle-même, mais uniquement sur la subrogation de celui qui a payé la Société aux droits de celle-ci. Par suite, disent les arrêts, l'opération intervenue entre le cessionnaire devenu cédant à son tour et son acquéreur n'exige pas que les parties se connaissent. Dès lors, l'on n'est plus dans les termes de l'exception apportée par l'arrêté du 27 prairial an X à la règle générale du secret professionnel des agents de change.

Cet argument ne nous convainc pas. Nous avons établi au contraire que le recours avait sa source, non seulement dans la subrogation, mais encore dans les principes de la garantie, en matière de vente d'actions non libérées. C'est le cas par conséquent d'appliquer l'exception indiquée plus haut. D'ailleurs, quelle est la raison d'être du secret professionnel imposé aux agents de change? On a voulu assurer autant que possible la sincérité des cours qui pourraient se trouver

(1) Cass., 29 juin 1885, S., 86, 1, 17. — Lyon, 2 juillet 1883, 23 janvier 1884, 13 août 1884, *Rev. des Soc.*, 1884, p. 147, 159 et 1885, p. 272. — Paris, 29 mars 1889, *Rev. des Soc.*, 1889, p. 570.

influencés si telle ou telle personnalité financière était connue pour se livrer à la vente ou à l'achat de valeurs déterminées. Or, ce motif disparaît lorsqu'il s'agit d'une opération passée. Au surplus, l'obligation pesant à la charge du détenteur actuel resterait absolument lettre morte si l'on ne fournissait pas à la Société ou à ceux qui l'ont payée les moyens de le découvrir. Nous ne pouvons imputer au législateur une pareille contradiction, sans y être contraint par un texte bien précis qui fait certainement défaut (1).

(1) V. en ce sens : LYON-CAEN et RENAULT, n° 766 et note de M. LYON-CAEN, S., 83, 2, 193. — Notes de M. VAVASSEUR, *R. des Soc.*, 1884, p. 149 et 87, p. 583.

CHAPITRE IV

DES VOIES D'EXÉCUTION. — DE L'EXÉCUTION EN BOURSE

Les actionnaires dont les titres ne sont pas libérés et qui ne répondent pas à un appel de fonds régulier sont soumis, comme tous les débiteurs, à l'action personnelle et peuvent être contraints, par une saisie, à remplir leurs engagements.

Mais, la plupart du temps, les statuts autorisent une autre voie d'exécution, sur laquelle d'ailleurs le législateur ne s'est point expliqué : c'est la voie de l'exécution en Bourse. D'après les usages de la Bourse de Paris, voici comment s'effectue l'exécution dont nous parlons. La Société considère les titres comme libérés du versement appelé et les fait vendre sur duplicata. Ainsi, supposons que les titres soient des actions de 500 francs libérées du quart, qu'on ait appelé un second quart, soit 125 francs encore, les titres exécutés seront vendus comme libérés de 250 francs.

Telle est la pratique constante; même si les statuts sont restés muets sur ce point, c'est encore de cette façon qu'on les interprète (1).

(1) Cass., 8 déc. 1891, *R. des Soc.*, 1892, p. 421; Cass., 21 oct. 1892, *R. des Soc.*, 1893, 7. — PONT, n° 950. — HOUPIŒ, n° 49.

Pour les titres, qui ne sont point admis aux honneurs de la cote et ne sont négociables qu'en banque, il est d'usage de stipuler dans les statuts qu'ils seront exécutés par voie de vente aux enchères publiques devant notaire.

Dans tous les cas, le prix retiré de la vente s'impute sur les versements réclamés ; s'il existe un excédent, ce qui se produit rarement, il appartient à l'actionnaire exécuté, mais, en revanche, si la Société n'est pas couverte, par l'exécution, du montant de l'appel de fonds, son actionnaire reste débiteur de la différence.

Le silence de la loi a donné à la verve des auteurs lieu de s'exercer ; il fallait bien justifier et légitimer un droit qui semble un peu exorbitant au premier abord, mais dont les avantages pratiques sont incontestables.

Les uns ont voulu voir dans l'exécution en Bourse une sorte d'expropriation ; nous ne nous attarderons pas à réfuter cette théorie ; il suffit de remarquer que l'expropriation nécessite un titre exécutoire en vertu duquel elle est poursuivie et qu'ici nous chercherions vainement ce titre.

Est-ce la réalisation d'un gage ? On l'a soutenu (1) ; mais nous ne le croyons pas encore. Pour qu'il y ait nantissement, il faut que le débiteur se soit dépossédé

(1) MESNIL, *J. des Sociétés*, 1898, 145.

du gage entre les mains du créancier, et il n'y a point ici la moindre dépossession de ce genre.

M. Labbé (1) enseigne qu'il faut voir dans notre clause un remplacement : un actionnaire s'est dérobé aux obligations qui lui incombait, il est remplacé par un autre. Cette théorie serait inattaquable si nous nous trouvions en présence d'un mandement collectif donné par la loi ou par le juge à tous les officiers de justice, de vendre le titre non libéré ; ici, nous ne voyons qu'un agent de change déterminé, désigné par le juge pour effectuer l'exécution.

M. Thaller (2) nous semble approcher davantage de la vérité quand il propose d'assimiler la souscription d'actions à un contrat à titre onéreux résoluble pour inexécution, dans les termes de l'article 1184 du Code civil. L'actionnaire n'a pas accompli ses obligations, la Société l'exclut de son sein, en effaçant rétroactivement la relation juridique qui l'attachait à elle. Les premiers versements sont conservés, il est vrai, mais à titre de dommages-intérêts. L'action n'en est pas moins présumée être restée vacante et n'avoir jamais eu de titulaire. La Société donne un ordre de Bourse à un agent de change pour trouver un souscripteur à cette part qui, légalement, n'avait pas encore été appropriée.

La jurisprudence n'hésite pas à reconnaître la légiti-

(1) S., 88, 1, 401.

(2) D., 86, 2, 90.

mité du procédé dont nous nous occupons (1); elle valide la clause par laquelle une Société autorise l'exécution en Bourse, après une simple sommation par lettre chargée, adressée aux titulaires actuels des titres restés en souffrance, et qui n'avait point été envoyée aux souscripteurs primitifs, demeurés responsables des versements à faire (2).

Elle admet encore la légimité de l'exécution en Bourse, bien que ce droit n'ait pas été inséré dans les statuts, si la clause a été inscrite sur les titres provisoires remis aux souscripteurs après la première répartition; les juges font alors résulter l'acceptation des souscripteurs d'un ensemble de circonstances : le fait du versement opéré contre remise du titre, l'impression de la clause en caractères typographiques suffisants pour attirer son attention et surtout l'emploi habituel d'une telle voie de contrainte, emploi connu de tous les financiers expérimentés (3).

La Société n'est point tenue d'user de son droit au moment précis où on ne répond pas à son appel de fonds; elle peut choisir une époque plus favorable, et elle n'a pas besoin de procéder alors à une nouvelle mise en demeure.

(1) Cass., 10 mai 1859, D., 59, 1, 368; Cass., 14 fév. 1872, D., 72, 1, 244; Cass., 8 déc. 1891, *R. des Soc.*, 1892, p. 121; Cass., 21 oct. 1892, *R. des Soc.*, 1893, p. 7; Cass., 11 juillet 1895, *R. des Soc.*, 1896, 387 et D., 97, 1, 50; Trib. com. Seine, 17 mars 1896 (*Le Droit* du 26 avril).

(2) Cass., 26 oct. 1892, *R. des Soc.*, 1893, p. 7.

(3) Paris, 30 juin 1891, *Revue des Sociétés*, 92, 356; Cass. 11 juillet 1895, S. 95, 1, 329.

Fait-elle l'appel de fonds alors que les titres n'ont qu'une valeur dépréciée, les actionnaires ne peuvent, malgré cela, se plaindre de voir leurs titres exécutés en Bourse, à moins qu'ils ne puissent prouver une intention dolosive de la part de la Société (1). Certains administrateurs de la Société auraient-ils nourri cette pensée malveillante, ils seraient condamnés à des dommages-intérêts, mais l'exécution en Bourse ne serait point annulée pour cela, à moins qu'elle n'eût été provoquée par le Conseil d'administration irrégulièrement composé (2). La vente est-elle annulée, sans que les actionnaires puissent justifier d'un préjudice distinct, il n'y a pas lieu de prononcer à leur profit une condamnation à des dommages-intérêts, l'annulation ayant réparé tout le mal dont ils pouvaient légitimement se plaindre (3).

On a critiqué, dans la doctrine, le système suivi par la jurisprudence pour faire exécuter en Bourse les titres soumis à l'appel de fonds. Nous croyons que l'on peut apporter, à l'appui de l'usage adopté par la Bourse de Paris et consacré par la jurisprudence, des motifs de la plus haute valeur pratique.

Si d'abord, l'acheteur du titre exécuté en Bourse se dérobaît à son tour à l'appel de fonds, il faudrait procéder à une nouvelle exécution et imputer sur le

(1) Paris, 19 fév. 1850, D., 50, 2, 107. — PONT, n° 950.

(2) Cass., 8 déc. 1891, *R. des Soc.*, 1892, 121 et S., 92, 1, 6.

(3) Paris, 24 janv. 1889, *R. des Soc.*, 1889, 201.

versement appelé le prix obtenu par les deux opérations successives. Il est plus simple et plus rapide de vendre immédiatement le titre comme libéré de la partie appelée. Notre procédé présente encore cet avantage de ne mettre sur le marché que des actions d'égale valeur; sans cela nous verrions négocier à la fois des titres libérés de moitié (par exemple) et d'autres (les titres exécutés) libérés seulement du quart. Les acheteurs qui, même en Bourse, sont quelquefois naïfs et inexpérimentés, pourraient devenir les victimes excusables d'une confusion irréparable.

On a bien dit que la jurisprudence créait ainsi une inégalité choquante entre les actionnaires, puisque les nouveaux acquéreurs se trouvent avoir la même situation que les souscripteurs ou les détenteurs qui ont répondu à l'appel de fonds (1). Il ne faut pas s'émouvoir de cette critique. D'abord notre inégalité de fait n'est que le résultat de l'application d'une clause écrite ou sous-entendue des statuts; ensuite, l'acquéreur du titre exécuté se trouve exactement dans la situation où se trouve tout autre cessionnaire, quel que soit le prix de son acquisition (2).

L'exécution peut, avons-nous dit, ne produire qu'une partie de la somme due; dans ce cas, la Société, qui aurait pu agir immédiatement contre les débiteurs, conserve incontestablement le droit de les poursuivre

(1) Article de M. LEDEBT. *R. des Soc.*, 1892, 123.

(2) Paris, 6 mai 1891, *R. des Soc.*, 1891, 386.

sur leur fortune personnelle pour la différence (1). Ce droit est reconnu aussi bien par ceux qui considèrent l'exécution en Bourse comme une expropriation — et alors on le fait résulter du contrat même — que par ceux qui, comme nous, y voient l'exercice de la condition résolutoire. Les détenteurs et les souscripteurs ont commis une faute en ne remplissant pas les obligations auxquelles ils étaient soumis et ils doivent des dommages-intérêts à raison du préjudice que leur retard fautif a occasionné à la Société (2).

L'acquéreur prend véritablement dans la Société la place de l'actionnaire exécuté ; il peut donc participer aux assemblées générales de la Société (3) ; au contraire, l'actionnaire exécuté cesse d'appartenir à la Société : il ne peut plus, par exemple, critiquer les opérations de la liquidation (4).

Tels sont les caractères qu'une jurisprudence constante, appuyée sur les usages du commerce, nous permet d'assigner à l'exécution en Bourse. Il importe de remarquer encore que les Sociétés n'ont quelquefois aucune autre voie de contrainte.

Si la conversion au porteur a été autorisée, conformément à l'article 3 de la loi de 1867, la Société ne peut plus poursuivre personnellement les actionnaires. Les personnes ont cessé d'être débitrices, les titres

(1) Trib. com. Seine, 30 nov. 1885, *J. des trib. de commerce*, XXXVI, p. 42.

(2) Cass., 11 juillet 1895, S., 95, 1, 329.

(3) Paris, 15 avril 1885, *R. des Soc.*, 1885, p. 485.

(4) Trib. com. Seine, 30 avril 1892. *Gaz. des Trib.*, 1^{er} juin 1892.

seuls demeurent tenus, sous réserve, toutefois, du droit de rechercher le dernier porteur (1) et sous réserve encore de la persistance pendant deux ans de la dette des souscripteurs primitifs et des cessionnaires antérieurs à la délibération de l'assemblée générale. Sauf ces tempéraments, la Société n'a plus qu'une action réelle contre le titre récalcitrant ; « elle l'exécute dans le vide et non contre un porteur dénommé (2) ». Et même si la Société a conservé l'action directe, elle emploiera souvent de préférence la voie de l'exécution en Bourse, qui est plus expéditive et moins coûteuse.

(1) Et encore beaucoup d'auteurs déclarent-ils le dernier porteur affranchi comme les autres après les deux ans qui suivent la délibération de l'Assemblée générale.

(2) THALER, note sous Paris, 21 fév. 1885, D., 86, 2, 90.

CHAPITRE V

DE L'ÉPOQUE DES VERSEMENTS

La loi ne détermine point à quel moment les appels de fonds peuvent être exercés. Si les statuts ont fixé la date de l'échéance pour les versements complémentaires, la dette des actionnaires vis-à-vis de la Société est une dette à terme certain à laquelle ils ne peuvent se dérober. Si, au contraire, les statuts sont restés muets sur ce point, si les fondateurs de la Société ont considéré qu'il était difficile de prévoir à l'avance l'instant précis où il faudrait réaliser intégralement le capital social, nous sommes en présence d'une dette à terme incertain qui n'est exigible qu'à dater du jour où l'appel de fonds est décrété par l'organe compétent. Avant cette époque, aucune compensation n'est possible entre la dette de l'actionnaire et la créance qu'il pourrait acquérir à un titre quelconque contre la Société créancière du non-versé. Le tribunal de commerce de la Seine a fait de ces principes une application intéressante (1). Les actionnaires d'une Société tombée en faillite récla-

(1) Aff. Pinet, syndic de la Banque nationale c. Beaugé, syndic de la Grande Compagnie, *An. de dr. commercial*, 1891, 1, 99.

maient à celle-ci une créance qu'ils avaient contre elle ; la Société faillie répondait que les actions n'étaient pas complètement libérées, et qu'il y avait lieu, dès lors, d'établir une compensation entre les deux dettes. Le tribunal accueillit la prétention des demandeurs en se fondant sur ce motif qu'il n'y avait pas eu d'appel de fonds avant la déclaration de faillite et que cet événement rendait dorénavant la compensation impossible.

Le terme est stipulé, d'ordinaire, en faveur du débiteur qui, avec un faible capital, participe, dès le début, aux avantages de l'entreprise ; mais il est établi également dans l'intérêt de la Société qui n'a pas l'emploi immédiat de tout son capital nominal. Aussi, d'une part, l'actionnaire ne saurait forcer la Société à recevoir ses versements avant l'arrivée du terme, ou à défaut de terme, avant l'appel de fonds (1). D'autre part, si la Société a accepté ces versements anticipés, elle n'a point entendu conférer à l'actionnaire un droit plus considérable dans les bénéfices. Ainsi, la Cour de Bruxelles a jugé deux fois (2), avec raison, que, si la Société venait à être dissoute ou liquidée, l'actionnaire subirait le sort de tous les associés et ne prendrait qu'une part de l'actif proportionnelle à ses versements. On avait soutenu sans succès qu'il pourrait

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 736. — VAVASSEUR, n° 490. — HOUPIN, nos 44 et 293. — THALLER, *Rev. critique*, 1887, p. 227.

(2) Bruxelles, 28 juillet 1887, *Pasicrisie belge*, 1887, 3, 157 et Bruxelles, 27 octobre 1887, *Pas. belge*, 1888, 2, 36.

réclamer le remboursement avant tout partage, des sommes payées par anticipation. Ce n'est point un prêteur, c'est un associé qui a réalisé sa mise.

Certains événements peuvent survenir, soit dans la condition juridique de l'associé débiteur, soit dans le fonctionnement de la Société, dont l'effet sera de rendre exigibles les versements dûs sur les titres, avant l'arrivée même du terme.

L'actionnaire peut tomber sous le coup d'un des événements qui emportent déchéance du terme : déconfiture, liquidation judiciaire, faillite (art. 1188 Code civil et 444 C. de comm.).

La Cour de Cassation a rendu sur cette question, le 10 décembre 1896, deux arrêts fort intéressants qui ont donné lieu à une étude très approfondie dans le *Journal des Sociétés* (1). Il ne semble point douteux qu'au cas de déconfiture, il faille appliquer les dispositions de la loi sur la déchéance du terme. La Société pourra donc produire pour le montant du non-versé sans qu'il y ait lieu d'appliquer les dispositions des statuts réglementant les appels de fonds « parce
« qu'alors ce n'est pas par sa volonté, mais par la
« volonté de la loi elle-même que la dette devient
« exigible (2). »

Si l'actionnaire a vendu ses actions pour réaliser

(1) V. *Journal des Sociétés*, 1897, p. 407 ; 1898, p. 458 et article de M. H. MESNIL, *J. des Soc.*, 1898, p. 145.

(2) M. MESNIL, *loc. cit.*

tout son actif, il n'y aura lieu de colloquer la Société qu'éventuellement pour le cas où un appel de fonds serait effectué dans les deux ans de la vente et où le nouvel actionnaire refuserait d'y répondre. Que si le terme est fixe, si le versement doit être réalisé à une date précise, il n'y aura pas lieu davantage, malgré cela, d'accorder une collocation ferme; en effet, si la déconfiture a emporté une déchéance du terme, elle ne peut avoir pour résultat de changer la nature subsidiaire de l'obligation incombant à l'actionnaire qui a cédé ses titres. La créance de la Société est conditionnelle, puisqu'elle n'existe qu'autant que le débiteur principal, c'est-à-dire le nouvel actionnaire, ne satisfait pas à l'obligation principale. Il est même inutile de faire une collocation éventuelle quand l'époque de l'exigibilité des versements est postérieure de plus de deux ans à la vente des actions non libérées.

Le tribunal de commerce de la Seine avait rendu une décision fort grave, au point de vue pratique, dans une hypothèse voisine (1). Un actionnaire tombé en faillite; la Société qui n'avait point été colloquée, obtint une condamnation, au moment où elle fit un appel de fonds, mais elle ne fut admise que dans les limites du concordat. La Cour de Cassation a consacré cette jurisprudence dans l'arrêt que nous avons déjà cité du 16 décembre 1896. Et pour nous, nous ne

(1) 16 déc. 1893, *R. des Soc.*, 1894, 452.

saillions critiquer, en droit, ces décisions. Sans doute, il pourra se faire que certains commerçants peu scrupuleux trouvent là un moyen de conserver les bénéfices attachés à leurs actions sans être tenus d'en verser le montant intégral, sans doute encore les faillis pourront être, de leur côté, les victimes de cette situation, parce qu'une Société ne votera jamais un concordat qui impliquerait une adhésion à une réduction illicite de son capital, mais il nous semble impossible d'échapper à ces conséquences. Nous n'adhérons pas, pour des motifs que nous avons déjà expliqués (1), à la théorie qui voit dans la Société un créancier gagiste, seul moyen cependant que l'esprit sagace de M. Mesnil ait trouvé pour combattre victorieusement la jurisprudence. Pour nous, la Société ne peut se prévaloir d'aucun privilège et le concordat, qui s'impose à tous, lui est opposable. — Supposons maintenant que le fait qui donne lieu à la déchéance du terme atteigne la Société créancière, les versements deviendront-ils exigibles ? — Il semble, au premier abord, bien extraordinaire qu'on puisse le soutenir ; l'article 444 du Code de commerce a sa raison d'être quand on l'applique à la faillite du débiteur, puisque le créancier n'a fait crédit au failli qu'en raison de sa solvabilité et a, par suite, entendu que le crédit cesserait avec cette solvabilité. La faillite de la Société, au contraire, ne diminue pas la solvabilité des actionnaires qui restent engagés pour le

(1) V. *suprà*, p. 133.

seul montant de leur souscription. On peut encore justifier les dispositions de l'article 444, en disant que, si l'on avait respecté le délai accordé au failli, la liquidation n'aurait pu s'opérer qu'après l'échéance du terme le plus éloigné (1). Retrouvons-nous ici ce motif d'appliquer l'article 444 ? Nullement, en ajournant jusqu'à l'arrivée du terme le paiement des créances du failli, on ne retarde pas la liquidation de l'actif immédiatement réalisable et il n'y aura lieu qu'à des compléments de répartition après chaque échéance.

Aucune raison pratique ne permet donc d'étendre les termes de l'article 444; il nous est maintenant facile d'aborder la discussion juridique de cette question où la jurisprudence française est tout entière contre nous.

La Cour de Cassation, dans son arrêt le plus récent sur la matière (2), se garde bien de justifier sa théorie; elle se contente de l'affirmer. Force nous est donc de nous reporter à la jurisprudence antérieure (3).

La faillite de la Société emporte, dit-on, celle des actionnaires et des commanditaires; cet argument n'est pas convaincant, car il n'est vrai que pour les associés dans les Sociétés en nom collectif (4) et pour les

(1) LYON-CAEN et RENAUT, t. VII, n° 237.

(2) Cass., 25 oct. 1897, S., 98, 1, 177 et PAND., 1898, 1, 61.

(3) Paris, 1^{er} août 1850, D., 50, 2, 147. — Paris, 23 juin 1859, D., 60, 5, 367. — Paris, 11 déc. 1895, PAND., 98, 1, 60. — Dans le même sens : VAVASSEUR, n° 523 et RUBEN DE COUDER, v° Soc. en commandite, n° 422.

(4) Cass., 12 nov. 1894, S., 97, 1, 117.

commandités dans les Sociétés en commandite (1). Ceux-là, sont bien indéfiniment responsables et, si les dettes de la Société restent en souffrance, ce sont leurs propres dettes qui sont impayées.

On invoque encore, dans les arrêts, l'article 1165 du Code civil, pour soutenir que les délais accordés aux actionnaires par les statuts ne sont pas opposables aux tiers. Mais les créanciers ne sont pas à proprement parler des tiers vis-à-vis des actionnaires puisqu'ils exercent contre eux l'action même de la Société.

Pour nous, il nous semble plus juridique de dire que l'actionnaire n'est tenu des engagements de la Société jusqu'à concurrence du montant de son action, que, sans doute, il est obligé de verser ce montant, mais qu'il peut aussi exiger qu'on respecte les modalités auxquelles il a subordonné l'exécution de son engagement (2).

L'appel de fonds ayant eu lieu, ou les versements étant devenus exigibles, les actionnaires doivent-ils, de plein droit, les intérêts de ce versement depuis le jour de l'exigibilité ?

D'ordinaire, les statuts ont prévu le cas dans le sens de l'affirmative. Il faut, bien entendu, les appliquer (3).

(1) Cass., Turin, 12 juillet 1892, S., 93, 4, 13 et note de M. WAHL, *ibid.*

(2) LYON-CAEN et RENAULT, nos 735 et 3123. — BOISTEL, n° 933. — PIC, p. 117. — HOUPIŒ, n° 299. — Note de M. WAHL, sous Cass., 25 oct. 1897, S., 98, 1, 177. — Note de M. LABBÉ, sous Cass., 20 oct. 1886, S., 87, 1, 49. — Article de M. THALLER, *Rev. critique*, 1885, p. 295. — Arrêt de Bruxelles, 27 juin 1888, S., 98, 1, 77.

(3) Trib. com. Seine, 9 mars 1892, *Le Droit* du 27 mars. — Paris, 13 avril 1893, *Le Droit financier* du 20 juin 1893.

Dans le silence du pacte social, convient-il d'admettre la même solution ? Aucun doute ne semble pouvoir s'élever quand l'appel de fonds se produit dans les circonstances normales. L'article 1846 du Code civil est formel : *L'associé qui devait apporter une somme dans la Société et qui ne l'a point fait, devient de plein droit et sans demande, débiteur des intérêts de cette somme à compter du jour où elle devait être payée* (1).

Il n'y a aucune raison de retarder le point de départ des intérêts en cas de faillite. Si nous avions admis le système de la jurisprudence sur l'exigibilité de la dette en cas de faillite, c'est de ce jour que nous ferions courir les intérêts. Nous ne distinguerions même pas entre le cas où le syndic exercerait l'action de la Société et celui où il préférerait l'action directe des créanciers ; l'art. 1846 est bien net, c'est l'échéance de la dette qui constitue le point de départ des intérêts, et la jurisprudence fixe cette échéance au jour du jugement déclaratif (2).

Notons, en terminant, que la Société peut obtenir encore, en s'appuyant sur le même article, l'allocation de dommages-intérêts, lorsqu'elle a éprouvé un préjudice par suite de retard de l'actionnaire à réaliser les versements.

(1) Cass., 6 août 1862, D., 1, 427. — Aix, 3 mars 1869, D., 70, 2, 219. — Paris, 18 fév. 1888, *R. des Soc.*, 1888, 200. — Paris, 14 juin 1888, *R. des Soc.*, 1888, 427. — LYON-CAEN et RENAULT, n° 733. — HOUPIN, 1, 47 et 298. — VAVASSEUR, 178.

(2) *Contrà* : Paris, 11 déc. 1895, *PAND.*, 98, 1, 60.



DEUXIÈME PARTIE

DES OBLIGATIONS

Le législateur, si prodigue de dispositions à l'égard des actions des Sociétés, a gardé au contraire un silence presque complet relativement aux obligations. Notamment, il ne s'est pas expliqué sur les questions qui se posent lorsque les obligations ne sont pas libérées dès l'origine.

Les documents de la jurisprudence sont d'ailleurs peu nombreux en cette matière ; les statuts, en effet, donnent en général aux obligataires un délai très court pour opérer le versement intégral. En cas d'appel de fonds, le titulaire paie ordinairement ; s'il vient à se dérober, ses titres sont exécutés en Bourse, et le prix obtenu suffit le plus souvent à désintéresser la Société. Il arrive rarement, par suite, que les tribunaux aient l'occasion de résoudre, pour les obligations, les problèmes complexes et délicats que nous avons examinés à propos des actions. Quelques brèves explications, toutefois, nous ont paru nécessaires et intéressantes.

Il est certain, tout d'abord, que les règles édictées

par la législation spéciale aux Sociétés par actions sont étrangères aux obligations. L'action et l'obligation présentent, à côté de certaines analogies, des différences absolument essentielles, se rattachant toutes à l'idée suivante : l'action est une part d'associé ; l'obligation est une créance contre la Société (1). Il est impossible, par suite, de songer à appliquer aux obligations la législation toute particulière concernant les actions (2) ; les obligations sont régies par les principes du droit commun et, avant tout, par la convention.

Pour conserver à notre travail une harmonie plus complète, nous suivrons, à l'égard des obligations, l'ordre que nous avons adopté dans nos développements sur les actions.

§ I^{er}. — Par qui la libération des obligations peut-elle
être réclamée ?

Normalement, c'est au gérant de la commandite et aux administrateurs de la Société anonyme qu'il appartient de réclamer les versements complémentaires.

Les créanciers de la Société le pourraient également, par application de l'article 1166 du Code civil. Mais, à la différence de ce que nous avons admis pour les actions, ils n'auraient pas une action directe contre les

(1) LYON-CAEN et RENAUT, n° 563.

(2) Id., n° 768.

obligataires. On n'aperçoit, en effet, aucun lien de droit entre les créanciers et les obligataires, et ces derniers n'ont pris envers les premiers aucun engagement, ni direct, ni indirect.

Nous examinerons plus loin si les règles ordinaires ne reçoivent pas des modifications importantes lorsque la Société est en faillite ou en liquidation.

§ II. — **A** qui la libération des obligations peut-elle être réclamée ?

Les obligations, comme les actions, constituent des titres cessibles, et, le plus souvent même, négociables. Elles peuvent circuler entre de nombreuses mains et il importe de déterminer quelles sont les personnes tenues de les libérer. Si le contrat d'émission renferme à cet égard quelques dispositions spéciales, elles doivent évidemment être suivies.

C'est notamment aux termes du contrat qu'il faut s'attacher pour décider si les obligations peuvent revêtir la forme de titres au porteur. Dans le silence de la convention, nous croyons que la Société ne serait pas tenue d'autoriser la conversion avant libération intégrale. Ce n'est pas que nous jugions applicables, même par analogie, les prescriptions des lois sur les Sociétés par actions ; mais le maintien de la forme nominative nous paraît seul répondre à l'intention des parties. Il est certain que la conversion au porteur

rend les poursuites beaucoup plus difficiles et les recouvrements bien moins assurés ; la Société ne peut être réputée avoir implicitement renoncé aux garanties que présente pour elle la forme nominative.

C'est également d'après le contrat d'émission que doit être tranchée la question de savoir si l'obligataire, qui cède ses titres, est affranchi de la dette du non-versé. Mais, comment la résoudre, en l'absence de stipulation spéciale ?

Les auteurs ne sont pas d'accord sur ce point. D'après certains d'entre eux, il faudrait distinguer entre les obligations nominatives et les obligations au porteur. A l'égard des premières, tous les titulaires successifs seraient tenus solidairement d'effectuer les versements complémentaires. Une exception serait admise cependant pour le cas où une novation résulterait notamment de l'agrément du cessionnaire par le gérant ou le conseil d'administration qui aurait accepté d'opérer le transfert en son nom. C'est l'un des systèmes qui avait été proposé en matière d'actions, avant la loi de 1856 (1).

Les partisans de cette opinion se divisent, en ce qui concerne les obligations au porteur. Suivant l'un d'eux, la Société serait, en cas de non-paiement par le titulaire actuel, réduite à exécuter le titre en Bourse,

(1) V. *suprà*, p. 25. En ce sens : DE CHAUVERON, *Obligations non libérées*, — HOUPIŒ, n° 339 et note de M. VAVASSEUR dans la *Revue des Sociétés*, 1892, 39.

mais elle serait dépourvue d'action personnelle contre les propriétaires successifs, à l'exception toutefois du souscripteur qui aurait pris un engagement bien précis de réaliser les versements complémentaires (1).

D'autres auteurs enseignent que le dernier porteur est toujours tenu, que les cessionnaires intermédiaires ne le sont point ; quant au souscripteur primitif, il est obligé, dans tous les cas, d'après un auteur (2), et, seulement, d'après un autre (3), si le bulletin de souscription renferme en ce sens une stipulation formelle.

Nous croyons qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre les obligations nominatives et les obligations au porteur, et qu'il convient d'admettre la théorie adoptée par nous pour les actions des Sociétés soumises au droit commun, c'est-à-dire des Sociétés antérieures à la loi de 1856 (4). Le titulaire actuel ou dernier porteur est toujours débiteur direct et personnel de la Société ; c'est lui qui profite des avantages attachés à la propriété de l'obligation, il doit tout naturellement supporter les charges correspondantes. Quant aux titulaires antérieurs, souscripteur primitif ou cessionnaires intermédiaires, ils sont libérés dès le moment où le titre a cessé de leur appartenir à l'égard des tiers. Si l'obligation est nominative, la Société, qui a consenti au transfert, nous semble avoir accepté un

(1) DE CHAUVERON, *loc. cit.*

(2) VAVASSEUR, *loc. cit.*

(3) HOUPIN, *loc. cit.*

(4) V. *suprà*, p. 26 et seq. En ce sens : LYON-CAEN et RENAUT, n° 768,

nouveau débiteur à la place de l'ancien. Si l'obligation est au porteur, il nous semble encore plus certain que l'intention des parties a été que le cédant fût dégagé.

L'opinion que nous proposons donne un intérêt à la détermination du titulaire actuel ou dernier porteur. Il nous suffit de renvoyer, sur ce point, aux explications à propos des actions (1). Le titulaire actuel est celui qui est propriétaire des obligations, soit à l'époque fixée par le contrat d'émission pour la réalisation des versements complémentaires, soit à l'époque où ils sont régulièrement réclamés par la Société.

Les questions de preuve doivent également être résolues comme en matière d'actions (2). A la Société demanderesse, il incombe d'établir que le défendeur a souscrit ou acheté des obligations ; s'il prétend avoir aliéné ses titres, c'est à lui de le prouver.

Chacun des titulaires successifs est, selon nous, tenu d'indiquer à la Société le nom de son cessionnaire et les agents de change ne peuvent pas, pour éviter de faire cette révélation, se retrancher derrière le secret professionnel (3).

Quant au recours, il ne peut exister dans notre système, mais pour ceux qui admettent la persistance de l'engagement à la charge de personnes qui n'ont plus les titres entre les mains, il est évident que celui qui

(1) V. *suprà*, p. 91.

(2) V. *suprà*, p. 96.

(3) V. *suprà*, p. 130.

a désintéressé la Société possède un recours contre les titulaires postérieurs. La dette de non-versé doit retomber, en définitive, sur le dernier propriétaire.

§ III. — Procédure. — Exécution en Bourse.

L'usage a consacré, en matière d'obligations comme en matière d'actions, l'exercice d'une sorte d'action réelle permettant de faire vendre en Bourse les titres à l'égard desquels les versements réclamés sont restés en souffrance (1).

La stipulation autorisant ainsi l'exécution en Bourse donne en principe à la Société une simple faculté et ne doit pas s'interpréter comme lui enlevant l'action personnelle qui peut lui appartenir (2).

La jurisprudence a reconnu la validité de la clause réservant l'exécution en Bourse, bien qu'elle ne figurât pas sur les bulletins de souscription et les prospectus d'émission, mais seulement sur les titres provisoires remis aux obligataires (3).

Lorsque la Société éprouve un préjudice par suite de l'exécution en Bourse, l'obligataire exécuté est tenu de le réparer ; la condamnation ne se limite pas nécessairement à l'intérêt légal des sommes appelées, conformément à l'article 1153 (Code civil), mais la

(1) V. *suprà*, p. 132.

(2) VAVASSEUR, note, *Rev. des Soc.*, 1892, p. 39.

(3) Cass., 11 juillet 1895, S., 1895, 1, 329 et D., 97, 1, 50.

Société peut avoir droit à des dommages-intérêts ayant pour but de la couvrir du tort éprouvé par suite de la résolution du contrat et selon les résultats de la vente en Bourse (1).

Quant aux intérêts, ils ne sont dûs, à moins de stipulation contraire, qu'à partir de la demande en justice ; l'article 1846 (Code civil), qui fait courir les intérêts de plein droit pour les sommes dûes par les actionnaires, ne s'applique pas aux obligataires qui sont des prêteurs.

**§ IV. — Quand les versements peuvent-ils être réclamés ?
De la Société en faillite ou en liquidation.**

L'époque des versements complémentaires se détermine par le contrat d'émission, qui, tantôt la fixe lui-même, tantôt laisse ce soin, soit au gérant ou au Conseil d'administration, soit à l'assemblée générale.

Il peut arriver que cette époque soit spécialement avancée pour un obligataire, s'il se produit à son égard un événement, tel que faillite ou déconfiture, amenant la déchéance du terme.

Mais que décider si la Société elle-même tombe en faillite ou en liquidation judiciaire ? Nous avons vu que, dans ce cas, le syndic ou le liquidateur pouvait réclamer aux actionnaires les versements complémen-

(1) Même arrêt.

taires (1). En est-il de même à l'égard des obligataires ? Les règles admises pour les actionnaires ne doivent exercer aucune influence sur la solution. L'actionnaire est un associé qui s'est engagé, envers la Société et envers les tiers, à effectuer un certain apport dont la faillite de la Société ou sa mise en liquidation rend précisément la réalisation nécessaire. Tout autre est la situation de l'obligataire. Il n'a pris aucun engagement vis-à-vis des tiers, c'est-à-dire des autres créanciers de la Société. Et le prêt qu'il s'est engagé à faire à la Société elle-même, il ne l'a consenti qu'en raison des garanties de solvabilité qu'elle présentait. Aussi, la jurisprudence admet-elle que l'obligataire peut refuser, au syndic ou au liquidateur judiciaire de la Société, le paiement des sommes restant à verser ; ces décisions sont intervenues à propos de la Compagnie de Panama, considérée comme Société civile, et la déconfiture produisant d'ailleurs, sur ce point, des effets analogues à ceux de la faillite (1).

MM. Lyon-Caen et Renault (2) contestent cette solution, peu favorable aux autres créanciers de la Société, qui auraient intérêt de voir leur gage s'augmenter du produit des obligations. Nous ne saurions nous associer à la critique formulée par les savants auteurs. Il n'existe aucun motif de donner aux créan-

(1) Trib. civ. Seine, 26 juillet 1889, *R. des Soc.*, 1889, 508. — Trib. Seine, 25 juin 1890, *R. des Soc.*, 1890, 427 (V. aussi, en ce sens, HOUPIX, n° 339).

(2) N° 568 bis.

ciers un droit de préférence à l'encontre des obligataires, qui sont également des créanciers et n'ont avec les autres aucun lien de droit. Il y a lieu de se préoccuper uniquement des rapports des obligataires avec la Société. Or, les principes du droit commun nous semblent conformes au système de la jurisprudence.

C'est d'abord l'article 1188 du Code civil qui prononce la déchéance du terme au profit de celui dont le débiteur est en faillite ou en déconfiture. Par suite, loin d'être tenu de réaliser les versements complémentaires, l'obligataire serait, au contraire, fondé à demander le remboursement immédiat des sommes antérieurement versées. C'est, de plus, l'article 1184 du Code civil. Il s'est formé entre la Société et les obligataires un contrat synallagmatique, qui se trouve résolu par l'inexécution de ses engagements par l'une des parties. Or, presque toujours, en cas de déconfiture, la Société ne pourra rembourser aux obligataires et qui leur revient en principal et intérêts ; elle serait mal venue dès lors à leur réclamer des versements arriérés.

La dissolution amiable et la liquidation anticipée de la Société ne produiraient pas, selon-nous, les mêmes effets que la mise en faillite ou en liquidation judiciaire. Il en serait autrement toutefois si la Société avait diminué, par son fait, les sûretés promises à ses créanciers. Tel serait, pour prendre un exemple emprunté à la jurisprudence récente, le cas d'une compa-

gnie de chemins de fer qui aurait cédé sa ligne et son matériel à une autre compagnie (1). L'article 1188 du Code civil recevrait alors son application et autoriserait les obligataires, soit à demander leur remboursement immédiat, soit à plus forte raison à refuser d'effectuer les versements complémentaires.

(1) Trib. com. Seine, 17 janv. 1898, *Gaz. Pal.*, 1898, 1, 356.

Vu :

Le Président de la thèse,
LYON-CAEN.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
GRÉARD.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE. — Des appels de fonds en matière d'actions	7
CHAPITRE 1 ^{er} . — Par qui la libération des actions peut-elle être réclamée ?	7
CHAPITRE II. — A qui la libération des actions peut-elle être réclamée ?	23
SECTION I. — SYSTÈME ANTÉRIEUR A LA LOI DE 1867	24
SECTION II. — SYSTÈME DE LA LOI DE 1867	30
§ I. — <i>A</i> quelles conditions les actions peuvent-elles être converties en titres au porteur ?	32
A. Autorisation des statuts	33
B. Libération de moitié	37
C. Délibérations de l'assemblée générale	44
Sanctions des règles relatives à la conversion au porteur	52
§ II. — <i>A</i> qui la libération peut-elle être réclamée lorsque les actions doivent rester nominatives ?	57
§ III. — <i>A</i> qui la libération peut-elle être réclamée lorsque les actions ont été mises irrégulièrement au porteur ?	62
§ IV. — <i>A</i> qui la libération peut-elle être réclamée lorsque la conversion au porteur a été régulièrement autorisée ?	65
A. Souscripteurs primitifs	66
B. Cessionnaires antérieurs à la délibération	69
C. Cessionnaires postérieurs à la délibération	72
D. Détenteurs actuels	74
1) <i>Que faut-il entendre par détenteur actuel au moment de l'appel de fonds ?</i>	91
2) <i>A</i> qui incombe la preuve de l'aliénation ou de la détention actuelle des actions ?	96

	Pages
SECTION III. — SYSTÈME DE LA LOI DE 1893.....	101
§ I. — <i>A quelles conditions les actions peuvent-elles être mises au porteur?</i>	102
§ II. — <i>Quelles sont les obligations des titulaires successifs?</i>	104
§ III. — <i>Dispositions transitoires</i>	108
CHAPITRE III. — De la solidarité et des recours en matière d'appels de fonds	114
SECTION I. — LES ACTIONS SONT RESTÉES NOMINATIVES.....	115
SECTION II. — LES ACTIONS ONT ÉTÉ MISES IRRÉGULIÈREMENT AU PORTEUR.....	120
SECTION III. — LES ACTIONS ONT ÉTÉ MISES RÉGULIÈREMENT AU PORTEUR.....	123
CHAPITRE IV. — Procédure. — Exécution en Bourse	132
CHAPITRE V. — Quand les versements peuvent-ils être réclamés ?	140
DEUXIÈME PARTIE. — Des appels de fonds en matière d'obligations	149
CHAPITRE I ^{er} . — Par qui la libération des actions peut-elle être réclamée ?	150
CHAPITRE II. — A qui la libération des actions peut-elle être réclamée ? Solidarité et recours	151
CHAPITRE III. — Procédure. — Exécution en Bourse	153
CHAPITRE IV. — Quand les versements peuvent-ils être réclamés ?	156



